

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'IDÉE DE L'AUTARCHIE ÉCONOMIQUE

ET LES

STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

par M. Georges DANOS

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, INGÉNIEUR DES PONTS ET CHAUSSÉES
INGÉNIEUR DE LA VILLE DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(*Sciences politiques et économiques*)

Présentée et soutenue le samedi 29 janvier 1921, à 14 heures

PRÉSIDENT : M. CHARLES RIST, *Professeur*

ASSESSEURS : { M. FERNAND FAURE, *Professeur*.
M. GERMAIN MARTIN, *Professeur à la Faculté de Droit de Dijon, Chargé de cours*.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'IDÉE

DE

L'AUTARCHIE ÉCONOMIQUE

ET LES

STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'IDÉE DE L'AUTARCHIE ÉCONOMIQUE

ET LES

STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

par M. Georges DANOS

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, INGÉNIEUR DES PONTS ET CHAUSSÉES
INGÉNIEUR DE LA VILLE DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le samedi 29 janvier 1921, à 14 heures



PRÉSIDENT : M. CHARLES RIST, *Professeur*

ASSESSEURS : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. FERNAND FAURE, } \textit{Professeur.} \\ \text{M. GERMAIN MARTIN, } \textit{Professeur à la Faculté de Droit} \\ \text{de Dijon, } \textit{Chargé de cours.} \end{array} \right.$

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La mention ci-dessus doit être imprimée au verso du titre de chaque thèse.

INTRODUCTION.

Le commerce intérieur n'a pas d'adversaires sérieux; si les transactions ont lieu entre personnes appartenant à une même nationalité, tout le monde est d'accord pour en reconnaître les avantages. Dans ces limites, l'économie monétaire, basée sur l'échange, est considérée comme supérieure à l'économie naturelle, l'économie de Robinson. La division du travail, conséquence et cause de l'échange est universellement considérée comme un progrès.

Depuis longtemps aussi, les physiocrates, puis les économistes de l'école libérale ont prôné l'intérêt de la division du travail entre les nations; mais leur maxime du « *laisser faire, laisser passer* » n'a jamais reçu sur ce terrain sa pleine consécration. La politique des gouvernements a été plus ou moins orientée vers le libre-échange ou la protection, mais sans jamais aboutir ni à la liberté complète, ni à l'interdiction absolue des échanges internationaux.

Au début du xvi^e siècle, les taxes perçues sur le commerce ont cessé d'avoir un caractère uniquement fiscal; elles sont devenues un instrument d'action économique. Dans l'histoire des doctrines économiques, trois raisons principales ont été successivement données pour justifier les mesures protectionnistes.

Les mercantilistes étaient persuadés que la richesse de la nation se mesure à l'abondance des métaux précieux; désirant maintenir une balance du commerce constamment favorable, ils eurent recours à toutes sortes de prohibitions et de taxes pour encourager les exportations et diminuer les importations.

Adam Smith, quoique libre-échangiste, admet que, pour un pays, il importe plus de pouvoir se défendre que d'être riche. D'où la

nécessité d'assurer le développement de toute industrie indispensable à la défense du pays, même à l'abri de droits protecteurs.

Frédéric List, frappé de l'inégalité existant entre les industries germaniques naissantes et celles de pays, comme l'Angleterre, parvenus à leur complet développement industriel, estime qu'un sacrifice momentané peut être nécessaire pour permettre à une nation de parvenir au stade supérieur de l'évolution économique; que ce désir justifie les droits protecteurs, pourvu que ces droits soient éducateurs et temporaires.

Suivant les époques et suivant les pays, le législateur est intervenu de façons très diverses dans les questions de commerce extérieur : interdictions d'importer ou d'exporter; primes à l'importation ou à l'exportation; système colonial; dumping; tarifs préférentiels ou différentiels; traités de commerce; clause de la nation la plus favorisée; clause de réciprocité, etc. Le résultat cherché est toujours le même : essayer de permettre à la nation, en ce qui concerne *un produit déterminé ou un ensemble de produits*, de subvenir à ses besoins, en totalité ou en partie; en temps normal ou en période exceptionnelle, à l'aide de richesses créées à l'intérieur du pays; du pays et de ses colonies; ou d'un groupement limité et déterminé de puissances.

Il est difficile de dégager les doctrines protectionnistes modernes de l'ensemble des publications où elles se trouvent dispersées. Laissant de côté les auteurs qui se bornent à reproduire la vieille doctrine mercantiliste, les autres s'appuient plus ou moins explicitement sur deux points : 1° l'utilité pour une nation de conquérir son *autonomie économique*; 2° la nécessité patriotique de réserver le marché national aux producteurs nationaux ⁽¹⁾. Le second de ces arguments peut s'inspirer de considérations parfois louables en elles-mêmes; son application intégrale n'est pas de nature à accroître la productivité du travail et du capital, ni par suite le bien-être des habitants d'un pays.

(1) Ch. GIDE et Ch. RIST, *Histoire des doctrines économiques*, 3^e édition, Paris, 1920, p. 334.

I. — L'idée de l'autarchie économique ⁽¹⁾ ⁽²⁾.

Dès 1800, Fichte montre comme idéal l'État complètement fermé aux produits étrangers et même, à quelques exceptions près, fermé à tout ce qui est étranger. Chaque État doit se suffire et développer ses ressources particulières indépendamment des autres. Seules les relations économiques maintiennent encore un lien entre les diverses puissances de l'Europe chrétienne. La faculté laissée aux citoyens d'un pays d'entrer en relations avec les citoyens d'un autre pays est la survivance d'une constitution depuis longtemps disparue; les restes d'un monde passé et mal adapté au nôtre.

Les systèmes économiques basés sur la liberté du commerce nous viennent de nos ancêtres, qui les trouvaient à leur convenance; nous les avons acceptés sans examen préalable, et maintenant que nous y sommes habitués, il n'est pas facile de les remplacer par d'autres.

Si un État doit se suffire à lui-même, tant au point de vue économique qu'à d'autres points de vue, c'est afin d'assurer une répartition équitable des biens entre les citoyens. Pour pouvoir atteindre ce but, l'État doit être maître de l'organisation économique et de ses conséquences; il fixera le nombre des individus qui travailleront dans chaque branche de la production, dans chaque manufacture; il déterminera le prix auquel les biens et les services seront échangés. Mais, tant que des biens étrangers pourront pénétrer dans le pays, par la volonté d'un citoyen, pour venir bouleverser l'équilibre, le résultat cherché ne saurait être atteint. Tout com-

(1) L'expression « autarchie économique » est un néologisme commode pour désigner soit la situation d'un État qui se suffit à lui-même, soit aussi la théorie de ceux qui sont partisans de ce régime. Elle est couramment en usage à l'étranger. En France, certains auteurs l'ont déjà employée.

(2) Cf. HELEN BOSANQUET, *The Race for the chinaman's nightcap* dans *The Economic Journal*, septembre 1920 — C. BRE-CIANI TURRONI, *L'idea del « Weltreich » negli scritti degli economisti tedeschi* dans la *Riforma Sociale*, janvier-février 1918. — V. PORRI, *Colonie ed indipendenza economica* dans la *Riforma Sociale*, janvier-février 1920. — M. NACHIMSON, *Imperialismus und Handelskriege. Eine volkswirtschaftliche Untersuchung über die Entwicklungstendenzen der modernen wirtschaft und Handelspolitik*, Berne, 1917.

merce avec l'étranger doit donc être non seulement prohibé, mais rendu pratiquement impossible. Fichte n'admet pas que la même opération commerciale puisse donner un profit distinct à chacun des échangistes. Il fait sienne l'expression de Montaigne : « Le profit de l'un est le dommage de l'autre » ⁽¹⁾.

Tous les systèmes qui, jusqu'au début du xix^e siècle, avaient pour but d'encourager les exportations ou de diminuer les importations, ont fait faillite; ils ont apporté avec eux de nouveaux maux : la contrebande, la révolte, un surcroît de dépense pour l'entretien de nombreux fonctionnaires. Un seul procédé est décisif et efficace : retirer tout l'or et l'argent, toute la monnaie des mains des citoyens, puis lui substituer une monnaie conventionnelle qui n'aura cours qu'à l'intérieur du pays. Fichte déclare que tout commerce cessera nécessairement dès que les citoyens n'auront plus de monnaie que les étrangers puissent accepter en échange de leurs produits.

Strictement parlant, chaque citoyen doit se contenter des richesses de son pays. Encore faut-il ménager la transition entre le système basé sur la liberté plus ou moins complète des échanges et l'État économique fermé. L'application du premier système a pu avoir pour effet de faire entrer des productions étrangères dans la consommation habituelle des habitants : il sera juste que l'État continue à les leur fournir dans la mesure où elles pourront être créées dans le pays. Sans doute, il existe des produits qui ne se trouvent pas dans tous les pays; on pourra leur trouver des succédanés si l'on prend la peine d'en chercher, ou bien on acclimatera dans le pays les productions étrangères dont il s'agit. La dépense considérable qui en résultera pour le gouvernement sera couverte à l'aide de l'or et de l'argent confisqués ⁽²⁾.

De nos jours, Simon Patten ⁽³⁾ a repris la conception de Fichte; à savoir que les hommes doivent assurer la satisfaction de leurs besoins à l'aide de richesses naturelles à leur pays et éviter ainsi les

(1) MONTAIGNE, *Essais*, Livre I, Chap. XXI.

(2) J.-G. FICHTE, *Der Geschlossene Handelsstaat* dans *Sämmtliche Werke*, t. III, Berlin, 1845-1846, p. 389-513.

(3) S. PATTEN, *Fondements économiques de la protection*, traduction française, Paris, 1899.

dangers des relations avec les étrangers. Il veut créer un « type national » particulier à chaque pays en obligeant les habitants à se nourrir et à se vêtir suivant les seules ressources naturelles du pays.

En montrant l'idéal de l'État économiquement fermé, Fichte n'avait pas en vue les avantages d'une classe ou d'une puissance déterminée. La même impartialité ne se trouve pas chez les pangermanistes, ses successeurs. Sous l'influence de faits nouveaux survenus au cours du XIX^e siècle : découvertes scientifiques; développement de l'industrie; augmentation de la population; exode des habitants des campagnes vers les villes et délaissement de l'agriculture; concentration plus grande dans l'industrie et, dès lors, nécessité d'avoir en abondance les matières premières; obligation de trouver des marchés pour l'excédent de la production, la doctrine de Fichte se transforme. La conception de l'État économique fermé cesse d'être un idéal pour devenir un véritable cauchemar : la plus grande des hécatombes humaines a été déchaînée par une Allemagne puissante qui cherchait à se débarrasser de ce cauchemar.

Une des idées qui, de longue date, hantait les grands théoriciens pangermanistes, depuis Frédéric List, était celle d'une union douanière de l'Europe Centrale ⁽¹⁾ ⁽²⁾; seule, pensaient-ils, elle pouvait permettre à l'Allemagne de devenir un empire au sens économique, c'est-à-dire un ensemble capable de se suffire. Depuis Paul de Lagarde, fidèle continuateur de la pensée de Fichte, qui déclare que manger du pain étranger et s'habiller d'étoffes importées est contre nature ⁽³⁾; jusqu'aux auteurs pangermanistes contemporains : Pezz, Schmoller, Naumann, etc., convaincus que l'évolution conduit à la formation de grands empires mondiaux, de grands États autarchiques, capables de se suffire; tous voient dans un rapprochement économique étroit avec l'Autriche-Hongrie et d'autres puissances

(1) Ch. ANDLER, *Les origines du Pangermanisme*, 4^e édition, Paris, 1915; *Le Pangermanisme continental sous Guillaume II*, 4^e édition, Paris, 1915; *Le Pangermanisme colonial sous Guillaume II*, 3^e édition, Paris, 1916. Dans la suite, nous désignerons ces trois Ouvrages par ANDLER I, ANDLER II, ANDLER III.

(2) ANDLER II, *Préface*, p. XXXI.

(3) Paul de LAGARDE, 1875. — ANDLER I, p. 245.

européennes, dans la formation d'États-Unis d'Europe, le moyen de lutter contre le péril russe; de contre-balancer les États-Unis d'Amérique et l'Angleterre qui, persistant dans son « splendide isolement », tend à établir un lien de plus en plus étroit entre les colonies et la Métropole, à réaliser un domaine économique fermé.

Dans le courant du xix^e siècle, cette conception d'une Europe centrale autarchique est passée par diverses phases; des modalités variées ont été proposées pour sa réalisation : union douanière complète; union douanière avec maintien d'une ligne de douanes intérieures; traitement préférentiel réciproque; maintien du traité de commerce austro-allemand ⁽¹⁾. L'union économique, dans laquelle tout ce qui n'appartenait pas à la race germanique devait être maintenu en état d'infériorité, n'était que le signe avant-coureur d'une alliance politique obligatoire sous l'hégémonie allemande; elle n'était qu'un pilier ajouté aux supports militaires et politiques de la Triple-Alliance ⁽²⁾.

Au cours d'une conférence faite en 1890 à la Société autrichienne d'économie politique, à Vienne, Alexandre Pezz soutenait que l'évolution économique a pour conséquence nécessaire la formation d'empires mondiaux, lesquels tendent à se séparer des autres États, à se transformer en organes économiquement autarchiques.

Schmoller affirme que la Grande-Bretagne, la Russie et les États-Unis sont trois gigantesques empires conquérants qui, avec leur soif ardente de territoires nouveaux, leur puissance maritime et terrestre, leur force d'expansion, oppriment tous les États moindres, menacent de les anéantir, de les bloquer économiquement, de leur enlever leurs moyens d'existence ⁽³⁾.

Après avoir constaté la formation de grands groupements autarchiques, les auteurs pangermanistes déclarent que l'Allemagne est appelée à occuper une place importante dans la politique mondiale. « Un courant porte le peuple allemand vers la politique mondiale, courant qui ne provient pas de forces obscures au service de louches

⁽¹⁾ H. LICHTENBERGER et P. PETIT, *L'Impérialisme économique allemand* (7^e mille), Paris, 1918, p. 171.

⁽²⁾ ANDLER II, *Préface*, p. xxxvi.

⁽³⁾ SCHMOLLER, *Jahrbuch* (1895).

intérêts, mais qui est, au contraire, reconnu par l'Empereur lui-même, exempt de rêveries chauvines, et dont le but est simplement d'assurer, à l'Empire et au peuple, une situation mondiale indépendante et le libre jeu de leurs forces en tout sens... La politique mondiale, telle que la comprennent les Allemands, est une lutte pour l'égalité économique et politique de toutes les puissances et de tous les États. Et il est certain qu'on en viendra un jour à reconnaître, chez tous les peuples de la Terre, que leurs libertés nationales et leurs intérêts économiques n'ont pas de meilleur garant que l'influence prépondérante de l'Allemagne dans la politique mondiale » ⁽¹⁾. « Nous saurons nous borner dans nos désirs d'expansion et nous échapperons aux dangers qui ont eu raison de tous les conquérants à l'ambition démesurée... *Il n'est pas vrai qu'il y ait place pour tous en ce monde, mais il y a de la place pour plusieurs grands États*, auxquels, évidemment, les petits devront se soumettre. L'impérialisme allemand signifiera donc bien l'élévation de l'Empire allemand au rang de puissance mondiale, mais non pas la création d'un État allemand qui dominerait seul le monde » ⁽²⁾.

Les États ne jouissant pas de l'autarchie économique ou pays intercalaires sont destinés à être absorbés par les empires mondiaux. « Nous considérons les territoires de tous les autres peuples comme *pays intercalaires* entre les grands États nationaux de l'avenir. Les grands peuples continentaux auront à se partager ces pays intercalaires. Ce partage pourra se faire par les armes, mais pourrait se faire autrement » ⁽³⁾.

Après avoir déclaré que l'Empire allemand peut devenir une puissance mondiale au même titre que les trois États autarchiques qui existent déjà, les pangermanistes soutiennent que, pour atteindre ce but, il est nécessaire de former de vastes unions douanières, de former le *Mitteleuropa*. « Les vastes unions douanières n'existent pas encore; mais, malgré toutes les difficultés, il est à prévoir qu'elles se réaliseront, parce que l'idée essentielle en est naturelle, juste et même nécessaire. Une grande union douanière assure à l'industrie

(1) Paul DEHN, cité d'après la deuxième édition 1915. — ANDLER II, p. 154 et 155.

(2) Ernst HASSE, 1906. — ANDLER II, p. 286.

(3) Ernst HASSE, 1906. — ANDLER II, p. 276.

de vastes débouchés et supporte plus facilement des entraves à l'exportation, parce qu'elle est plus capable de se suffire à elle-même » ⁽¹⁾. « Si l'on examine toute notre histoire et l'état économique du monde moderne, on en déduit avec nécessité cette conséquence irréfutable que l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, les Balkans, la Hollande, la Belgique et la Suisse et, si possible encore, les Pays Scandinaves devraient, eux et leurs colonies, se joindre dans une union douanière commune, libre-échangiste ou mitigée au dedans, fortement protectionniste au dehors, si vraiment ils veulent préserver contre les gigantesques Empires russe, anglais et panaméricain, leur existence économique et le pain quotidien de leurs peuples... Que peuvent faire les États de l'Europe centrale contre le poids écrasant de ces gigantesques Empires, si ce n'est de s'unir de leur côté — avec ou sans la France — et de rassembler autour d'eux tous les États plus petits qui servent de complément, de débouchés ou d'escales à l'activité économique de l'Europe centrale et qui sont, par la race, trop différents de l'Angleterre ou de la Russie pour se joindre à ces deux Empires géants... Notre but est simplement l'Alliance, consolidée par des traités politiques, de tous les États germaniques, pour la constitution d'un domaine économique suffisamment vaste et autonome, et pour la défense des intérêts communs de notre race » ⁽²⁾. « Notre conviction, c'est que l'Empire allemand d'aujourd'hui, comprimé entre les puissances de l'Est et celles de l'Ouest, est obligé, pour subsister, de s'étendre. Il y est aussi préparé, car il est fondé, par sa constitution impériale, militaire et économique (Union douanière) sur des bases fédératives et ces bases fédératives sont beaucoup plus favorables à l'expansion, sous toutes les formes et à tous les degrés, que la rigidité des constitutions unitaires ⁽³⁾. » Le député Möller disait au Reichstag, en décembre 1891 : « De même que la Prusse a unifié économiquement l'Allemagne, de même l'Allemagne doit former l'Union économique de l'Europe centrale, afin de pouvoir résister à la pression des puissants colosses économiques. »

⁽¹⁾ Paul DEHN, 1898. — ANDLER II, p. 134.

⁽²⁾ Fritz BLEY, 1897. — ANDLER II, p. 243, 244 et 248.

⁽³⁾ Ernst HASSE, 1906. — ANDLER II, p. 286,

Enfin, le nouvel empire mondial que constituera le *Mitteleuropa* devra se suffire à lui-même à tous les points de vue, sans excepter les produits agricoles. « Des droits de douane élevés protégeront l'agriculture de la Confédération et de l'Union douanière. Celle-ci formera un domaine économique fermé, de dimensions suffisantes, qui pourra subsister indépendamment des autres domaines économiques, pourvu qu'il ait sur d'autres continents des territoires de colonisation et de culture » (1). « Il serait certainement possible de créer en Europe un vaste domaine économique fermé, se suffisant à lui-même et capable, grâce au progrès de l'industrie, de supporter de forts droits protecteurs sur les produits agricoles. Dans les territoires nouvellement acquis et partiellement vierges encore, l'agriculture se développerait avec une rapidité tout américaine et l'industrie supporterait facilement les droits protecteurs que désirent les agriculteurs allemands à l'heure actuelle, mais qui sont impossibles, pour le présent, à cause de l'exiguïté de notre domaine économique » (2).

En matière de politique coloniale, les pangermanistes ont manifesté des tendances assez diverses. Une majorité importante soutenait que l'Allemagne avait besoin de colonies pour parfaire son autonomie économique. Elle en donnait les raisons suivantes (3) : L'augmentation de la population allemande dépassait celle de toutes les autres nations et elle n'avait pas de débouché qui lui soit propre; l'écoulement des produits de l'industrie allemande avait subi des arrêts temporaires; des marchés fixes tels que ceux, par exemple, que la Hollande, l'Angleterre et la France possédaient dans leurs colonies, faisaient défaut à l'Allemagne; la puissance maritime de l'Allemagne, dont le développement avait coûté si cher, n'avait pas assez de travail; enfin, seules les colonies auraient permis de canaliser les forces physiques et intellectuelles allemandes qui se seraient si souvent perdues en fumée : témoins les

(1) *La Grande Allemagne et l'Europe centrale vers 1950*; 1895. — ANDLER II, p. 196.

(2) *L'Allemagne au début du XX^e siècle*, 1900. — ANDLER II, p. 209.

(3) F. WOHLTMANN, 1897. — ANDLER III, p. 12 et suiv.

expéditions d'Italie, les croisades, les sanglantes guerres de religion, l'émigration.

La nécessité pour l'Allemagne d'avoir en permanence matières premières et débouchés pour son industrie, est l'argument essentiel de ces dissertations. « Avec les progrès de la civilisation, disait von Werner en 1897 ⁽¹⁾, les diverses nations s'affranchissent de plus en plus des produits industriels et artistiques des pays mêmes dont ils dépendaient jusqu'ici; nous perdrons dès lors d'autres débouchés et il nous faut, en conséquence, chercher à temps voulu de nouveaux clients; or, ceux-ci, nous les trouverons, du moins pour beaucoup de branches de notre industrie, le plus facilement et, semble-t-il, à peu près exclusivement, dans des colonies qui nous appartiennent, en particulier dans des pays vierges de toute culture et possédant une population qui ne soit pas encore sous le couvert de la civilisation. » « Personne ne méconnaîtra, disait un auteur anonyme en 1913 ⁽²⁾, l'importance des marchés internationaux pour notre vie économique nationale, ni ne rabaissera, en aucune façon, l'importance de la politique de la *porte ouverte* qui doit nous assurer des marchés de ce genre. Mais notre nation a besoin de compléter ces marchés, de façon que, en dehors du commerce pur, l'énergie et l'esprit d'entreprise économique de notre classe moyenne, comme de notre capital, puissent s'employer au développement de pays arriérés, mais susceptibles de progresser et faire profiter directement la nation des fruits de leur travail. »

Dans les années qui ont précédé immédiatement la guerre, les professeurs allemands persuadaient à leurs auditeurs et à leurs lecteurs que la situation de l'Allemagne tendait à devenir de plus en plus précaire; que cette situation périlleuse avait pour motif l'insuffisance de la base territoriale économique allemande; d'où il apparaissait comme indispensable d'instaurer l'hégémonie économique de l'Allemagne sur les États voisins et cela avant que les puissants colosses économiques existants s'en emparent. L'Alle-

(¹) ANDLER III, p. 29.

(²) ANDLER III, p. 296.

magne, disaient-ils, ne devra pas être laissée à l'écart lorsqu'on procédera à un nouveau partage du Monde.

Aussi bien, voici pour le général von Bernhardi ⁽¹⁾, quel serait le sens de la prochaine guerre : « Nous avons combattu, lors de la dernière grande guerre (1870) pour notre union nationale et pour prendre place parmi les peuples d'Europe; maintenant nous devons décider si nous voulons devenir et rester un empire mondial. »

L'utopie de l'empire mondial, c'est-à-dire de l'autarchie économique, encombre la littérature économique allemande des deux premières années de la guerre. Palyi, par exemple, prévoit comme résultat du conflit des peuples la formation d'un empire continental allemand s'étendant jusqu'à Salonique et même jusqu'au golfe Persique et il n'hésite pas à affirmer que cet empire réaliserait une autarchie économique.

Au Congrès socialiste austro-allemand de janvier 1916, Renner et Cunow expriment la conviction qu'il existe une tendance historique à la formation d'empires économiques, lesquels conduiront finalement à une communion économique de tous les pays du monde. Le parti socialiste devra favoriser de toutes ses forces la formation du *Mittleuropa*, étape nécessaire sur le chemin de la fraternité universelle.

C'est Naumann qui a traité la question du *Mittleuropa* avec le plus d'ampleur; non seulement du point de vue économique, mais du point de vue politique, historique, juridique, constitutionnel. En 1915, il lança en ce sens son fameux Ouvrage *Mittleuropa*, l'écrit qui, chez nos voisins, a eu le plus de retentissement pendant la guerre.

« Avant que les États-Unis de la Terre puissent être réalisés en une conception constitutionnelle, en une seule organisation politique, il s'écoulera vraisemblablement, dit-il, une très longue période durant laquelle des groupements ethniques élèveront leurs aspirations au-dessus du principe national et lutteront pour avoir le droit de diriger les destinées humaines, afin de disposer du travail de l'humanité. L'Europe centrale s'annonce comme étant un de ces

—(1) Général VON BERNHARDI, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, traduction française sur l'édition de 1913. Paris, 1916, p. 101.

groupements, un petit sans doute, un bien maigre peut-être, mais, dans tous les cas, un énergique.... La domination exercée autrefois sur la Terre par les formations nationales était assez confusément répandue sur une grande diversité de régions; mais, dans le cours des siècles, le principe de cette domination s'est cristallisé lentement et sensiblement et s'est concentré sur un nombre restreint de points choisis. C'est ainsi qu'il ne reste plus qu'un certain nombre de centres qui exercent réellement une sorte de souveraineté sur des groupements ethniques ou des groupements de masses; ces centres sont : Londres, New-York et Moscou (ou Pétersbourg). On ne discerne pas encore bien clairement la possibilité de la formation d'un centre qu'on pourrait appeler *mondial*, en Asie orientale, au Japon ou en Chine; quant à la création de foyers de première grandeur aux Indes ou en Afrique, cette question est pour le moins très discutable, de même que pour l'Amérique du Sud.... L'État satellite possède une vie propre, ses saisons, sa civilisation, ses soucis, son éclat; mais, s'il faut en juger d'après les grandes lignes qui retracent l'histoire universelle, ce peuple ne poursuit pas une évolution qui lui soit particulière; il est entraîné dans l'orbite que décrit le groupe directeur auquel il appartient et dont il constitue un des éléments.... Autour des nations satellites vivent un certain nombre de nationalités impondérables, non organisées, qui jusqu'à présent n'ont pas voulu être assimilées ou qui, pour une raison quelconque, n'ont pas encore trouvé le moyen de réaliser leur fusion avec l'un des grands systèmes dont il s'agit.... Des trois empires mondiaux qui sont la résultante de la période antérieure à la guerre, l'État russe est avant tout basé sur la force; l'État américain sur la liberté; et l'État anglais est dans une position intermédiaire entre ces deux extrêmes.... La fondation de l'Empire allemand est un exemple classique du développement accompli par l'économie d'État.... Il existe des États en croissance qui sont toujours poussés à se développer davantage par le fait même de leur grandeur. C'est en eux que se réalise cette partie de l'internationalisme qui n'est pas un simple échange commercial (1). »

(1) F. NAUMANN, *Mitteleuropa*, traduction française s. a. de l'édition 1916, p. 165 à 200.

D'après le professeur Gerloff (¹), on voit s'affirmer dans la politique économique de la Grande-Bretagne, de la France, des États-Unis, de la Russie une tendance toujours plus marquée vers l'autarchie économique, c'est-à-dire vers la formation de territoires économiques qui se suffisent à eux-mêmes au point de vue de la production et de la consommation, qui soient suffisamment étendus et disposent de ressources suffisantes pour assurer à ceux qui y vivent tous les moyens d'existence. De cette tendance, résulte la nécessité d'une union économique entre l'Allemagne et l'Autriche. D'autant plus que la politique autarchique des grands empires ne se borne pas à la création d'un système d'auto-satisfaction des besoins de leurs habitants, mais elle s'efforce par tous les moyens, y compris la violence, d'imposer à l'étranger l'excédent de leurs productions.

L'idée de l'autarchie économique n'est pas spéciale aux écrivains, professeurs et hommes politiques allemands. Elle se retrouve dans divers autre pays; à la fin du xix^e siècle, notamment, Joe Chamberlain avait songé à unir plus étroitement, par un système protecteur, les colonies à la mère-patrie; mais nulle part cette idée n'a pris l'importance que lui ont donnée les pangermanistes.

Voici, en résumé, quelles paraissent en être les grandes lignes : serait autarchique l'État ou le groupe d'États qui, grâce à son territoire étendu et à ses colonies, au développement de son industrie et de son agriculture, à l'abondance de ses matières premières de toutes sortes, serait en mesure d'assurer, par ses propres productions, la satisfaction des besoins les plus variés de ses habitants; les marchés étrangers restant ouverts aux richesses non susceptibles d'être consommées sur son territoire. L'évolution conduit à la formation de pareils groupements; rien ne s'oppose à l'existence simultanée de plusieurs États autarchiques; il en existe trois à l'heure actuelle : l'Angleterre, les États-Unis et la Russie. Ces groupements tendent à absorber les États plus petits.

(¹) GERLOFF, *Der wirtschaftliche Imperialismus*, 1915.

II.

L'idée de l'autarchie économique et le « Système mercantile ».

L'idée de l'autarchie économique est-elle nouvelle dans l'histoire des doctrines économiques? Elle n'est bien plutôt qu'une simple réminiscence des doctrines mercantiles.

Persuadés que la richesse nationale se mesure à l'abondance des métaux précieux existant dans un État, les mercantilistes eurent recours à toutes sortes d'artifices pour attirer l'or et l'argent dans le pays ou, tout au moins, pour les empêcher d'en sortir. Nous laisserons de côté les procédés primitifs de la politique métalliste : procédés *d'attraction directe* des métaux précieux par l'offre d'un taux élevé d'intérêt; par la fixation arbitraire d'un cours du change manuel; procédés de *retenue* : prohibition de sortie des métaux précieux; balance des contrats. Nous nous bornerons à examiner le système mercantile proprement dit, le système plus scientifique de la balance du commerce. Ce que veulent les mercantilistes, c'est réaliser un excédent en valeur des ventes sur les achats dans l'ensemble du commerce extérieur. En Espagne, le Ministre Ustariz écrivait en 1724 : « Il est nécessaire d'employer avec rigueur tous les moyens qui peuvent nous conduire à vendre aux étrangers plus de nos productions qu'ils ne nous vendent des leurs. » Les partisans de l'État autarchique, considérant les importations comme une sujétion fâcheuse et réclamant en même temps un maximum d'exportations, tendent purement et simplement à la réalisation du système de la balance du commerce. La différence entre les exportations et les importations sera, en effet, maxima lorsque le second terme se réduira à zéro. Importations et exportations sont cependant deux choses solidaires; on ne peut importer sans avoir quelque chose à exporter, ni exporter sans que les autres vous paient sous forme d'importations. On retrouve là la vieille contradiction protectionniste.

D'après les mercantilistes, l'industrie est supérieure à l'agriculture pour accroître la quantité de métaux précieux détenus par le pays. L'agriculture est soumise à la loi du rendement décroissant;

l'industrie, à la loi du rendement croissant; la récolte dépend de hasards météorologiques; elle ne peut se conserver aussi longtemps que les produits manufacturés. Pour être certain d'écouler les objets fabriqués, sur les marchés étrangers, il est indispensable d'avoir un prix de revient aussi peu élevé que possible; un des éléments de ce prix de revient est le salaire de l'ouvrier; il pourra diminuer si le prix du blé baisse; le système mercantile tend à l'avilissement du cours des grains. Les mercantilistes sacrifient nettement les intérêts de l'agriculture à ceux de l'industrie; les défenseurs de l'autarchie économique ne font pas de différence entre les deux; cela est tout naturel puisque l'État autarchique doit subvenir par lui-même à ses besoins, même en ce qui concerne les produits agricoles. Cependant, il convient d'indiquer que la nécessité d'une agriculture florissante avait été aperçue par Sully qui comptait sur elle pour attirer l'or et l'argent dans le royaume. On connaît son mot si souvent cité : « Le pastourage et le labourage sont les deux mamelles dont la France est alimentée, ses vraies mines et trésors du Pérou. »

La théorie suivant laquelle une nation doit se suffire à elle-même se trouve dans le *Traité d'Economie politique* de Montchrétien; on y trouve des déclarations de ce genre : « Qui peut faire soy-mesme doit-il faire par autruy? Est-ce un bon mesnager qui met la main à la bourse pour achepter ce qu'il peut cueillir de son propre fonds; qui, pour faire valloir la terre d'autruy laisse la sienne en friche; qui, ayant des bras, ne les peut trouver pour travailler et s'en rapporte à son voisin.... Chacun doit faire valloir sa propre terre; chaque pays doit nourrir et entretenir ses hommes.... Le royaume qui peut *soy-mesme fournir à ses propres necessitez* est toujours plus riche, plus fort, plus redoutable. » A l'appui des mesures protectrices qu'il sollicite pour la métallurgie, il fait valoir l'intérêt militaire; il importe à la sécurité de l'État que le roi ne dépende pas de l'industrie étrangère pour l'armement de ses troupes ⁽¹⁾.

Sully et Bodin, au contraire, sont partisans de la division internationale du travail engendrant l'interdépendance économique des États. Sully, par exemple, disait : « Votre Majesté doit mettre en

(1) A. DUBOIS, *Précis de l'Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1903, p. 230 et 231.

considération qu'autant qu'il y a de divers climats, régions et contrées, autant, semble-t-il, que Dieu les aye voulu diversement faire abonder en certaines *proprietez, commoditez*, denrées, matières, arts et mestiers spéciaux et particuliers qui ne sont point communs ou, pour le moins, de telle bonté aux autres lieux, afin que par le trafic de ces choses (dont les uns ont abondance et les autres disette) la fréquentation, conversation et société humaine soit entretenue entre les nations, tant éloignées pussent-elles estre les unes des autres ⁽¹⁾. »

La richesse d'un État, selon les mercantilistes, était exclusive de la richesse des autres États. Les nations s'enrichissaient des dépouilles les unes des autres. Il ne pouvait en être autrement, étant donné que la quantité de métaux précieux existant dans le monde est limitée. Les villes de Venise et de Gênes avant l'Espagne, après l'Espagne, la Hollande s'étaient élevées au plus haut degré de splendeur et de puissance; mais les richesses de ces divers États avaient été successives et non simultanées. Un État autarchique n'exclut pas la coexistence d'autres États autarchiques. Trois autarchies économiques existent déjà, disent les pangermanistes, et ils cherchent à en former une quatrième.

En matière de politique coloniale, les mercantilistes avaient imaginé le *système colonial*; système qui tendait à créer, au profit de la métropole, le monopole de la production et de la consommation de ses possessions d'outre-mer.

Louis XV écrivait dans une instruction adressée au Gouverneur de la Martinique : « Plus les colonies diffèrent de la métropole et plus elles sont parfaites puisque ce n'est que par cette différence qu'elles ont de l'aptitude à leur destination. » Tandis que dans l'antiquité et le moyen âge les colonies avaient été des colonies de peuplement, les mercantilistes cherchaient à tirer des colonies les produits qui n'existaient pas ou étaient insuffisamment abondants dans la métropole; par conséquent, à supprimer ou tout au moins à réduire au minimum les achats faits à l'étranger. La mise en œuvre du système

(1) A. DUBOIS, *op. cit.*, p. 227.

colonial dénote des conceptions singulièrement voisines de l'idée de l'autarchie économique.

L'idée de l'autarchie économique présente donc des affinités nombreuses avec le « système mercantile »; elle ne s'en sépare que par quelques différences de détail.

III. — L'idée de l'autarchie économique et le « Système national d'Économie politique ».

L'idée de l'autarchie économique, qui a trouvé en Allemagne ses principaux défenseurs, n'est pas directement issue de la doctrine de Frédéric List. Deux idées essentielles se dégagent du *Système national d'Économie politique* : l'idée de la nation complète, de la nation normale; l'idée de force productive de la nation opposée à celle de valeur d'échange. Frédéric List n'est pas seulement le théoricien le plus connu du protectionnisme; il est surtout le théoricien des nationalités économiques. Il a construit un déterminisme d'après lequel les nations sont tenues de conquérir par degrés, mais inéluctablement, sous peine de mourir, tous les territoires qui se trouvent dans leur sphère d'action économique ⁽¹⁾. La nation complète exige un territoire vaste, pourvu de ressources variées; un littoral étendu; la maîtrise de l'embouchure de ses fleuves, et il ajoute qu'un territoire bien arrondi est un des premiers besoins des nations, que le désir de satisfaire ce besoin est légitime et que, parfois, il peut justifier la guerre. Comme l'État autarchique ⁽²⁾, la nation complète, telle que la conçoit List, ne peut se réaliser que par la conquête, et c'est ce qui pourrait motiver le rapprochement des deux théories. L'auteur du *Système national d'Économie politique* n'est pas adversaire de la liberté des échanges internationaux; il combat le libre-échange absolu et sans condition. « La paix éternelle et la liberté du monde vont la main dans la main, écrivait-il au président Jackson en 1830; mais, avant que ce temps arrive, les

(¹) ANDLER I, *Préface*, p. XXXII.

(²) Voir plus loin, p. 84.

nations doivent parvenir au même degré de développement économique. » De ce développement, il prétend avoir établi un ordre de succession historique : l'état sauvage ; l'état pastoral ; l'état agricole ; l'état agricole-manufacturier ; l'état agricole-manufacturier-commercial. Témoin de l'infériorité de l'industrie germanique par rapport à l'industrie anglaise, il pense que le seul moyen de lui permettre de se développer est de la protéger. Les droits protecteurs sont pour lui un sacrifice mesuré et temporaire. List n'a songé à aucun moment à faire de l'idée de l'autarchie économique le pivot de sa doctrine ⁽¹⁾.

IV. — But et plan de la présente étude.

Rien ne justifie l'affirmation des pangermanistes que l'évolution conduit à la formation de grands empires mondiaux, jouissant de l'autarchie économique ; la réalisation de pareils États ou groupements d'États n'est même ni possible, ni désirable ; l'autarchie économique, enfin, ne saurait avoir l'utilité que lui reconnaissent ses promoteurs. Voilà ce qu'en nous servant des statistiques officielles du commerce extérieur publiées par les diverses puissances, nous nous proposons de démontrer dans la présente étude.

Dans un Chapitre I, nous établirons une comparaison du commerce extérieur des principaux pays en indiquant l'importance respective des importations et des exportations. Nous constaterons, en passant, que rien n'a arrêté la très grande et très rapide expansion économique de l'Allemagne dans les années qui ont précédé la guerre.

Puis, entrant dans une étude plus détaillée du commerce international de quelques puissances, nous ferons la décomposition classique de ce commerce en produits alimentaires ; matières nécessaires à l'industrie ; objets fabriqués. Nous verrons comment ce cadre est rempli par les diverses puissances.

Au Chapitre III, nous décomposerons les importations et les exportations suivant les groupes de lieux d'origine et de destination ; invariablement, nous considérerons comme groupes : les colonies du

(1) Ch. GIDE et Ch. RIST, *op. cit.*, p. 336.

pays; les colonies des autres puissances; les puissances continentales d'Europe et d'Amérique. Nous constaterons la très petite place tenue par le commerce colonial dans le commerce extérieur des grandes puissances.

Nous verrons ensuite que les colonies ne sont ni d'importants fournisseurs de matières premières, ni de gros clients pour les objets fabriqués dans la métropole.

Nous réfuterons, enfin, la prétendue autarchie économique de l'Angleterre, des États-Unis et de la Russie.

Dans trois Appendices, nous étudierons des questions connexes : Origine des produits alimentaires. — Importance des colonies comme débouchés pour les émigrants de la métropole. — Impossibilité pour le *Mitteleuropa* de réaliser une autarchie économique.

En principe, nous prendrons comme point de départ l'année 1895. Dans tous les grands pays, l'activité économique, après avoir présenté une sorte de stationnement de 1880 à 1895, prend, à partir de cette dernière date, une allure croissante extrêmement marquée : l'année 1895 constitue une véritable coupure dans l'histoire des faits économiques.

L'indication brève, donnée au bas des pages de Tableaux numériques, sert à désigner les documents statistiques qui ont permis, grâce à des opérations plus ou moins longues, de dresser le Tableau correspondant.

L'IDÉE
DE
L'AUTARCHIE ÉCONOMIQUE
ET LES
STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

CHAPITRE I.

DÉVELOPPEMENT COMPARATIF DU COMMERCE EXTÉRIEUR
DES PRINCIPALES PUISSANCES DEPUIS L'ANNÉE 1893.

L'examen de la thèse de l'autarchie économique doit logiquement débiter par l'étude du commerce extérieur total des grandes Puissances. Si cette première recherche accuse un commerce croissant tant en importations qu'en exportations, chacun des pays envisagés dépendra économiquement d'autres Puissances; il conviendra de se demander quelles sont ces Puissances et quels sont les produits donnant lieu à ces transactions.

Les deux Tableaux numériques qui suivent donnent pour la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la Russie, les États-Unis et le Japon, la valeur des importations et des exportations de 1893 à 1912. La valeur adoptée pour le montant des importations ou des exportations en 1893 est la moyenne des chiffres des années 1894, 1895 et 1896; par là, nous diminuons la chance d'erreur pouvant provenir du fait que le chiffre indiqué par les statistiques, pour l'année 1893, serait exceptionnellement faible ou fort.

Aucune conclusion intéressante ne saurait être tirée de ces chiffres, qui ne sont nullement comparables entre eux, même exprimés à l'aide d'une unité monétaire commune. Aussi, la

TABLEAU I.

IMPORTATIONS

Désignation du pays	FRANCE		ANGLETERRE				ALLEMAGNE	
ANNÉES	Commerce spécial en millions de francs		Commerce général en millions de livres sterling		Commerce spécial en millions de livres sterling		Commerce spécial en millions de marks	
1895	3789,6	100,0	422,3	100,0			4122,0	100,0
1896	3798,6	100,2	441,8	104,6			4307,2	104,5
1897	3956,0	104,4	451,0	106,8			4680,7	113,6
1898	4472,6	118,0	470,5	111,4			5080,6	123,5
1899	4518,3	119,2	485,0	114,8			5483,1	133,0
1900	4697,8	124,0	523,1	123,9			5763,6	139,9
1901	4369,2	115,3	522,0	123,6			5421,2	131,5
1902	4394,0	115,9	528,4	125,1			5631,0	136,6
1903	4801,2	126,7	542,6	128,5			6002,7	145,6
1904	4502,3	118,8	551,0	130,5	480,7	113,8	6354,3	154,2
1905	4478,9	118,2	565,0	133,8	487,2	115,4	7128,8	172,9
1906	5627,2	148,5	607,9	143,9	522,8	123,8	8029,0	194,8
1907	6223,0	164,2	645,8	152,9	553,9	131,2	8749,0	212,3
1908	5640,5	148,8	593,0	140,4	513,3	121,5	7667,0	186,0
1909	6246,1	164,8	624,7	147,9	533,4	126,3	8527,0	206,9
1910	7173,3	189,3	678,3	160,6	574,5	136,0	8934,1	216,7
1911	8065,8	212,8	680,2	161,1	577,4	136,7	9705,7	235,5
1912	8230,8	217,2	744,6	176,3	632,9	149,9	10691,4	259,4

TABLEAU II.

EXPORTATIONS (Commerce

Désignation du pays	FRANCE		ANGLETERRE		ALLEMAGNE		ITA
ANNÉES	en millions de francs		en millions de livres sterling		en millions de marks		en millions
1895	3284,2	100,0	227,5	100,0	3268,1	100,0	1038,7
1896	3400,9	103,5	240,2	105,6	3325,1	107,9	1052,1
1897	3598,0	109,6	234,2	102,9	3635,0	111,2	1091,7
1898	3510,9	106,9	233,4	102,6	3756,6	114,9	1203,6
1899	4152,6	126,4	264,5	116,3	4207,0	128,7	1431,4
1900	4108,7	125,1	291,2	128,0	4611,4	141,1	1338,2
1901	4012,9	122,2	280,0	123,1	4431,4	135,6	1374,5
1902	4252,2	129,5	283,4	124,6	4677,8	143,1	1472,4
1903	4252,3	129,5	290,8	127,8	5014,6	153,4	1517,4
1904	4451,0	135,5	300,7	132,2	5222,6	159,8	1597,2
1905	4866,9	148,2	329,8	145,0	5731,6	175,4	1705,3
1906	5265,5	160,3	375,6	165,1	6361,0	194,6	1905,9
1907	5596,1	170,4	426,0	187,2	6846,0	209,5	1948,9
1908	5007,7	153,8	377,1	165,8	6399,0	195,8	1729,3
1909	5718,1	174,1	378,2	166,2	6594,0	201,8	1866,9
1910	6233,8	189,8	430,4	189,2	7474,7	228,7	2080,0
1911	6076,9	185,0	454,1	199,6	8106,1	248,0	2204,3
1912	6712,6	204,4	487,2	214,2	8956,8	274,1	2396,9

(1) *Annales du Commerce extérieur.*

5 à 1912) (1).

Spécial s	RUSSIE		ÉTATS-UNIS		JAPON		Désignation du pays
	Commerce spécial en millions de roubles		Commerce spécial en millions de dollars		Commerce spécial en millions de yen		ANNÉES
00,0	549,4	100,0	683,5	100,0	139,3	100,0	1895
02,3	589,8	107,3	759,7	111,1	171,3	123,1	1896
03,3	560,0	101,9	789,2	115,5	219,2	157,4	1897
22,5	617,5	112,4	587,2	85,9	277,3	199,1	1898
30,5	650,5	118,4	685,4	100,3	220,0	157,9	1899
47,3	626,4	114,0	830,5	121,5	286,6	205,7	1900
48,9	593,4	108,0	807,8	118,2	255,5	183,4	1901
53,9	599,1	109,0	899,8	131,6	271,3	194,8	1902
57,1	681,7	124,1	1008,0	147,5	316,6	227,3	1903
52,7	651,4	118,6	981,8	145,6	370,8	266,2	1904
74,7	635,1	115,6	1087,1	159,0	487,7	350,1	1905
17,9	800,7	145,7	1213,4	177,5	417,8	299,9	1906
49,6	847,4	154,2	1415,4	207,1	493,1	354,0	1907
52,4	912,7	166,1	1183,1	173,1	435,3	312,5	1908
69,6	906,3	165,0	1281,6	187,5	393,1	282,2	1909
81,3	1084,4	197,4	1547,1	226,3	463,5	332,7	1910
95,7	1161,7	211,4	1527,9	223,5	512,9	368,2	1911
20,8	1171,8	213,3	1640,7	239,9	618,2	443,8	1912

années 1895 à 1912) (1).

RUSSIE		ÉTATS-UNIS		JAPON		Désignation du pays
en millions de roubles		en millions de dollars		en millions de yen.		ANNÉES
680,6	100,0	841,9	100,0	121,3	100,0	1895
688,6	101,2	863,2	102,5	116,6	96,1	1896
726,6	106,8	1032,0	122,6	161,5	133,1	1897
732,7	107,7	1203,0	142,9	162,9	134,3	1898
627,0	92,1	1203,9	145,0	213,0	175,6	1899
716,4	105,3	1370,8	162,8	200,2	165,1	1900
761,6	111,9	1460,5	173,5	249,4	205,6	1901
860,3	126,4	1355,5	161,0	255,7	210,8	1902
1001,2	147,1	1392,2	165,4	286,0	235,8	1903
1006,4	147,9	1435,2	170,5	315,7	260,3	1904
1077,3	158,3	1491,7	177,2	318,3	262,4	1905
1094,9	160,9	1718,0	204,1	419,2	345,6	1906
1053,0	154,7	1853,7	220,2	428,5	353,3	1907
998,2	146,7	1834,8	217,9	375,4	309,5	1908
1427,7	209,8	1638,4	194,6	410,0	338,0	1909
1449,1	212,9	1710,1	203,1	455,1	375,2	1910
1591,4	233,8	2013,5	239,2	443,0	365,2	1911
1518,8	223,2	2170,3	257,8	524,6	432,5	1912

moyenne, calculée comme il est indiqué plus haut, et imprimée en caractères plus petits, a-t-elle été, pour chaque pays, prise comme unité et égalée à 100. Ensuite, à côté de la valeur vraie du total des importations ou des exportations, on en a calculé, année par année, la valeur relative par rapport à l'unité ainsi fixée.

Les figures 1, 2, 3 et 4 traduisent graphiquement les résultats de ces calculs auxiliaires. Pour la clarté du dessin, il a paru nécessaire de séparer, en deux groupes, les sept Puissances dont il s'agit : 1^o France, Angleterre, Allemagne et Italie; 2^o Russie, États-Unis et Japon. La même échelle a servi à tracer les quatre graphiques. — Comme on le voit immédiatement, les courbes obtenues à l'aide des calculs auxiliaires ne diffèrent de celles représentant la valeur vraie du montant des importations ou des exportations que par une réduction d'ordonnées; le coefficient de réduction, différent pour chacun des pays, permet d'obtenir des courbes ayant un point commun à l'origine.

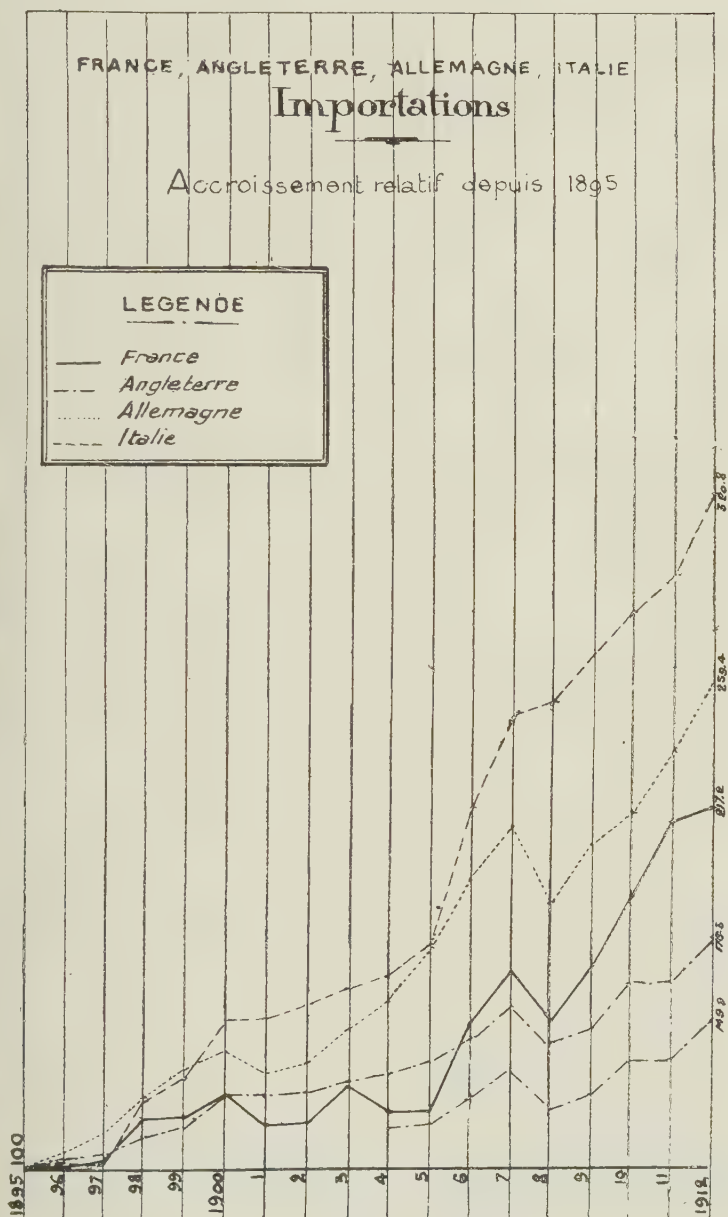


Fig. 1.

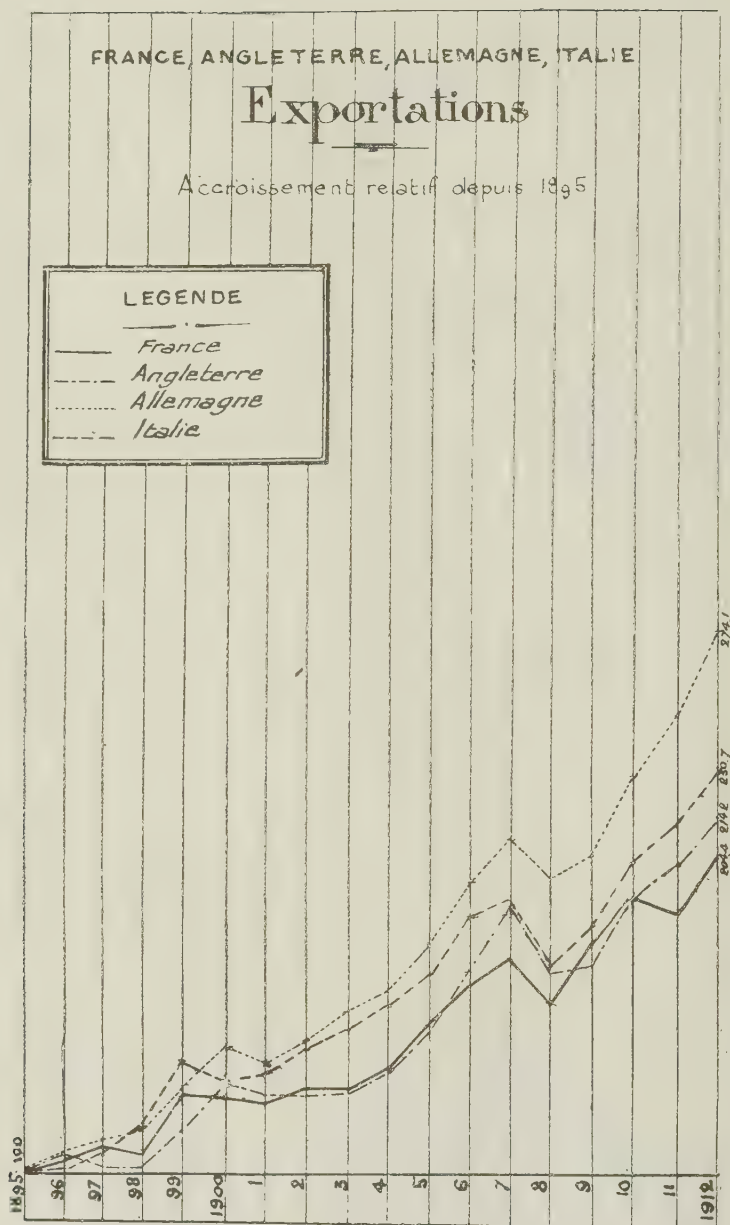


Fig. 2.

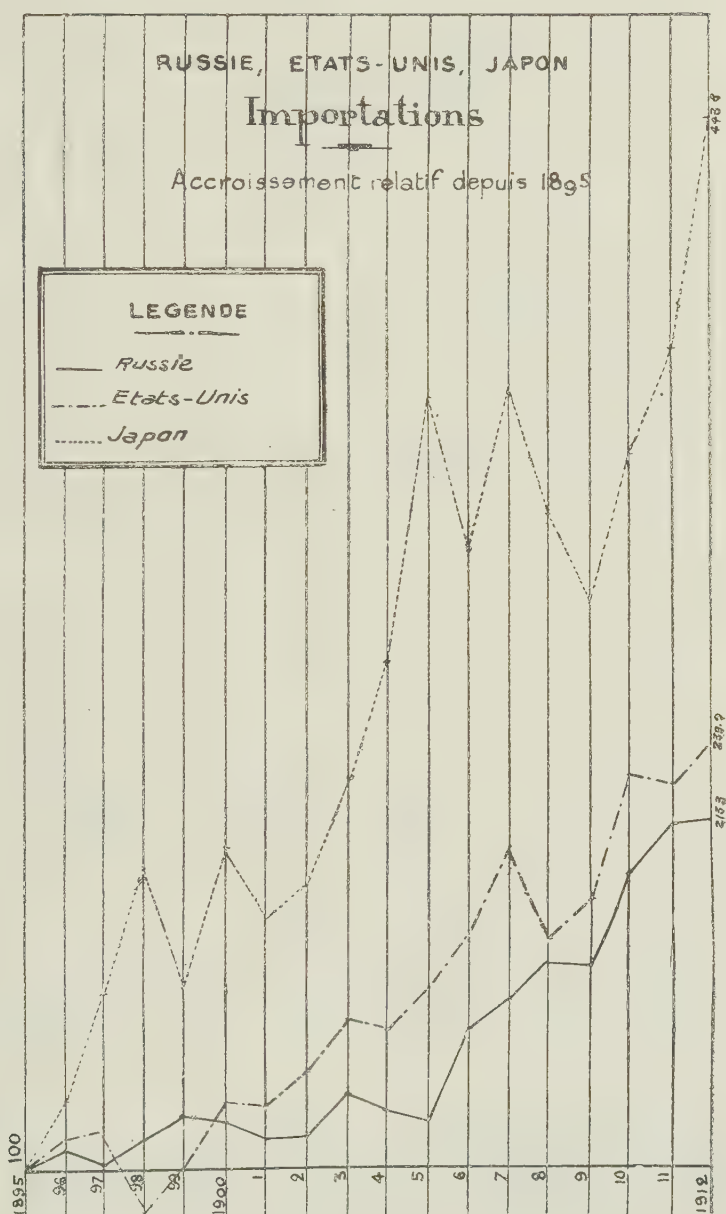


Fig. 3.

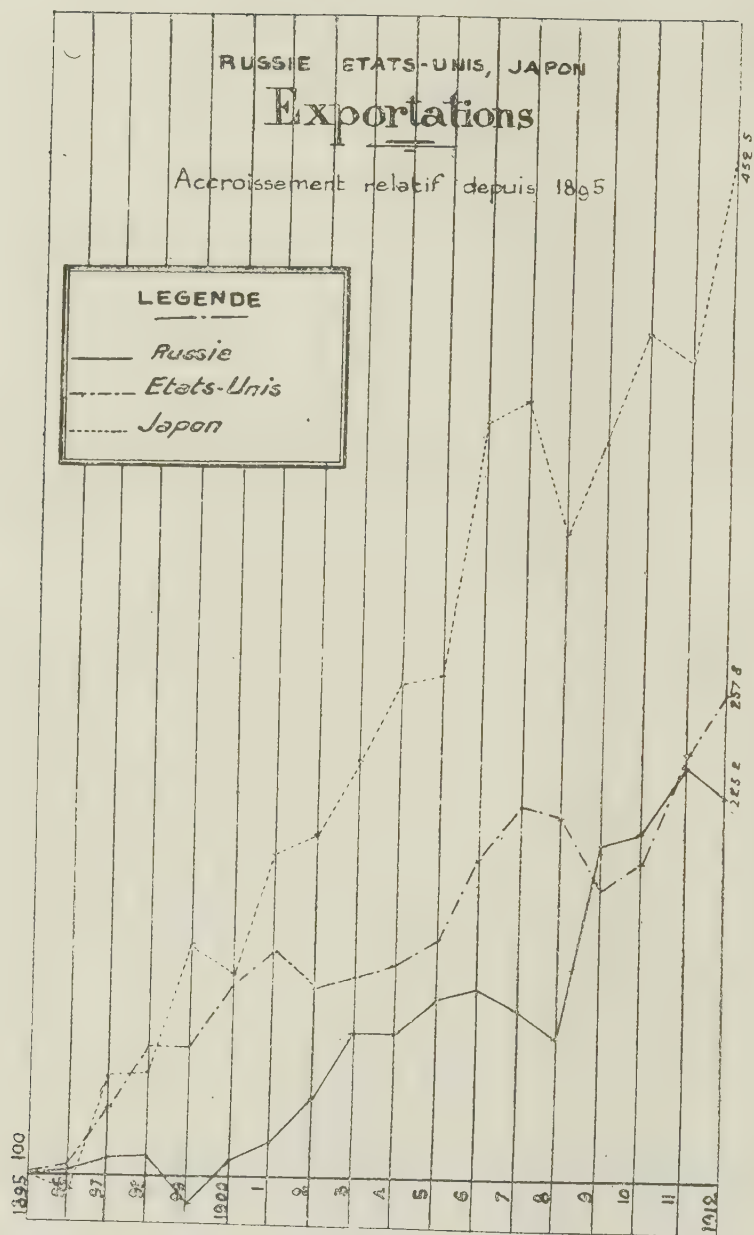


Fig. 4.

En 1912, l'augmentation du montant des importations ou des exportations, par rapport à leurs valeurs en 1895, prises comme unités et établies comme il a été dit plus haut, est la suivante ⁽¹⁾ :

France. — Les importations passent de 3789,6 millions de francs à 8230,8; augmentation 117,2 pour 100. Aux exportations, l'accroissement est de 104,4 pour 100 (6712,6 millions de francs au lieu de 3284,2).

Angleterre. — Le commerce général importations passe de 422,3 millions de livres sterling à 744,6; augmentation 76,3 pour 100. Depuis 1904, les statistiques anglaises donnent la valeur du commerce spécial importations. Il s'élevait à 480,7 millions de livres en 1904, soit une augmentation de 13,8 pour 100 par rapport à l'unité adoptée et à 632,9 millions en 1912; augmentation, 49,9 pour 100.

Pour le commerce spécial exportations, l'accroissement est de 114,2 pour 100 (487,2 millions de livres, au lieu de 227,5).

Allemagne. — Les importations passent de 4122,0 millions de marks à 10691,4; augmentation, 159,4 pour 100. Aux exportations, l'accroissement est de 174,1 pour 100 (8956,8 millions de marks au lieu de 3268,1).

Italie. — Les importations passent de 1154,0 millions de francs à 3701,9; augmentation, 220,8 pour 100. Aux exportations, l'accroissement est de 130,7 pour 100 (2396,9 millions de francs, au lieu de 1038,7).

Russie. — Les importations passent de 549,4 millions de roubles à 1171,8; augmentation 113,3 pour 100. Aux exportations, l'accroissement est de 123,2 pour 100 (1518,8 millions de roubles, au lieu de 680,6).

États-Unis. — Les importations passent de 683,5 millions de dollars à 1640,7; augmentation, 139,9 pour 100. Aux exportations,

(1) Sauf en ce qui concerne les importations de l'Angleterre, les chiffres indiqués sont relatifs au commerce *spécial*.

l'accroissement est de 157,8 pour 100 (2170,3 millions de dollars, au lieu de 841,9).

Japon. — Les importations passent de 139,3 millions de yen à 618,2; augmentation, 343,8 pour 100. Aux exportations, l'accroissement est de 332,5 pour 100 (524,6 millions de yen, au lieu de 121,3).

Ainsi, les importations et les exportations de ces divers pays présentent un développement continu, parallèle et harmonieux. Les années 1900 et 1907 ont été des périodes de crises économiques. Chiffres et graphiques montrent clairement la période d'inflation et la crise proprement dite.

L'Angleterre est restée fidèle au libre-échange; néanmoins, ses importations croissent sensiblement moins vite que celles des autres puissances. Ses exportations croissent un peu plus rapidement que celles de la France et moins rapidement que celles des autres puissances. Il est facile de donner la cause de ces faits. L'unité politique et économique de l'Angleterre et de la France sont anciennes; celle de l'Allemagne date d'un demi-siècle. A une époque, encore assez récente, la Russie et le Japon pratiquaient des systèmes politiques et économiques rappelant ceux du moyen âge. Il est donc naturel que les taux d'accroissement du commerce extérieur soient moins grands pour la France et l'Angleterre que pour ces autres puissances. Au fur et à mesure que l'exploitation des richesses d'un pays devient meilleure et plus complète, il est plus difficile de la faire encore progresser.

La France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie, pays à richesse développée depuis longtemps, ont une balance défavorable; leurs importations excèdent leurs exportations. La Russie, les États-Unis et le Japon ont une balance constamment favorable. Au premier groupe appartiennent de vieilles nations possédant un important portefeuille de valeurs étrangères, ou recevant en grand nombre des touristes étrangers ou ayant, comme l'Italie, une émigration considérable⁽¹⁾. Les marchandises importées en excédent représentent le loyer du capital ou la rémunération de la force de travail situé à

(1) Voir plus loin, p. 71 et 72.

l'étranger, éléments importants des transactions internationales⁽¹⁾. Une balance défavorable n'est nullement un indice de décadence; il s'agit de nations qui tiennent la tête du mouvement économique.

Quant au second groupe, ce sont des pays jeunes qui soldent par l'excédent de leurs exportations les gros emprunts faits à l'étranger pour constituer leur outillage et mobiliser leur richesse nationale.

Les importations de la France, de l'Italie et du Japon croissent plus vite que leurs exportations. Pour l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie et les États-Unis, c'est l'inverse; les taux d'accroissement pour un même pays se tiennent d'ailleurs de très près.

Dans la politique douanière des puissances européennes, depuis la fin des guerres de la Révolution et de l'Empire, on peut distinguer trois phases : 1° une première période de politique très rigoureusement protectionniste, marquée cependant par la formation du *Zollverein* allemand (1828-1834); 2° l'époque des traités de commerce à tendances libre-échangistes (1860-1880); 3° le retour à la protection⁽²⁾.

Avec les années 1891-1892, les régimes douaniers prennent, en Europe, un caractère étroitement protecteur, sauf en Angleterre, en Belgique et en Hollande. La période 1895-1912 appartient donc en entier à l'ère des régimes protecteurs. Cependant, nous avons constaté le très grand accroissement des importations et des exportations au cours de cette période. Au sujet de l'influence des lois protectrices sur le mouvement des importations, nous ferons deux remarques très importantes. L'Empire allemand a fait un nouveau pas dans la voie du protectionnisme avec la loi douanière, promulguée le 26 décembre 1902, pour être mise en vigueur en 1906. Les articles portés au tarif passent alors de 391 à 1459, et les produits spécialement atteints par cette mesure étaient les produits agricoles, produits que l'Allemagne recevait de l'Autriche-Hongrie et de la Russie⁽³⁾. Cependant, dans la période 1895-1906, l'accroissement moyen annuel des importations allemandes était de $\frac{94.8 \text{ centièmes}}{11} = 8,6$ pour 100 et, dans la période 1906-1912, il est

(1) C. COLSON, *Cours d'Économie politique*. Paris 1906, Livre IV, p. 98.

(2) B. NOGARO et M. MOYE, *Les Régimes douaniers*. Paris, 1910, p. 34.

(3) B. NOGARO et M. MOYE, *op. cit.*, p. 67 et 71.

passé à $\frac{64,6}{6} = 10,7$ pour 100. En ce qui concerne les exportations, le taux d'accroissement annuel moyen, qui était de $\frac{94,6}{11} = 8,6$ pour 100 pour la période 1895-1906, est passé à $\frac{79,5}{6} = 13,5$ pour 100. L'Allemagne n'a donc pas été systématiquement victime, de la part d'autres puissances, de mesures de rétorsion.

Aux États-Unis, dans la période 1895-1912, deux lois douanières ont été promulguées : la loi Dingley, le 24 juillet 1897; la loi Payne-Aldrich, le 5 août 1909. La seconde de ces lois augmentait les tendances ultra-protectionnistes des États-Unis ⁽¹⁾. De 1895 à 1897, l'accroissement moyen annuel des importations des États-Unis était de $\frac{15,5}{2} = 7,7$ pour 100. Le tarif Dingley a eu pour effet de réduire dans une forte proportion les importations des États-Unis; en 1898, elles ne représentent que les 85,9 centièmes de leur valeur en 1895; puis elles reprennent en 1899 leur valeur de 1895 et continuent à croître. De 1909 à 1912, l'accroissement moyen annuel a été de $\frac{52,4}{3} = 17,4$ pour 100 de la valeur en 1895. Le taux d'accroissement annuel moyen des exportations, qui était de $\frac{22,6}{2} = 11,3$ pour 100 de 1895 à 1897, est passé à $\frac{63,1}{3} = 21,0$ pour 100 dans la période 1909-1912.

Ces remarques montrent qu'en matière de commerce extérieur le régime douanier n'a pas une influence décisive ni même prépondérante ⁽²⁾. De même que la force de travail se dirige vers les pays où elle a chance d'obtenir les plus forts salaires; que les capitaux, à risque égal, recherchent le taux le plus élevé d'intérêt; de même les courants commerciaux sont uniquement régis par la loi de l'offre et de la demande. Les mesures protectionnistes peuvent exercer parfois sur eux des effets temporaires; elles sont incapables de les faire dévier d'une façon durable.

Jusqu'ici, les faits économiques ne révèlent nullement l'existence d'un pays à importations tendant vers zéro et se rapprochant, par suite, de l'État jouissant de l'indépendance économique.

⁽¹⁾ B. NOGARO et M. MOYE, *op. cit.*, p. 79.

⁽²⁾ C. PERREAU, *Cours d'Économie politique*, tome II, Paris 1916, p. 184.

CHAPITRE II.

VALEUR ET PROPORTION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES; MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE ET OBJETS FABRIQUÉS.

L'État autarchique, d'après les pangermanistes, doit subvenir par lui-même à la nourriture de ses habitants et posséder, en abondance, les matières premières de toutes sortes nécessaires à son industrie. Nous sommes donc conduit à examiner la décomposition classique du commerce extérieur en produits alimentaires, matières nécessaires à l'industrie et objets fabriqués. Les douze Tableaux numériques qui suivent donnent cette décomposition en ce qui concerne les importations et les exportations de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Russie et des États-Unis. Nous avons ensuite calculé, année par année, en centièmes du total, l'importance de chacun de ces groupes par rapport à la somme des importations ou des exportations de l'année. La somme des trois nombres, situés sur une même ligne horizontale, et imprimés en petits caractères, est donc égale à 100.

Les figures 5 et 6 traduisent graphiquement les résultats du calcul, en ce qui concerne les États-Unis.

TABLEAUX III ET IV. — FRANCE ⁽¹⁾.

IMPORTATIONS (Commerce spécial). Valeur en milliers de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	1033,3	27,8	2100,9	56,4	583,3	15,6	3719,9
1896	1006,6	26,4	2173,6	57,2	618,4	16,2	3798,6
1897	1028,6	26,0	2318,9	58,6	608,3	15,3	3956,0
1898	1303,602	33,6	2348,328	52,5	618,421	13,8	4472,6
1899	950,982	21,0	2839,611	62,8	727,713	16,1	4518,3
1900	819,240	17,4	3035,250	64,6	843,311	17,9	4697,8
1901	783,934	17,9	2812,890	64,3	772,370	17,6	4369,2
1902	818,297	18,6	2798,612	63,6	777,110	17,6	4394,0
1903	961,377	20,0	3020,702	62,9	818,926	17,0	4801,2
1904	817,218	18,1	2853,035	63,3	832,060	18,4	4502,3
1905	822,915	17,2	3087,320	64,6	868,673	18,1	4778,9
1906	940,437	16,7	3687,126	65,5	999,668	17,7	5627,2
1907	1038,141	16,6	4013,292	64,4	1171,524	18,8	6223,0
1908	934,717	16,5	3389,929	63,6	1115,867	19,7	5640,3
1909	952,329	15,2	4113,043	65,8	1180,741	18,9	6246,1
1910	1413,031	19,7	4345,671	60,5	1414,630	19,7	7173,3
1911	2020,056	25,0	4325,299	56,1	1320,473	18,8	8063,8
1912	1803,437	21,9	4813,196	58,4	1614,213	19,6	8230,8
1913	1817,379	21,5	4945,732	58,7	1638,021	19,6	8421,3
1914	1813,5	28,3	3308,2	54,8	1080,5	16,8	6402,2
1915	3314,8	27,8	4633,4	42,1	3067,6	30,0	11035,8
1916	3037,9	24,5	9753,4	47,2	5829,1	27,6	20640,4
1917	6983,4	25,9	11876,4	43,1	8692,2	31,0	27534,0
1918	5019,0	25,2	8778,0	44,0	6117,8	30,7	19914,8

EXPORTATIONS (Commerce spécial). Valeur en milliers de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	591,0	17,5	873,6	25,8	1909,2	56,5	3373,8
1896	651,8	19,1	836,2	24,5	1912,9	56,2	3400,9
1897	720,7	20,0	943,0	26,2	1933,4	53,7	3597,1
1898	662,808	18,8	932,331	26,5	1915,738	54,5	3510,9
1899	673,353	16,2	1210,271	29,1	2267,007	54,5	4132,6
1900	769,139	18,7	1084,783	26,4	2234,733	54,8	4108,7
1901	743,226	18,5	1018,327	25,3	2249,388	56,0	4012,9
1902	707,372	16,6	1170,204	27,5	2374,606	55,8	4232,2
1903	663,064	15,5	1173,699	27,6	2413,492	56,7	4232,3
1904	693,261	15,5	1220,872	27,4	2336,823	56,9	4431,0
1905	780,342	16,0	1337,972	27,4	2748,333	56,4	4866,9
1906	711,266	13,5	1474,813	28,0	3079,410	58,4	5263,3
1907	746,899	13,3	1507,634	26,9	3341,375	59,7	5596,1
1908	746,772	14,7	1341,441	26,5	2962,318	58,6	5050,7
1909	823,337	14,4	1693,776	29,6	3200,721	55,9	5718,1
1910	838,199	13,7	1930,847	30,9	3444,739	55,2	6233,8
1911	736,869	12,1	1830,102	30,1	3309,888	57,7	6076,9
1912	849,773	12,6	1944,868	28,9	3917,939	58,3	6712,6
1913	838,898	12,1	1838,091	27,0	4183,228	60,8	6880,2
1914	646,0	13,2	1299,1	26,6	2923,7	60,0	4868,8
1915	649,0	16,4	767,3	19,4	2320,9	64,0	3937,4
1916	588,6	9,4	1084,9	17,4	4341,0	73,0	6214,3
1917	498,6	8,3	1093,2	18,2	4418,9	73,4	6012,7
1918	333,0	8,0	923,7	22,3	2882,6	69,5	4143,3

⁽¹⁾ Tableaux du Commerce et de la Navigation de la France.

TABLEAUX V ET VI. — ANGLETERRE (1).

IMPORTATIONS (Commerce spécial).

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	4,155	46,1	2,976	33,0	1,872	20,7	9,003
1896	4,340	44,6	3,381	34,7	2,004	20,6	9,725
1897	4,507	45,7	3,272	33,1	2,084	21,1	9,863
1898	4,847	46,8	3,392	32,8	2,099	20,3	10,338
1899	4,853	45,8	3,301	33,0	2,237	21,1	10,391
1900	5,136	44,2	4,215	36,3	2,247	19,3	11,598
1901	5,234	45,7	3,942	34,4	2,277	19,8	11,453
1902	5,254	45,0	3,976	34,0	2,436	20,8	11,666
1903	5,484	45,9	4,006	33,5	2,441	20,4	11,931
1904	5,436	44,8	4,299	35,4	2,389	19,7	12,124
1905	5,444	44,3	4,319	35,1	2,526	20,5	12,289
1906	5,590	42,4	4,941	37,4	2,654	20,1	13,185
1907	5,829	41,7	5,560	39,8	2,579	18,4	13,968
1908	5,759	44,4	4,743	36,6	2,444	18,8	12,946
1909	5,993	44,5	4,937	36,7	2,522	18,7	13,452
1910	6,065	41,8	5,739	39,6	2,685	18,5	14,489
1911	6,169	42,3	5,604	38,4	2,788	19,1	14,561
1912	6,542	40,9	6,279	39,3	3,142	19,6	15,963
1913	6,721	40,4	6,641	39,9	3,261	19,6	16,623
1914	6,869	45,3	5,626	37,1	2,666	17,5	15,161
1915	8,837	46,5	7,211	37,9	2,934	15,4	18,982
1916	9,866	45,9	8,523	39,7	3,066	14,2	21,455

EXPORTATIONS (Commerce spécial).

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	268	4,7	1,169	20,5	4,266	74,8	5,703
1896	275	4,5	1,259	20,7	4,523	74,6	6,057
1897	284	4,8	1,346	22,7	4,277	72,4	5,907
1898	303	5,1	1,320	22,4	4,262	72,4	5,885
1899	314	4,7	1,635	24,5	4,722	70,7	6,671
1900	345	4,7	2,112	28,7	4,887	66,6	7,344
1901	376	5,3	1,747	24,7	4,940	69,9	7,063
1902	415	5,8	1,791	25,0	4,942	69,1	7,148
1903	396	5,4	1,872	25,5	5,066	69,0	7,334
1904	407	5,3	1,812	23,9	5,364	70,7	7,583
1905	466	5,6	1,966	23,6	5,886	70,7	8,318
1906	507	5,3	2,382	25,1	6,583	69,5	9,472
1907	542	5,0	2,885	26,8	7,317	68,1	10,744
1908	519	5,4	2,512	26,4	6,480	68,1	9,511
1909	554	5,8	2,490	26,1	6,493	68,0	9,537
1910	613	5,6	2,710	24,9	7,532	69,3	10,855
1911	682	5,9	2,761	24,1	8,010	69,9	11,453
1912	763	6,2	3,057	24,8	8,468	68,9	12,288
1913	748	5,6	3,496	26,4	9,003	67,9	13,247
1914	593	5,4	2,756	25,3	7,514	69,1	10,863
1915	543	5,6	2,586	26,6	6,576	67,7	9,705
1916	634	4,9	3,374	26,4	8,761	68,6	12,769

(1) Statistique générale.

TABLEAUX VII ET VIII. — ALLEMAGNE ⁽¹⁾.

IMPORTATIONS (Commerce spécial).

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	1,716	33,7	2,230	43,8	1,143	22,4	5,089
1896	1,830	34,4	2,330	43,8	1,160	21,8	5,320
1897	1,994	34,5	2,594	44,8	1,193	20,6	5,781
1898	2,247	35,8	2,775	44,2	1,254	19,9	6,276
1899	2,133	31,5	3,220	47,5	1,417	20,9	6,772
1900	2,177	30,5	3,462	48,6	1,482	20,8	7,121
1901	2,343	35,0	3,037	45,3	1,315	19,6	6,697
1902	2,432	34,9	3,161	45,4	1,362	19,5	6,955
1903	2,411	32,5	3,510	47,3	1,492	20,1	7,413
1904	2,416	30,7	3,923	50,0	1,507	19,2	7,848
1905	2,893	32,8	4,270	48,5	1,640	18,6	8,805
1906	2,868	28,9	5,434	54,8	1,603	16,2	9,907
1907	3,020	27,9	6,064	56,1	1,719	15,9	10,803
1908	2,800	29,5	5,130	54,2	1,535	16,2	9,465
1909	3,156	29,9	5,792	55,0	1,576	14,9	10,524
1910	3,067	27,8	6,278	56,9	1,689	15,3	11,034
1911	3,696	30,9	6,509	54,5	1,732	14,5	11,937
1912	3,958	29,9	7,266	55,0	1,986	15,0	13,210

EXPORTATIONS (Commerce spécial).

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	514	12,5	892	21,7	2,692	65,7	4,098
1896	557	12,8	955	21,9	2,842	65,2	4,354
1897	637	14,1	1,007	22,4	2,846	63,3	4,490
1898	623	13,4	1,058	22,8	2,960	63,7	4,641
1899	591	11,3	1,255	24,1	3,350	64,4	5,196
1900	639	11,2	1,373	24,1	3,684	64,6	5,696
1901	558	10,2	1,342	24,5	3,572	65,2	5,472
1902	527	9,1	1,435	24,8	3,815	66,0	5,777
1903	631	10,2	1,511	24,4	4,052	65,4	6,193
1904	647	10,0	1,552	24,0	4,251	65,9	6,450
1905	627	8,8	1,730	24,4	4,723	66,7	7,080
1906	709	9,0	1,843	23,4	5,303	67,5	7,855
1907	681	8,0	2,045	24,1	5,729	67,7	8,455
1908	666	8,5	1,948	25,0	5,165	66,4	7,779
1909	832	10,2	2,102	25,8	5,208	63,9	8,142
1910	940	10,1	2,369	25,6	5,923	64,1	9,232
1911	986	9,8	2,507	25,0	6,518	65,1	10,014
1912	987	8,9	2,928	26,4	7,149	64,6	11,064

(¹) Statistique générale.

TABLEAUX IX ET X. — ITALIE ⁽¹⁾.**IMPORTATIONS (Commerce spécial).**

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	243	20,4	685	57,7	259	21,8	1,187
1896	260	22,0	671	56,8	249	21,1	1,180
1897	222	18,6	715	60,0	254	21,3	1,191
1898	392	27,7	759	53,6	263	18,6	1,414
1899	252	19,2	739	56,5	316	24,1	1,307
1900	290	17,0	1,037	61,0	373	21,9	1,700
1901	338	20,8	1,007	58,5	354	20,5	1,719
1902	362	20,3	1,059	59,6	355	19,9	1,776
1903	392	21,0	1,091	58,6	378	20,3	1,861
1904	312	16,3	1,182	61,7	419	21,9	1,913
1905	369	17,8	1,223	59,2	473	22,9	2,065
1906	436	17,3	1,452	57,7	626	24,9	2,514
1907	369	12,8	1,707	59,2	805	27,9	2,881
1908	479	16,4	1,624	55,7	810	27,8	2,913
1909	659	21,1	1,699	54,6	754	24,2	3,112
1910	660	20,3	1,787	55,0	799	24,6	3,246
1911	664	19,5	1,921	56,6	805	23,7	3,390
1912	783	21,1	2,061	55,6	858	23,1	3,702
1913	703	19,2	2,092	57,3	851	23,3	3,646
1914	478	16,3	1,773	60,6	672	22,9	2,923
1915	1254	26,6	2,890	61,4	560	11,9	4,704

EXPORTATIONS (Commerce spécial).

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	310	29,8	549	52,8	179	17,2	1,038
1896	321	30,5	514	48,8	217	20,6	1,052
1897	329	30,1	543	49,7	220	20,1	1,092
1898	333	27,6	606	50,3	264	21,9	1,203
1899	379	26,4	766	53,4	287	20,0	1,432
1900	349	26,1	685	51,2	303	22,6	1,337
1901	353	25,7	710	51,6	311	22,6	1,374
1902	363	24,6	800	54,3	310	21,0	1,473
1903	412	27,1	782	51,5	323	21,2	1,517
1904	381	25,8	807	50,5	408	25,5	1,596
1905	425	24,5	890	51,4	416	24,0	1,731
1906	459	24,0	988	51,8	459	24,0	1,906
1907	517	26,5	963	49,4	469	24,0	1,949
1908	494	28,5	800	46,2	435	25,1	1,729
1909	495	26,3	907	48,3	475	25,3	1,877
1910	613	29,4	867	41,6	600	28,8	2,080
1911	651	29,5	847	38,4	706	32,0	2,204
1912	724	30,3	929	38,9	744	31,1	2,397
1913	762	30,3	951	37,8	798	31,7	2,511
1914	719	32,5	821	37,1	671	30,5	2,211
1915	573	22,6	917	36,2	1043	41,1	2,533

⁽¹⁾ Statistique générale.

TABLEAUX XI ET XII. — RUSSIE ⁽¹⁾.**IMPORTATIONS (Commerce spécial).**

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1897	270	18,0	805	53,9	418	28,0	1,493
1898	291	17,6	838	50,8	518	31,4	1,647
1899	299	17,2	838	48,3	598	34,4	1,735
1900	309	18,5	855	51,2	506	30,3	1,670
1901	326	20,6	812	51,3	444	28,0	1,582
1902	336	21,0	834	52,1	429	26,8	1,599
1903	360	19,8	974	53,6	483	26,5	1,817
1904	365	21,0	933	53,7	439	25,2	1,737
1905	337	21,0	867	51,2	469	27,7	1,693
1906	328	24,7	973	45,5	634	29,7	2,135
1907	353	24,4	1,074	47,5	632	27,9	2,259
1908	385	24,0	1,158	47,5	691	28,4	2,434
1909	509	21,0	1,180	48,8	728	30,1	2,417
1910	539	18,6	1,478	51,1	874	30,2	2,891
1911	581	18,7	1,475	47,6	1041	33,6	3,097
1912	591	18,9	1,481	47,4	1032	33,7	3,124

EXPORTATIONS (Commerce spécial).

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1897	1,172	60,4	686	35,4	80	4,1	1,938
1898	1,223	62,6	643	32,9	87	4,4	1,953
1899	0,917	54,8	675	40,4	79	4,7	1,671
1900	1,097	57,4	726	38,0	87	4,5	1,910
1901	1,235	60,8	692	34,0	104	5,1	2,031
1902	1,498	65,2	696	30,3	101	4,4	2,295
1903	1,690	63,3	850	31,8	130	4,8	2,670
1904	1,739	64,7	815	30,3	130	4,8	2,684
1905	1,943	67,6	793	27,6	137	4,7	2,873
1906	1,776	60,8	950	32,5	193	6,6	2,919
1907	1,622	57,7	1,041	37,0	145	5,1	2,808
1908	1,515	56,8	1,007	37,8	141	5,3	2,663
1909	2,530	66,4	1,130	29,6	148	3,8	3,808
1910	2,553	66,0	1,165	30,1	145	3,7	3,863
1911	2,784	65,6	1,285	30,2	174	4,1	4,243
1912	2,274	56,1	1,571	38,7	206	5,0	4,051

⁽¹⁾ Statistique générale.

TABLEAUX XIII ET XIV. — ÉTATS-UNIS ⁽¹⁾.

IMPORTATIONS (Commerce spécial).

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	1,287	33,9	1,437	37,9	1,068	28,1	3,792
1896	1,289	31,9	1,547	38,3	1,203	29,7	4,039
1897	1,334	33,6	1,474	37,2	1,153	29,1	3,961
1898	0,985	26,6	1,891	51,2	816	22,1	3,692
1899	1,152	31,9	1,557	43,1	903	25,0	3,612
1900	1,196	27,1	2,127	48,3	1,080	24,5	4,403
1901	1,222	28,6	1,946	45,6	1,097	25,7	4,265
1902	1,117	25,8	2,335	49,9	1,228	26,2	4,680
1903	1,221	22,9	2,726	51,3	1,366	25,7	5,313
1904	1,297	25,2	2,492	48,5	1,345	26,1	5,134
1905	1,510	26,0	2,938	50,7	1,342	23,1	5,790
1906	1,423	22,3	3,290	51,7	1,642	25,8	6,355
1907	1,598	21,5	3,892	52,3	1,943	26,1	7,433
1908	1,516	24,5	2,900	46,8	1,772	28,6	6,188
1909	1,708	25,1	3,489	51,3	1,599	23,5	6,796
1910	1,691	20,9	4,411	54,6	1,965	24,3	8,067
1911	1,830	23,1	4,140	52,3	1,942	24,5	7,912
1912	2,210	25,8	4,402	51,3	1,954	22,8	8,566
1913	2,403	22,4	5,100	54,3	2,188	23,3	9,391
1914	2,463	25,1	4,932	50,2	2,415	24,6	9,810
1915	2,640	30,4	4,209	48,5	1,823	21,0	8,672
1916	2,915	25,6	6,764	59,4	1,706	14,9	11,385
1917	3,517	25,5	8,223	59,7	2,035	14,7	13,775
1918	3,901	25,5	9,217	60,4	2,143	14,0	15,261

EXPORTATIONS (Commerce spécial).

Numéraire non compris. — Valeur en millions de francs.

ANNÉES	Produits alimentaires	Pour 100 du total	Matières nécessaires à l'industrie	Pour 100 du total	Objets fabriqués	Pour 100 du total	TOTAL
1895	1,649	40,1	1,689	41,0	773	18,8	4,111
1896	1,803	40,3	1,699	38,8	970	21,6	4,472
1897	2,158	40,3	2,047	38,2	1,142	21,3	5,347
1898	3,057	48,7	2,012	32,0	1,202	19,1	6,271
1899	2,786	44,6	2,049	32,8	1,403	22,5	6,238
1900	2,828	39,8	2,479	34,9	1,797	25,3	7,104
1901	3,021	39,9	2,828	37,3	1,718	22,7	7,567
1902	2,661	37,8	2,620	37,3	1,742	24,8	7,023
1903	2,635	36,5	2,846	39,4	1,733	24,0	7,214
1904	2,304	30,9	3,297	44,3	1,830	24,6	7,437
1905	2,079	26,9	3,534	45,7	2,116	27,3	7,729
1906	2,718	30,5	3,765	42,3	2,418	27,1	8,901
1907	2,658	27,6	4,418	46,0	2,529	26,3	9,605
1908	2,700	28,4	4,238	44,5	2,570	27,0	9,508
1909	2,270	26,7	3,898	45,9	2,321	27,3	8,489
1910	1,912	21,5	4,319	48,7	2,629	29,6	8,860
1911	1,997	19,1	5,296	50,7	3,140	30,1	10,433
1912	2,169	19,3	5,550	49,4	3,526	31,3	11,242
1913	2,606	20,7	5,908	46,9	4,065	32,3	12,579
1914	2,231	18,4	6,045	50,1	3,792	31,4	12,068
1915	4,981	35,4	4,487	31,8	4,601	32,7	14,069
1916	5,075	22,9	6,184	27,9	10,871	49,1	22,130
1917	6,577	20,3	9,963	30,8	15,717	48,7	32,257
1918	7,920	26,1	10,884	35,9	11,484	37,9	30,288

(¹) Statistique générale.

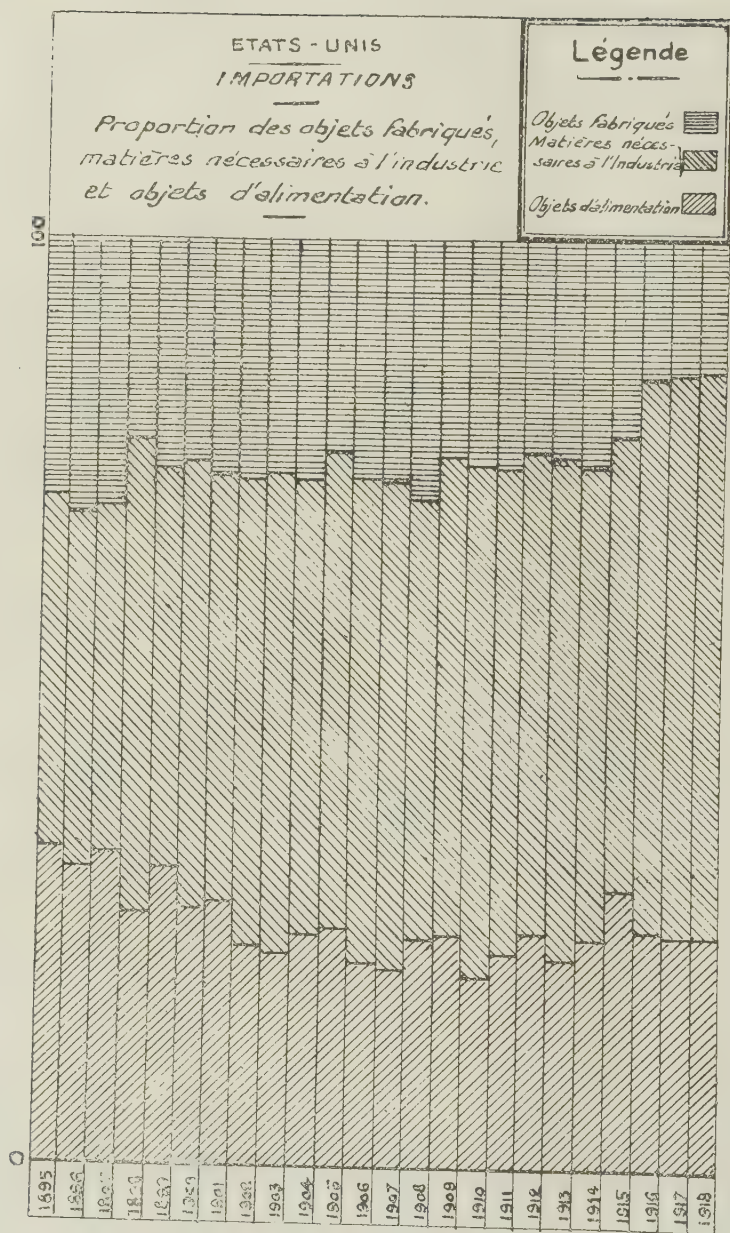


Fig. 5.

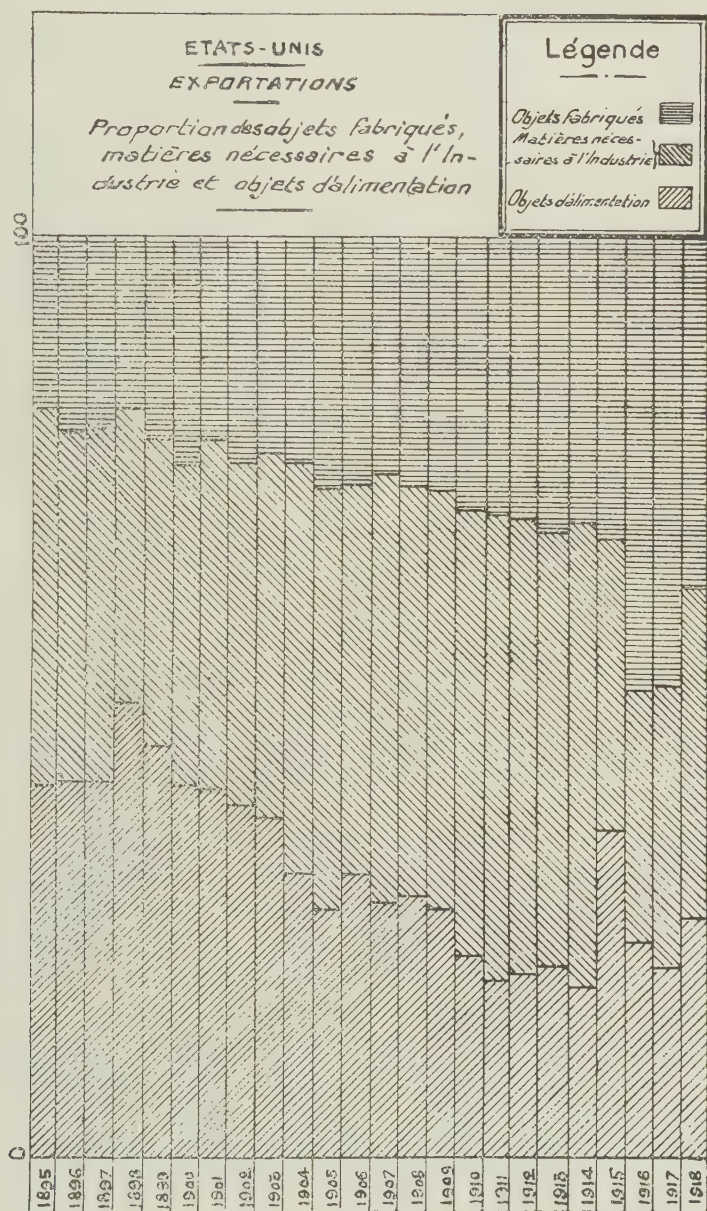


Fig. 6.

Depuis 1895, importations et exportations de produits alimentaires, de matières nécessaires à l'industrie et d'objets fabriqués croissent en valeur; cela est vrai pour les six pays considérés : France, Angleterre, Allemagne, Italie, Russie, États-Unis. Un second fait ressort de ces Tableaux : c'est la très grande stabilité du commerce extérieur. Chacun des trois groupes considérés entre pour une proportion à peu près constante dans le total des importations ou des exportations. D'une année à l'autre, les variations sont peu sensibles; au cours d'une longue période, elles ne dépassent guère quelques centièmes, du moins pour les vieilles puissances. Il n'apparaît donc aucune tendance de l'un quelconque de ces pays à se suffire à lui-même ni en produits alimentaires, ni en matières nécessaires à l'industrie, ni en objets fabriqués.

Voyons maintenant quelle était, avant la guerre, la composition du commerce extérieur des six Puissances considérées. Les chiffres que nous allons indiquer sont la moyenne de ceux de même nature relatifs aux années 1910, 1911 et 1912.

France. — Ses importations comprenaient : 22,2 pour 100 de produits alimentaires; 59,5 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 18,3 pour 100 d'objets fabriqués. Ses exportations : 12,8 pour 100 de produits alimentaires; 29,9 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 57,0 pour 100 d'objets fabriqués.

Angleterre. — Ses importations comprenaient : 41,6 pour 100 de produits alimentaires; 39,1 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 19,0 pour 100 d'objets fabriqués. Ses exportations : 5,9 pour 100 de produits alimentaires; 24,6 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 69,3 pour 100 d'objets fabriqués.

Allemagne. — Ses importations comprenaient : 29,5 pour 100 de produits alimentaires; 55,4 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 14,9 pour 100 d'objets fabriqués. Ses exportations : 9,6 pour 100 de produits alimentaires; 25,6 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 64,6 pour 100 d'objets fabriqués.

Italie. — Ses importations comprenaient : 20,3 pour 100 de produits alimentaires; 55,7 pour 100 de matières nécessaires à l'indus-

trie; 23,7 pour 100 d'objets fabriqués. Ses exportations : 29,7 pour 100 de produits alimentaires; 39,6 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 30,6 pour 100 d'objets fabriqués.

Russie. — Ses importations comprenaient : 18,7 pour 100 de produits alimentaires; 48,7 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 32,5 pour 100 d'objets fabriqués. Ses exportations : 62,5 pour 100 de produits alimentaires; 33,0 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 4,2 pour 100 d'objets fabriqués.

États-Unis. — Leurs importations comprenaient : 23,2 pour 100 de produits alimentaires; 52,7 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 23,8 pour 100 d'objets fabriqués. Leurs exportations : 19,9 pour 100 de produits alimentaires; 49,6 pour 100 de matières nécessaires à l'industrie; 30,3 pour 100 d'objets fabriqués.

Les importations de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Russie et des États-Unis, nations industrielles ou en voie de le devenir, se composent en majeure partie de matières nécessaires à l'industrie. Celles de l'Angleterre comprennent plus de 40 pour 100 de produits alimentaires et une proportion à peu près équivalente de matières nécessaires à l'industrie. Le fait que l'Angleterre est tributaire de l'étranger ⁽¹⁾ en ce qui concerne la nourriture de ses habitants est d'ailleurs bien connu. Les exportations de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne comportent une proportion très forte d'objets fabriqués; celles de la Russie se composent en majeure partie de produits alimentaires; celles des États-Unis, de matières nécessaires à l'industrie. L'Italie et la Russie exportent également une proportion très forte de matières nécessaires à l'industrie.

Au cours de la période envisagée, la tendance assez générale des variations d'importance de chacun des trois groupes de produits a été la suivante :

Importations. — Proportion croissante de produits alimentaires et de matières nécessaires à l'industrie; décroissante d'objets fabriqués.

(1) Voir plus loin, p. 70.

Exportations. — Proportion décroissante de produits alimentaires et de matières nécessaires à l'industrie; croissante d'objets fabriqués.

L'importation croissante de produits alimentaires et l'exportation décroissante de ces mêmes produits s'expliquent par les besoins de la consommation dans les pays de vieille civilisation. Depuis le début du XIX^e siècle, toutes les statistiques révèlent une consommation de plus en plus grande, par tête d'habitant, de produits alimentaires de toutes sortes. Les revirements dans les régimes douaniers, dont il a été parlé plus haut, ont été motivés, le plus souvent, par le désir de protéger l'agriculture. De cette protection, on donne les raisons classiques suivantes : le péril auquel s'exposent les nations qui cessent d'être en état d'assurer leur propre nourriture. L'échange de produits agricoles contre des *objets fabriqués* par les pays industriels est, dit-on, un marché fort inégal; les pays industriels troquent, en réalité, le superflu contre le nécessaire. Que les pays agricoles s'avisent de retenir leurs produits, et c'est la famine pour les pays industriels. Ce même argument est, du reste, appliqué à toutes les catégories de produits par les partisans de l'autarchie économique — les nécessités de la défense nationale et l'hypothèse d'un blocus éventuel en cas de guerre — le désir de conserver une classe de paysans aisés et robustes pour assurer le maintien de la santé nationale. Ces préoccupations sont absolument injustifiées. Si l'Allemagne a résisté au blocus de l'Entente, c'est loin d'être uniquement à la prospérité de son agriculture qu'elle le doit, mais bien plutôt à un rationnement savant et à des privations très réelles. Il est bien éloigné, d'autre part, l'instant où la terre ne pourra plus nourrir ses habitants. Ballod évalue à 180 ou 200 millions d'hectares la surface qui pourrait être effectivement employée à la culture du blé; présentement, 80 à 90 seulement sont utilisés à cet usage. L'emploi plus répandu de la culture intensive et de l'irrigation permet d'espérer que, pendant un avenir illimité, la production des denrées alimentaires de toutes sortes s'adaptera tant à l'accroissement de la population qu'aux exigences de la consommation ⁽¹⁾.

Les Puissances considérées étant des nations industrielles ou en voie de le devenir, transforment une quantité toujours croissante

(1) H. LICHTENBERGER et P. PETIT, *op. cit.*, p. 75 à 80; 81 et 82.

des matières premières qui se trouvent sur leur propre sol; de même, en raison du développement de leur outillage et de la concentration qui se manifeste toujours plus grande dans l'industrie, elles utilisent des quantités croissantes des matières premières d'autres pays. Quoi qu'en pensent les défenseurs de l'autarchie économique, il est impossible d'échapper à ce double résultat, conséquence de la répartition inégale des matières premières dans le monde, inégalité venant de la constitution géologique de notre planète ⁽¹⁾.

Important plus et exportant moins de matières nécessaires à l'industrie, logiquement ces nations vendent plus et achètent moins d'objets fabriqués.

Par exception aux résultats qui viennent d'être indiqués, de 1895 à 1912, les importations allemandes de produits alimentaires entraient progressivement avec une proportion décroissante dans le total des importations. Il n'en est pas moins vrai que lesdites importations passaient, dans la même période, de 1716 à 3958 millions de francs; donc elles croissaient non seulement en valeur mais en quantité. L'Allemagne, sans s'affranchir de l'étranger, en ce qui a trait à la nourriture de ses habitants, dépendait de lui un peu moins que les autres puissances.

Les États-Unis exportaient une quantité très fortement croissante de matières premières; l'Angleterre et l'Allemagne, une proportion très légèrement croissante, conséquence naturelle de la richesse de leur sous-sol; de l'impossibilité, pour les détenteurs de certaines matières premières, d'en assurer sur place la transformation; de la concentration qui se manifeste aussi bien dans les industries d'extraction que dans les autres; de l'utilisation par de nombreuses industries de telle qualité de matière première à l'exclusion de toute autre. En fait, par conséquent, il n'y a lieu d'établir aucune différence entre la production des matières premières et les industries qui les mettent en œuvre.

Malgré leur régime protectionniste rigoureux, la Russie et, dans une proportion moindre, la France, achetaient une proportion plus grande d'objets fabriqués.

Une importation croissante d'objets fabriqués n'est nullement un

(1) Voir plus loin, p 85

indice de décadence. Les défenseurs du mythe autarchique oublient que, parmi les produits manufacturés, se trouvent souvent des instruments de travail, des machines, des engins agricoles nécessaires à un pays pour constituer, compléter ou transformer l'outillage national. Et puis, on ne voit pas pourquoi un pays se priverait d'acheter des objets fabriqués, au lieu de matières premières dont il n'a plus l'emploi, avec les revenus de ses capitaux placés à l'étranger.

De même, une exportation croissante de matières nécessaires à l'industrie a été loin de conduire à leur ruine les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne.

Exporter des objets manufacturés, c'est exporter les matières premières qui entrent dans leur fabrication avec, en plus, le travail nécessaire par les opérations de transformation. Pourquoi un pays serait-il tenu d'assurer par lui-même cette transformation, si d'autres sont mieux placés que lui pour parvenir au même résultat avec un *moindre effort*? Un pays peut avoir besoin d'exporter ses matières premières pour obtenir en échange des produits alimentaires, d'autres matières nécessaires à l'industrie; pour assurer le paiement des coupons des emprunts faits à l'étranger ou pour tout autre motif qu'il est bien libre d'apprécier. Enfin, si les pays abondamment pourvus de matières premières renonçaient à en exporter, que deviendraient d'autres pays qui en sont moins pourvus? En France, il n'y a pas d'industrie possible si les nations qui détiennent la houille ne consentent à lui en céder.

Elle est absolument inadmissible, la prétention qui consiste à formuler une sorte de règle générale à laquelle tous les pays seraient tenus de se conformer, qui veut limiter l'importation des objets fabriqués en même temps que l'exportation des matières premières. *A priori*, on ne peut assigner un maximum ou un minimum aux importations ou exportations de produits alimentaires, de matières nécessaires à l'industrie et d'objets fabriqués. La composition, l'aspect du commerce extérieur de chaque pays, révèle sa structure économique intime; il n'en est, en quelque sorte, que la photographie.

CHAPITRE III.

PARTS RESPECTIVES DU COMMERCE COLONIAL ET DU COMMERCE CONTINENTAL DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRINCIPALES PUISSANCES.

Après avoir constaté au Chapitre précédent l'interdépendance économique des États, deux questions se présentent immédiatement à l'esprit. Les marchandises importées par la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la Russie, les États-Unis viennent-elles des colonies de ces pays; des colonies d'autres pays ou d'États indépendants? Et quelle est la destination des produits exportés par ces diverses puissances? La décomposition du commerce extérieur suivant les groupes de lieux d'origine ou de destination, qui viennent d'être nommés, nous fournira la réponse à ces questions. Sauf en ce qui concerne les États-Unis, le montant du commerce avec les puissances continentales d'Afrique, d'Asie et d'Océanie est extrêmement faible. Il s'obtiendrait par une simple différence. — Deux séries de calculs auxiliaires inspirés par ce qui a été fait aux Chapitres I et II, accompagnent cette décomposition. Comme au Chapitre I, les chiffres de la première ligne horizontale de chaque tableau sont la moyenne de ceux de même nature relatifs aux années 1894, 1895 et 1896. Nous avons calculé en centièmes l'importance de chacun des groupes de transactions par rapport au total des importations ou des exportations de l'année. — Les chiffres se rapportant au commerce extérieur des colonies françaises et des colonies anglaises viennent à la suite.

Les figures 7 à 17 donnent la représentation graphique des calculs auxiliaires en ce qui concerne la France, l'Angleterre, les États-Unis; les colonies et possessions britanniques. Deux graphiques de la même espèce sont construits avec une échelle commune, exception faite, pour des raisons de clarté, des deux graphiques relatifs aux États-Unis.

TABLEAUX XV ET XVI. — FRANCE ⁽¹⁾.

IMPORTATIONS (Commerce spécial).

Pays de provenance	COLONIES					
	FRANÇAISES			AUTRES		
ANNÉES			% du total			% du total
1895	378,4	100,0	9,9	312,2	100,0	8,2
1896	358,8	94,8	9,4	311,5	99,8	8,2
1897	399,3	105,5	10,0	274,7	87,9	6,9
1898	412,7	109,3	9,2	360,9	115,6	8,0
1899	471,0	124,5	10,4	374,7	120,0	8,2
1900	363,7	96,1	7,7	330,0	105,7	7,0
1901	400,6	105,9	9,1	330,4	105,8	7,5
1902	483,9	127,9	11,0	353,6	113,3	8,0
1903	503,7	133,1	10,4	439,3	140,7	9,1
1904	494,7	130,7	10,9	418,4	134,0	9,2
1905	464,5	122,7	9,7	451,1	144,5	9,4
1906	544,2	143,8	9,6	561,3	179,8	9,9
1907	620,6	164,0	9,9	656,4	210,2	10,5
1908	624,4	165,0	11,0	524,1	167,9	9,2
1909	683,4	181,1	10,9	602,0	192,8	9,6
1910	938,2	247,9	12,1	773,3	247,7	10,0
1911	920,1	243,2	11,4	887,8	284,4	11,0
1912	906,0	239,4	11,0	850,8	272,5	10,3

EXPORTATIONS (Commerce spécial).

Pays de destination	COLONIES					
	FRANÇAISES			AUTRES		
ANNÉES			% du total			% du total
1895	324,7	100,0	9,8	33,3	100,0	1,0
1896	345,6	106,4	10,1	34,1	102,4	1,0
1897	358,2	110,3	9,9	34,7	104,2	0,9
1898	392,3	120,8	11,1	36,0	108,1	1,0
1899	475,4	146,4	11,4	44,9	134,8	1,0
1900	477,8	147,1	11,6	43,4	130,3	1,0
1901	510,2	157,1	12,7	46,2	138,7	1,1
1902	511,7	157,6	12,0	54,6	163,8	1,2
1903	506,7	156,0	11,9	45,9	137,8	1,0
1904	570,9	175,8	12,8	59,0	177,1	1,3
1905	595,5	183,4	12,2	65,1	195,5	1,3
1906	617,7	190,2	11,7	65,5	196,7	1,2
1907	701,3	215,9	12,5	74,5	223,7	1,3
1908	707,1	217,8	14,0	62,3	187,1	1,2
1909	733,8	225,9	12,8	67,1	201,5	1,1
1910	768,9	236,8	12,3	110,2	330,9	1,7
1911	826,2	254,4	13,6	108,3	325,2	1,7
1912	961,8	296,2	14,3	102,7	308,4	1,5

⁽¹⁾ Statistique générale.

FRANCE 1.

Valeur en millions de francs.

PUISSANCES CONTINENTALES						TOTAL	ANNÉES
EUROPE			AMÉRIQUE				
		% du total			% du total		
2095,9	100,0	55,3	763,3	100,0	20,1	3789,6	1895
2108,1	100,6	55,4	814,1	106,7	21,4	3798,6	1896
2123,4	101,3	53,6	873,1	114,4	22,0	3936,0	1897
2334,9	111,4	52,2	1114,6	146,0	24,9	4472,6	1898
2324,4	110,9	51,4	966,3	126,6	21,3	4518,3	1899
2628,0	125,4	55,9	1052,3	137,9	22,3	4697,8	1900
2359,2	112,6	53,9	944,5	123,7	21,6	4369,2	1901
2309,7	110,2	52,5	881,3	115,5	20,0	4394,0	1902
2434,1	116,1	50,6	1084,1	142,0	22,5	4801,2	1903
2247,7	107,2	49,9	996,9	130,6	22,1	4502,3	1904
2493,4	118,9	52,1	1077,7	141,2	22,5	4778,9	1905
2923,0	139,5	51,9	1231,5	161,3	21,8	5627,2	1906
3233,4	154,3	51,9	1299,4	170,2	20,8	6223,0	1907
2917,6	139,2	51,7	1278,4	167,5	22,6	5640,5	1908
3157,9	150,7	50,5	1397,0	183,0	22,3	6246,1	1909
3621,4	172,8	46,9	1359,7	178,1	17,6	7713,3	1910
4188,5	199,8	51,9	1598,1	209,4	19,8	8065,8	1911
4263,2	203,4	51,7	1726,8	226,2	20,9	8230,8	1912

Valeur en millions de francs.

PUISSANCES CONTINENTALES						TOTAL	ANNÉES
EUROPE			AMÉRIQUE				
		% du total			% du total		
2376,1	100,0	72,3	458,0	100,0	13,9	3284,3	1895
2451,2	103,1	72,0	470,2	102,7	13,8	3400,9	1896
2660,8	111,9	73,9	444,6	97,1	12,3	3598,0	1897
2593,1	109,2	73,9	387,5	84,6	11,0	3510,9	1898
3080,6	129,6	74,1	453,4	98,9	10,9	4152,6	1899
3026,0	127,3	73,6	419,4	91,6	10,2	4108,7	1900
2928,2	123,2	72,9	418,7	91,4	10,4	4012,9	1901
3171,0	133,4	74,5	393,1	85,8	9,2	4232,2	1902
3145,0	132,3	73,9	430,6	94,0	10,1	4232,3	1903
3247,0	136,6	72,9	466,5	101,9	10,4	4431,0	1904
3546,7	149,3	72,8	534,9	116,8	10,9	4866,9	1905
3725,4	156,8	70,7	694,6	151,7	13,1	5265,5	1906
3933,9	165,5	70,2	734,8	160,4	13,1	5596,1	1907
3558,2	149,7	70,4	581,4	126,9	11,5	5050,7	1908
3987,2	167,8	69,7	779,7	170,2	13,6	5718,1	1909
4354,6	183,3	69,8	836,9	182,7	13,4	6233,8	1910
4201,6	176,8	69,2	770,0	168,1	12,6	6066,9	1911
4585,7	192,9	68,3	868,6	189,6	12,9	6712,5	1912

TABLEAUX XVII ET XVIII. — ANGLETERRE (1).

IMPORTATIONS (Commerce général jusqu'en 1807 inclus. Commerce

Pays de provenance	COLONIES ET POSSESSIONS						
	ANNÉES	BRITANNIQUES			AUTRES		
				% du total			% du total
	1898	100,159 ⁽²⁾	100,0	21,3	4,395 ⁽²⁾	100,0	0,9
	1899	106,829	106,7	22,0	4,405	100,2	0,9
	1900	109,530	109,4	20,9	4,913	111,8	0,9
	1901	105,573	105,4	20,2	6,326	143,9	1,2
	1902	106,916	106,7	20,2	5,761	151,0	1,0
	1903	113,670	113,5	20,9	6,781	154,3	1,2
	1904	120,018	119,8	21,7	8,205	186,6	1,4
	1905	127,868	127,8	22,6	8,840	201,1	1,5
	1906	142,165	141,9	23,3	8,219	187,0	1,3
	1907	157,137	156,9	24,3	9,699	220,6	1,5
	1908	89,540	89,4	17,4	9,623	218,9	1,8
	1909	100,020	99,9	18,7	9,699	220,6	1,8
	1910	120,670	120,5	21,0	12,957	294,8	2,2
	1911	121,945	121,7	21,1	13,566	308,6	2,3
	1912	129,799	129,6	20,1	16,133	367,0	2,5
	1913	135,355	135,1	20,5	15,469	351,9	2,3
	1914	137,983	137,7	22,9	13,303	302,6	2,2
	1915	215,052	214,7	28,5	21,013	478,0	2,7
	1916	248,914	248,5	29,2	33,271	756,9	3,9
	1917	316,794	316,3	31,8	36,253	824,7	3,6

EXPORTATIONS (Commerce spécial).

Pays de destination	COLONIES ET POSSESSIONS						
	ANNÉES	BRITANNIQUES			AUTRES		
				% du total			% du total
	1898	83,9 ⁽²⁾	100	34,3	6,990 ⁽²⁾	100,0	2,8
	1899	87,597	104,4	33,1	8,283	118,5	3,1
	1900	94,379	112,5	32,4	9,959	142,4	3,4
	1901	104,788	124,9	37,4	8,525	121,9	3,0
	1902	109,091	130,0	38,4	7,606	108,8	2,6
	1903	111,146	132,5	38,2	10,991	157,2	3,7
	1904	111,937	133,4	37,2	12,237	175,0	4,0
	1905	113,437	135,2	34,3	14,317	204,8	4,3
	1906	121,341	144,6	32,3	14,579	208,5	3,8
	1907	137,336	163,7	32,2	15,395	220,2	3,6
	1908	126,8	151,1	33,6	13,256	189,6	3,5
	1909	127,2	151,6	33,6	13,621	194,8	3,6
	1910	147,3	175,6	34,2	16,600	237,4	3,8
	1911	158,8	189,3	34,9	17,445	249,5	3,8
	1912	177,0	210,9	36,3	18,950	271,1	3,8
	1913	195,3	232,8	37,1	19,749	282,5	3,7
	1914	171,6	204,5	39,8	15,884	227,2	3,6
	1915	148,4	176,9	38,5	15,161	216,9	3,9
	1916	186,1	221,8	36,7	21,108	301,9	4,1
	1917	172,6	205,7	32,7	22,752	325,4	4,3

(1) Annual Statement.

(2) Moyenne des chiffres afférents aux années 1897, 1898, 1899.

ANGLETERRE ⁽¹⁾.

pécial à partir de 1908). Valeur en milliers de livres sterling.

PUISSANCES CONTINENTALES				TOTAL		ANNÉES	
EUROPE		AMÉRIQUE					
	% du total		% du total				
100,0	43,8	135,301 ⁽²⁾	100,0	28,8	468,869 ⁽²⁾	100,0	1898
102,4	43,4	139,345	102,9	28,7	483,035	103,4	1899
107,0	42,0	160,792	118,8	30,7	523,075	111,6	1900
107,6	42,4	162,075	119,8	31,0	521,990	111,3	1901
102,2	39,7	153,401	114,9	29,4	528,391	112,7	1902
102,0	38,6	157,400	116,3	29,0	542,600	115,7	1903
100,4	37,4	159,973	118,2	29,0	551,038	117,5	1904
101,8	37,0	160,934	118,9	28,4	565,019	120,5	1905
108,5	36,7	175,110	129,4	28,8	607,888	129,7	1906
110,3	35,1	183,883	135,9	28,4	643,807	137,7	1907
109,1	43,7	166,020	122,7	32,3	513,329	109,5	1908
115,6	44,4	159,421	117,8	29,8	533,360	113,8	1909
124,0	44,4	158,049	116,8	27,5	574,495	122,5	1910
126,9	45,1	153,692	113,6	26,6	577,398	123,2	1911
133,1	43,2	181,376	134,0	28,6	632,902	135,0	1912
140,8	43,9	191,878	141,8	29,1	659,159	140,6	1913
112,5	38,5	184,198	136,1	30,6	601,160	128,2	1914
85,5	23,3	314,003	232,1	41,7	752,831	160,6	1915
85,1	20,5	362,408	267,8	42,5	850,940	181,5	1916
73,8	15,2	454,472	335,9	45,7	994,487	212,1	1917

aleurs en milliers de livres sterling.

PUISSANCES CONTINENTALES				TOTAL		ANNÉES	
EUROPE		AMÉRIQUE					
	% du total		% du total				
100,0	38,4	37,6 ⁽²⁾	100,0	15,4	244,023 ⁽²⁾	100,0	1898
112,0	39,7	38,545	102,5	14,5	264,492	108,4	1899
124,4	43,4	43,186	114,9	14,8	291,191	119,3	1900
105,9	35,4	39,169	104,2	13,9	280,022	114,8	1901
103,1	34,0	44,657	118,8	15,7	283,423	116,2	1902
104,9	33,8	46,395	123,4	15,9	290,800	119,2	1903
106,6	33,2	48,072	127,9	15,9	300,711	123,2	1904
116,9	33,2	56,126	149,3	17,0	329,816	135,2	1905
136,7	34,1	70,629	187,8	18,9	375,575	153,9	1906
164,4	36,1	77,793	206,9	18,2	426,035	174,6	1907
150,6	37,4	59,912	159,3	15,9	377,1	154,5	1908
143,8	35,6	70,920	188,6	18,7	378,2	155,0	1909
156,9	34,1	83,602	222,3	19,4	430,4	176,4	1910
168,0	34,6	76,431	203,3	16,7	454,1	186,1	1911
178,6	34,3	81,789	217,5	16,7	487,2	199,7	1912
190,4	33,9	82,393	219,7	15,7	525,2	215,2	1913
150,2	32,6	65,933	175,4	15,3	430,7	176,5	1914
163,8	39,9	50,101	133,2	13,0	384,8	157,7	1915
224,1	41,4	65,486	164,1	12,9	506,2	207,4	1916
259,0	46,0	67,920	180,6	12,8	527,0	216,0	1917

TABLEAUX XIX ET XX. — ALLEMAGNE⁽¹⁾.

IMPORTATIONS (Commerce spécial)

Pays de provenance	COLONIES					
ANNÉES	ALLEMANDES			AUTRES		
			% du total			% du total
1895	3,8	100,0	0,0	118,3	100,0	9,5
1896	4,3	113,1	0,0	437,0	104,4	9,5
1897	4,6	121,0	0,0	444,3	106,1	9,1
1898	4,6	121,0	0,0	463,6	110,7	8,5
1899	4,8	126,3	0,0	562,9	134,5	9,7
1900	6,0	157,8	0,0	558,5	133,4	9,2
1901	5,4	142,1	0,0	537,1	128,3	9,4
1902	6,6	173,6	0,1	592,8	141,6	10,2
1903	6,8	178,9	0,1	641,9	153,3	10,1
1904	10,3	271,0	0,1	734,8	175,5	10,7
1905	16,8	442,2	0,2	769,3	183,8	10,3
1906	19,7	518,4	0,2	868,9	207,6	10,8
1907	21,2	557,9	0,2	1099,3	262,7	12,5
1908	21,7	571,0	0,2	915,2	218,6	11,9
1909	27,4	721,0	0,3	1064,4	254,0	12,4
1910	47,4	1247	0,5	1273,1	303,8	14,2
1911	41,8	1100	0,4	1281,1	305,8	13,1
1912	51,2	1347	0,4	1507,4	360,2	14,0
1913	50,1	1318	0,4	1583,9	378,4	14,7

EXPORTATIONS (Commerce spécial)

Pays de destination	COLONIES					
ANNÉES	ALLEMANDES			AUTRES		
			% du total			% du total
1895	9,2	100,0	0,2	141,0	100,0	4,1
1896	10,4	113,3	0,2	160,0	113,4	4,2
1897	13,6	147,8	0,3	163,3	117,2	4,3
1898	16,0	173,9	0,4	183,2	131,3	4,6
1899	19,7	214,1	0,4	209,8	148,8	4,8
1900	23,1	251,1	0,4	229,5	162,7	4,8
1901	20,4	221,7	0,4	249,5	176,9	5,5
1902	20,6	223,9	0,4	264,6	187,6	5,5
1903	23,1	251,1	0,4	286,2	202,9	5,5
1904	32,9	357,6	0,6	272,4	193,1	5,1
1905	43,2	469,5	0,7	297,5	210,9	5,0
1906	40,4	439,1	0,6	332,1	235,5	5,2
1907	36,5	396,7	0,5	363,4	257,7	5,3
1908	35,3	383,7	0,5	330,0	234,0	5,1
1909	40,5	440,2	0,6	325,3	230,7	4,9
1910	48,5	527,2	0,6	395,6	280,6	5,2
1911	49,9	542,4	0,6	442,4	313,7	5,4
1912	50,9	553,3	0,5	488,2	346,2	5,4
1913	56,5	614,1	0,5	584,2	414,3	5,7

(1) Statistisches Jahrbuch.

ALLEMAGNE ⁽¹⁾.

aleur en milliers de marks.

PUISSANCES CONTINENTALES						TOTAL	ANNÉES
EUROPE			AMÉRIQUE				
		% du total			% du total		
2926,0	100,0	67,0	949,5	100,0	21,7	4363,2	1895
3048,9	104,1	66,8	985,3	103,7	21,6	4538,0	1896
3231,3	111,0	66,0	1053,3	110,9	21,6	4864,6	1897
3377,3	122,2	65,7	1301,9	137,1	23,9	5439,7	1898
3734,5	127,6	64,5	1387,9	146,1	24,0	5783,6	1899
3796,3	129,7	62,8	1569,5	165,3	27,9	6043,0	1900
4480,6	118,9	60,9	1566,0	164,9	27,4	5710,3	1901
4616,7	123,5	62,2	1446,1	152,3	24,9	5805,8	1902
4986,1	136,2	63,0	1549,7	163,2	24,5	6321,1	1903
4985,6	146,4	62,5	1670,4	175,9	24,3	6854,5	1904
4631,7	158,2	62,2	1861,0	196,0	25,0	7436,3	1905
4631,2	165,7	60,4	2096,3	220,7	26,1	8021,9	1906
4442,6	175,6	58,7	2271,8	239,2	25,9	8746,7	1907
4823,3	147,7	56,4	2210,9	232,8	28,8	7664,0	1908
4639,2	169,5	58,1	2831,2	300,2	33,4	8526,9	1909
4405,7	177,5	58,1	2157,7	227,2	24,1	8934,1	1910
4687,7	194,4	58,6	2411,9	253,9	24,8	9705,7	1911
4005,8	205,2	56,1	2800,1	294,9	26,1	10691,8	1912
4887,8	201,2	54,6	2899,7	305,4	26,9	10770,3	1913

aleur en milliers de marks.

PUISSANCES CONTINENTALES						TOTAL	ANNÉES
EUROPE			AMÉRIQUE				
		% du total			% du total		
3660,2	100,0	78,0	531,4	100,0	15,5	3409,8	1895
2908,6	109,3	77,4	585,7	110,2	15,6	3753,8	1896
2959,5	111,2	78,1	568,5	106,9	15,0	3786,2	1897
3208,0	120,6	80,0	501,6	94,3	12,5	4010,6	1898
3473,3	130,5	79,5	565,7	106,4	12,9	4368,4	1899
3698,0	139,0	77,8	664,5	125,0	13,9	4752,6	1900
3549,6	135,4	78,7	592,4	111,4	13,1	4512,6	1901
3764,7	141,5	78,2	649,4	122,2	13,5	4812,8	1902
3965,7	149,0	77,3	723,1	136,0	14,0	5130,3	1903
4049,4	152,2	76,1	798,9	150,3	15,0	5315,6	1904
376,7	164,5	74,9	912,4	171,6	15,6	5841,8	1905
4682,1	176,0	73,6	1092,7	205,6	17,1	6359,0	1906
4042,6	180,5	73,6	1175,9	221,2	17,1	6850,9	1907
3934,4	185,4	77,1	905,0	170,3	14,1	6398,6	1908
3989,6	187,5	75,6	1040,7	195,8	15,7	6594,2	1909
4621,4	211,3	75,2	1192,4	224,2	15,9	7474,7	1910
4067,1	228,0	74,9	1288,9	242,5	15,9	8106,1	1911
3740,8	253,3	75,2	1409,6	265,2	15,7	8956,8	1912
4673,2	288,0	75,9	1447,8	272,4	14,3	10096,5	1913

TABLEAUX XXI ET XXII. — ITALIE (1).

IMPORTATIONS (Commerce spécial)

Pays de provenance	COLONIES D'AUTRES PAYS			EUROPE	
ANNÉES					
			Pour 100 du total		
1895	74,004	100,0	6,4	879,886	100,0
1896	74,175	100,2	6,2	907,070	103,0
1897	70,525	95,3	5,9	901,307	102,4
1898	77,027	104,0	5,4	1036,418	117,7
1899	94,965	128,3	6,3	1075,013	122,1
1900	75,209	101,6	4,4	1247,254	141,7
1901	90,148	121,8	5,2	1208,036	137,3
1902	86,615	117,0	4,8	1289,395	146,5
1903	113,007	152,7	6,2	1314,607	149,3
1904	132,899	179,5	7,0	1313,449	149,2
1905	102,752	138,8	5,0	1449,435	164,7
1906	141,655	191,4	5,6	1811,897	205,8
1907	171,136	231,2	5,9	2051,600	233,1
1908	145,275	196,3	4,9	2042,399	232,1
1909	135,526	183,1	4,3	2191,120	249,0
1910	194,379	262,6	5,9	2265,883	257,5
1911	204,261	276,0	6,0	2315,347	263,1
1912	173,782	234,8	4,6	2448,115	278,2

EXPORTATIONS (Commerce spécial)

Pays de destination	COLONIES D'AUTRES PAYS			EUROPE	
ANNÉES					
			Pour 100 du total		
1895	33,263	100,0	3,2	818,527	100,0
1896	41,552	124,9	3,9	802,815	98,0
1897	36,281	109,0	3,3	849,214	103,7
1898	36,452	109,5	3,0	888,584	108,5
1899	46,422	139,5	3,2	1110,391	132,5
1900	46,729	140,4	3,4	1000,890	122,2
1901	48,656	146,2	3,5	1022,432	124,9
1902	46,748	140,5	3,1	1067,949	130,4
1903	48,951	147,1	3,2	1066,594	130,3
1904	51,094	153,6	3,2	1053,131	128,6
1905	45,005	135,2	2,6	1157,660	141,4
1906	39,063	117,4	2,0	1305,516	159,4
1907	35,426	106,4	1,8	1344,583	164,2
1908	34,932	105,0	2,0	1183,829	144,6
1909	36,993	111,2	1,9	1230,481	150,3
1910	51,858	155,8	2,4	1335,720	163,1
1911	47,432	142,6	2,1	1382,767	168,9
1912	57,271	172,1	2,3	1483,625	181,2

(1) Annales du Commerce extérieur.

ITALIE (1).

Valeur en milliers de francs.

ISSANCES CONTINENTALES				TOTAL	ANNÉES
	AMÉRIQUE				
Pour 100 du total			Pour 100 du total		
76,2	151,529	100,0	13,1	1154,036	1895
76,8	133,966	101,5	13,0	1180,173	1896
75,6	164,852	108,7	13,8	1191,599	1897
73,3	214,120	141,3	15,1	1413,335	1898
71,6	211,378	139,4	14,0	1506,561	1899
73,3	282,678	186,5	16,6	1700,236	1900
70,3	296,642	195,7	17,2	1718,489	1901
72,6	261,521	172,6	14,7	1775,743	1902
72,5	269,810	178,0	14,8	1813,416	1903
69,9	295,622	195,1	15,7	1877,544	1904
71,8	313,236	206,7	15,5	2015,775	1905
72,0	387,525	255,7	15,4	2514,352	1906
71,2	461,813	304,8	16,0	2880,669	1907
70,1	510,801	337,1	17,5	2913,275	1908
70,4	543,338	359,9	17,5	3111,710	1909
69,8	518,606	342,3	16,9	3245,976	1910
68,3	588,870	388,6	17,3	3389,298	1911
66,1	747,667	493,4	20,2	3701,922	1912

Valeur en milliers de francs.

ISSANCES CONTINENTALES				TOTAL	ANNÉES
AMÉRIQUE					
Pour 100 du total			Pour 100 du total		
78,7	157,349	100,0	15,1	1038,770	1895
76,3	166,577	105,8	15,8	1052,098	1896
77,8	151,052	95,9	13,8	1091,734	1897
73,8	221,604	140,8	18,4	1203,569	1898
77,5	203,035	129,0	14,1	1431,416	1899
74,8	209,109	132,9	15,6	1338,246	1900
74,4	224,352	142,5	16,3	1374,458	1901
72,5	259,314	164,8	17,6	1472,420	1902
71,4	267,557	170,0	17,9	1493,028	1903
66,9	340,653	216,5	21,6	1572,592	1904
67,8	352,244	223,9	20,6	1705,318	1905
68,4	405,474	257,7	21,2	1905,950	1906
68,9	411,397	261,4	21,0	1948,868	1907
68,4	380,286	241,7	21,9	1729,263	1908
65,9	448,160	284,8	24,0	1866,890	1909
64,2	462,641	294,0	22,2	2079,977	1910
62,7	478,326	304,0	21,7	2204,273	1911
61,8	524,061	333,1	21,8	2396,927	1912

TABLEAUX XXIII ET XXIV. — RUSSIE ⁽¹⁾.

Commerce spécial. Val

IMPORTATIONS.

Pays de provenance	PUISSANCES CONTINENTALES					
	EUROPE			AMÉRIQUE		
ANNÉES			Pour 100 du total			Pour du to
1895	396,354	100,0	82,0	47,987	100,0	9,9
1896	402,697	101,5	80,0	68,882	143,5	13,0
1897	386,853	97,6	80,4	47,748	95,2	9,5
1898	435,564	109,8	82,1	48,655	101,3	9,1
1899	484,136	122,1	86,0	42,347	88,2	7,5
1900	456,843	115,2	85,1	42,598	88,7	7,9
1901	415,339	104,8	83,5	31,549	65,7	6,3
1902	407,441	102,8	82,6	35,011	72,9	7,1
1903	461,215	116,3	82,3	58,408	121,7	10,4
1904	430,150	108,5	79,4	59,186	123,3	10,9
1905	431,982	108,9	83,0	37,197	77,5	7,1
1906	482,012	121,6	83,5	42,396	88,3	7,3
1907	549,066	138,5	83,7	50,385	105,0	7,6
1908	582,628	147,0	81,2	73,325	152,8	10,2
1909	626,904	158,1	85,2	53,314	111,1	7,2
1910	769,327	194,1	85,7	70,909	147,7	7,9
1911	799,249	201,6	83,2	95,709	199,4	9,5
1912	829,879	209,3	85,5	78,146	162,8	8,0

⁽¹⁾ *Annales du Commerce extérieur.*

RUSSIE⁽¹⁾.

milliers de roubles.

EXPORTATIONS

TOTAL	Pays de destination	PUISSANCES CONTINENTALES			TOTAL
	ANNÉES	EUROPE			
				Pour 100 du total	
58,979	1895	555,039	100,0	94,5	589,009
59,784	1896	567,587	102,2	95,6	593,709
60,765	1897	607,071	109,3	95,9	632,866
61,312	1898	610,495	109,9	97,0	628,995
62,718	1899	499,659	90,0	97,8	510,762
66,757	1900	559,194	100,7	98,3	568,452
66,913	1901	598,524	107,8	98,5	607,666
68,098	1902	689,337	124,2	97,3	708,398
70,346	1903	789,976	142,3	96,8	815,324
71,667	1904	777,681	140,1	96,4	806,581
79,832	1905	883,791	159,2	96,8	912,203
76,929	1906	857,926	154,5	97,5	879,808
85,384	1907	829,034	149,3	97,1	853,592
87,248	1908	794,208	143,1	97,2	816,491
84,853	1909	1138,347	205,1	96,2	1182,358
97,602	1910	1186,560	213,7	96,5	1228,816
100,260	1911	1302,970	234,7	97,2	1340,580
109,917	1912	1227,770	221,2	96,8	1267,779

TABLEAUX XXV ET XXVI. — ÉTATS-UNIS (1).

IMPORTATIONS (Commerce spécial). Val

Pays de provenance : COLONIES										
ANNÉES	AMÉRICAINES			AUTRES			EUROPE			
			du total			du total			du total	
1895	5,574	100.0	0,7	91,684	100.0	12,6	365,752	100.0	50,6	93,566
1896	4,983	89.4	0,6	104,634	114.1	13,7	418,586	114.4	53,6	73,491
1897	4,384	78.6	0,5	104,418	113.8	13,6	430,143	117.6	56,2	51,454
1898	3,830	68.7	0,6	98,487	107.4	15,9	305,863	83.6	49,6	47,178
1899	4,410	79.1	0,6	115,636	126.0	16,5	333,847	96.7	50,7	64,743
1900	5,971	107.1	0,7	142,672	155.6	16,7	440,497	120.4	51,8	76,593
1901	4,421	79.3	0,5	136,021	148.3	16,5	429,517	117.4	52,1	87,868
1902	6,612	118.5	0,7	138,893	151.4	15,3	475,161	129.9	52,6	124,678
1903	11,357	203.8	1,1	154,047	168.0	15,0	547,226	149.6	53,3	182,918
1904	12,017	215.5	1,2	131,684	143.6	13,2	498,627	136.3	50,3	214,567
1905	12,396	225.5	1,1	164,241	179.1	14,6	540,773	147.8	48,3	239,460
1906	12,320	221.0	1,0	185,430	202.2	15,1	633,292	173.1	51,6	240,383
1907	11,438	205.5	0,7	207,945	226.8	14,5	747,291	204.3	52,1	273,899
1908	10,115	181.0	0,8	185,111	201.9	15,5	608,014	166.2	50,9	233,090
1909	19,378	347.5	1,1	202,776	221.1	15,4	634,322	178.9	49,8	258,626
1910	17,272	309.9	1,1	216,319	235.9	13,8	806,270	220.4	51,7	321,153
1911	17,391	312.0	1,1	217,975	237.7	14,2	768,167	210.0	50,3	300,988
1912	23,246	417.0	1,4	243,299	265.3	14,7	819,585	224.0	49,5	330,059

EXPORTATIONS (Commerce spécial). Val

Pays de destination : COLONIES										
ANNÉES	AMÉRICAINES			AUTRES			EUROPE			
			du total			du total			du total	
1895	0,142	100.0	0,0	101,656	100.0	11,8	666,581	100.0	77,4	44,4
1896	0,162	114.0	0,0	112,950	111.1	12,7	672,396	100.8	76,1	42,2
1897	0,095	66.9	0,0	127,109	125.0	12,0	812,726	121.9	77,3	46,5
1898	0,128	90.1	0,0	145,313	142.9	11,8	973,062	145.9	79,0	41,7
1899	0,404	284.5	0,0	157,119	154.5	12,8	935,529	140.3	76,2	55,3
1900	2,640	1859	0,1	175,058	172.2	12,5	1039,078	155.8	74,5	76,3
1901	4,027	2835	0,2	198,061	194.8	13,3	1134,960	170.2	76,2	74,3
1902	5,258	3694	0,3	200,575	197.3	14,5	1008,034	151.2	72,9	80,8
1903	4,039	2844	0,2	224,424	220.7	15,8	1029,257	154.4	72,4	77,9
1904	4,833	3403	0,3	216,940	213.4	14,8	1057,930	158.7	72,4	89,8
1905	6,201	4366	0,4	220,681	217.1	14,5	1020,973	153.1	67,2	106,0
1906	5,439	3844	0,3	235,988	232.1	13,5	1200,166	180.0	68,8	138,0
1907	8,661	6099	0,4	266,922	262.5	13,9	1298,452	194.8	69,0	151,6
1908	11,462	8072	0,6	261,787	257.5	14,0	1283,600	192.5	69,0	140,9
1909	11,189	7879	0,6	246,696	242.6	14,8	1146,755	172.0	68,9	130,4
1910	16,833	11855	0,9	302,421	297.5	17,0	1135,915	170.4	63,9	154,2
1911	19,723	13889	0,9	377,625	371.4	18,4	1308,276	196.2	63,8	170,6
1912	23,736	16715	1,0	450,046	442.7	20,4	1341,733	201.3	60,9	171,9

(1) *The Foreign Commerce and Navigation.*

(2) On a établi à partir de 1902 à droite des chiffres relatifs à l'Amérique du Nord, ce même chiffre a pas définitivement établi, il semble qu'au point de vue des relations économiques entre les Etats-Unis et l'Europe, le chiffre à la première colonne puisqu'il n'interviendrait pas dans les conclusions. Avant l'année 1902

ÉTATS-UNIS (1).

milliers de dollars. (Année finissant le 30 juin.)

ISSANCES CONTINENTALES										ANNÉES	
AMÉRIQUE					ASIE						TOTAL
Centrale			Sud								
		du total		du total			du total				
"	"	"	102,669	100.0	14,2	47,652	100.0	6,5	722,230	100.0	1895
"	"	"	104,421	101.6	13,3	52,870	110.9	6,7	779,725	107.9	1896
"	"	"	102,682	100.0	13,4	50,199	105.3	6,5	764,730	105.8	1897
"	"	"	87,561	85.2	14,2	50,081	105.1	8,1	616,050	85.2	1898
"	"	"	81,399	79.2	11,6	50,738	106.4	7,4	697,148	96.5	1899
"	"	"	88,604	86.3	10,4	65,338	137.1	7,6	849,941	117.6	1900
"	"	"	104,235	101.4	12,6	53,353	111.9	6,4	823,172	113.9	1901
89,983 (2)	96.1	9,9	114,935	111.7	12,7	65,235	136.8	7,2	903,320	125.0	1902
19,975	131.2	11,2	103,177	100.5	10,0	78,283	164.2	7,6	1025,719	142.0	1903
137,584	147.0	13,8	118,486	115.4	11,9	83,989	176.2	8,4	991,087	137.2	1904
153,156	163.6	13,7	148,607	144.7	13,2	88,279	185.2	7,9	1117,513	154.7	1905
155,403	166.0	12,6	138,659	135.0	11,3	90,515	189.9	7,3	1226,562	169.8	1906
176,437	188.5	12,3	158,226	154.0	11,0	114,514	240.3	7,9	1434,421	198.6	1907
149,805	160.1	12,5	123,954	120.7	10,3	103,455	217.1	8,6	1194,341	165.3	1908
161,904	173.0	12,3	162,182	157.9	12,3	108,964	228.6	8,3	1311,920	181.6	1909
148,625	212.2	12,7	194,651	189.5	12,5	109,443	229.6	7,0	1556,947	215.5	1910
100,679	203.7	12,4	181,120	176.3	11,8	128,164	268.9	8,3	1527,226	211.0	1911
209,905	224.3	12,6	212,875	207.3	12,8	125,276	262.8	7,5	1653,264	228.9	1912

milliers de dollars. (Année finissant le 30 juin.)

ISSANCES CONTINENTALES										ANNÉES	
AMÉRIQUE					ASIE						TOTAL
Centrale		Sud									
	du total			du total			du total				
100.0	5,1	31,820	100.0	3,6	11,797	100.0	1,3	860,761	100.0	1895	
94.9	4,7	34,083	107.1	3,8	13,973	135.3	1,8	882,607	102.5	1896	
104.6	4,4	31,705	99.6	3,0	27,141	230.0	2,5	1050,994	122.0	1897	
93.8	3,3	31,516	99.0	2,5	32,393	274.5	2,6	1231,482	142.9	1898	
124.5	4,5	33,297	104.6	2,7	34,729	294.3	2,8	1227,023	142.5	1899	
171.7	5,4	36,347	114.2	2,6	49,765	421.8	3,5	1394,483	162.0	1900	
167.2	5,0	41,855	131.5	2,8	33,005	279.7	2,2	1487,765	172.8	1901	
181.7	5,8	35,390	111.2	2,5	49,217	417.0	3,5	1381,719	160.5	1902	
175.3	5,4	38,289	120.3	2,6	43,664	370.1	3,0	1420,142	165.0	1903	
202.1	6,1	48,136	151.2	3,2	41,409	350.9	2,8	1460,827	169.7	1904	
238.5	6,9	54,281	170.5	3,5	108,518	919.9	7,1	1518,562	176.4	1905	
310.5	7,9	72,570	228.0	4,1	89,187	755.5	5,1	1743,864	202.6	1906	
341.1	8,0	79,496	249.8	4,2	73,312	621.4	3,8	1880,831	218.5	1907	
317.0	7,5	80,937	254.4	4,3	78,742	667.4	4,2	1860,773	216.1	1908	
293.4	7,8	73,569	231.1	4,4	51,646	437.7	3,1	1663,011	193.2	1909	
347.0	8,6	90,377	284.0	5,0	42,659	361.5	2,4	1744,985	202.7	1910	
383.8	8,3	106,035	333.2	5,1	62,515	529.9	3,0	2049,320	238.0	1911	
386.7	7,8	129,480	406.9	5,8	85,122	721.5	3,8	2201,322	255.7	1912	

duction des importations provenant de l'île de Cuba. Bien que le régime politique de cette île ne soit Cuba il faille considérer cette île comme une colonie américaine. On a jugé inutile de reporter ces transactions avec Cuba sont négligeables.

TABLEAUX XXVII ET XXVIII. — COLONIES FRANÇAISES ⁽¹⁾.

IMPORTATIONS.

Pays de provenance	FRANCE		AUTRES PAYS	
ANNÉES	Commerce spécial		Commerce général (sauf pour l'Algérie)	
1897	365,3	100,0	215,7	100,0
1898	392,3	107,4	231,5	107,3
1899	475,4	130,1	224,3	103,9
1900	477,8	130,8	292,8	135,7
1901	510,3	139,7	298,2	138,2
1902	511,8	140,1	291,4	135,0
1903	519,9	142,3	313,9	145,5
1904	570,9	156,3	283,7	131,5
1905	595,5	163,0	336,4	155,9
1906	617,9	169,2	324,6	150,4
1907	701,3	191,9	411,6	190,8
1908	707,1	193,6	412,0	190,9
1909	733,8	200,9	389,7	180,6
1910	768,9	210,5	434,5	201,3
1911	826,2	226,2	483,1	223,9
1912	962,4	263,5		

EXPORTATIONS.

Pays de destination	FRANCE		AUTRES PAYS	
ANNÉES	Commerce spécial		Commerce général	
1897	390,2	100,0	190,6	100,0
1898	412,7	105,7	201,3	105,6
1899	470,8	120,6	243,6	127,8
1900	363,3	93,1	252,3	132,3
1901	400,6	102,6	250,5	131,4
1902	483,9	124,0	289,1	151,7
1903	514,7	131,9	264,7	138,9
1904	494,7	126,7	285,3	149,7
1905	464,5	119,0	308,8	162,0
1906	544,2	139,4	335,3	175,9
1907	620,6	159,0	455,6	239,0
1908	624,4	160,0	432,4	226,9
1909	685,4	175,6	470,8	247,0
1910	938,2	240,4	529,5	277,8
1911	919,9	235,7	592,8	311,0
1912	906,9	232,4		

⁽¹⁾ Annales du Commerce extérieur.

TABLEAUX XXIX ET XXX. — COLONIES ET POSSESSIONS BRITANNIQUES (1).

Commerce général. Valeur en milliers de livres sterling.

IMPORTATIONS.

ANNÉES	Pays de provenance :										TOTAL
	ANGLETERRE			AUTRES POSSESSIONS ou COLONIES BRITANNIQUES			CONTRÉES ÉTRANGÈRES				
			du total			du total			du total		
1897	100,749 ⁽²⁾	100,0	51,1	33,221 ⁽²⁾	100,0	16,8	62,927 ⁽²⁾	100,0	31,9	196,898 ⁽²⁾	100,0
1898	100,879	100,1	49,3	36,547	110,0	17,8	66,875	106,3	32,7	204,301	103,8
1899	109,237	108,4	48,2	41,830	125,1	18,4	75,505	120,0	33,3	226,572	115,1
1900	118,346	117,5	46,8	48,806	146,9	19,3	85,680	136,2	33,8	252,832	128,4
1901	125,122	124,2	46,9	51,318	154,5	19,2	90,145	143,2	33,8	266,585	135,4
1902	135,117	134,1	46,9	56,847	171,1	19,7	95,721	152,1	33,2	287,685	146,1
1903	141,377	140,3	44,7	65,358	196,7	20,7	108,845	173,0	34,4	315,580	160,3
1904	139,226	138,2	45,1	63,820	192,2	20,6	105,674	167,9	34,2	308,720	156,8
1905	143,355	142,3	46,2	58,661	176,6	18,9	108,194	171,9	34,8	310,210	157,6
1906	160,108	158,9	46,6	64,469	194,1	18,7	118,876	188,9	34,6	343,453	174,4
1907	177,166	175,9	46,6	65,941	198,5	17,3	136,459	216,8	35,9	379,566	192,8
1908	150,229	149,1	44,3	56,780	170,9	16,7	131,954	209,7	38,9	338,963	172,2
1909	157,865	156,7	42,9	58,385	175,7	15,9	151,387	240,6	41,1	367,637	186,7
1910	184,018	182,7	43,0	66,395	200,0	15,5	177,049	281,4	41,4	427,462	217,1
1911	197,647	196,2	41,0	78,222	235,5	16,2	205,731	326,9	42,7	481,600	244,6
1912	223,989	222,3	40,4	83,260	250,6	15,0	246,475	391,7	44,5	553,721	281,2
1913	240,157	238,4	42,6	79,182	238,3	14,0	244,114	387,9	43,3	563,453	286,2
1914	177,240	175,9	39,4	65,111	195,7	14,4	206,963	328,9	46,0	449,314	228,2
1915	175,665	174,4	37,1	82,459	248,2	17,4	214,514	340,9	45,3	472,638	240,0

EXPORTATIONS.

ANNÉES	Pays de destination :												TOTAL
	ANGLETERRE			AUTRES POSSESSIONS ou COLONIES BRITANNIQUES			CONTRÉES ÉTRANGÈRES						
			o			o				o			
			du total			du total				du total			
1897	103,471 ⁽²⁾	100,0	48,2	32,864 ⁽²⁾	100,0	15,3	78,199 ⁽²⁾	100,0	36,4	214,535 ⁽²⁾	100,0		
1898	114,111	110,3	47,8	36,458	111,0	15,2	87,978	112,5	36,9	238,547	111,2		
1899	116,473	112,6	46,7	41,851	127,4	16,7	91,130	116,5	36,5	249,454	116,3		
1900	108,794	105,1	44,3	45,287	137,8	18,4	91,494	117,0	37,2	245,575	114,5		
1901	106,045	102,5	40,2	52,012	158,3	19,7	105,402	134,8	40,0	263,459	122,8		
1902	110,233	106,5	40,3	54,883	167,0	20,1	107,775	137,8	39,4	272,891	127,2		
1903	131,471	127,1	42,0	61,255	186,4	19,5	119,881	153,3	38,3	312,607	145,7		
1904	143,491	138,7	43,7	62,083	189,0	18,9	122,578	156,7	37,3	328,152	152,9		
1905	144,119	139,3	43,1	58,178	177,1	17,4	131,447	168,1	39,3	333,744	155,6		
1906	169,757	164,1	44,4	60,880	185,3	15,9	150,844	192,9	39,5	381,481	177,8		
1907	178,881	172,9	44,6	59,740	181,8	14,9	161,861	207,0	40,4	400,482	186,7		
1908	160,149	154,8	44,5	53,650	163,3	14,9	145,950	186,6	40,5	359,749	167,7		
1909	181,116	175,0	44,7	56,562	172,2	13,9	167,407	214,1	41,3	405,085	188,8		
1910	197,749	191,1	44,3	61,343	186,7	13,7	186,882	239,0	41,9	445,974	207,9		
1911	205,880	199,0	42,8	75,679	230,3	15,7	198,521	253,9	41,3	480,080	223,8		
1912	219,296	211,9	41,7	81,234	247,2	15,4	224,201	286,7	42,7	524,731	244,6		
1913	235,641	227,7	42,5	71,827	218,6	12,9	246,842	315,6	44,5	554,310	258,4		
1914	194,101	187,6	44,4	59,015	179,6	13,5	183,937	235,2	42,0	437,053	203,7		
1915	278,443	269,1	48,2	72,878	221,8	12,6	225,437	288,3	39,0	576,758	268,8		

(1) Statistical abstract.

(2) Moyenne des années 1897, 1898 et 1899.

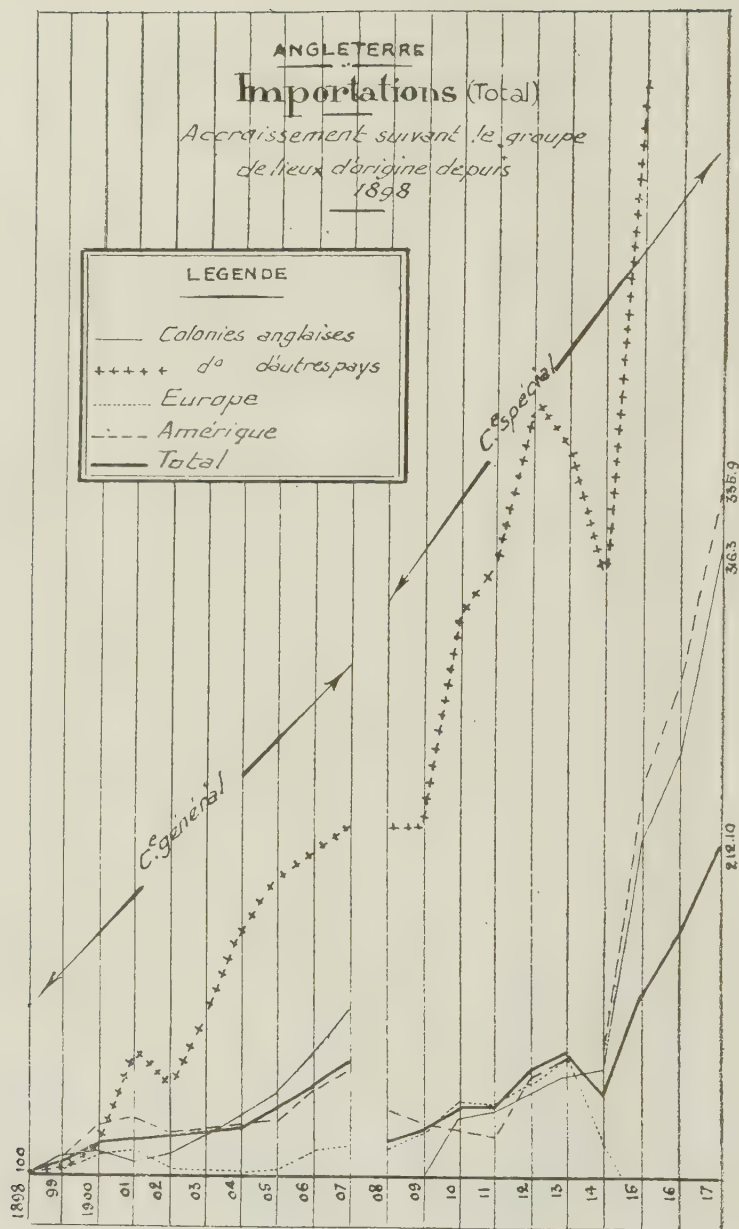


Fig. 7.

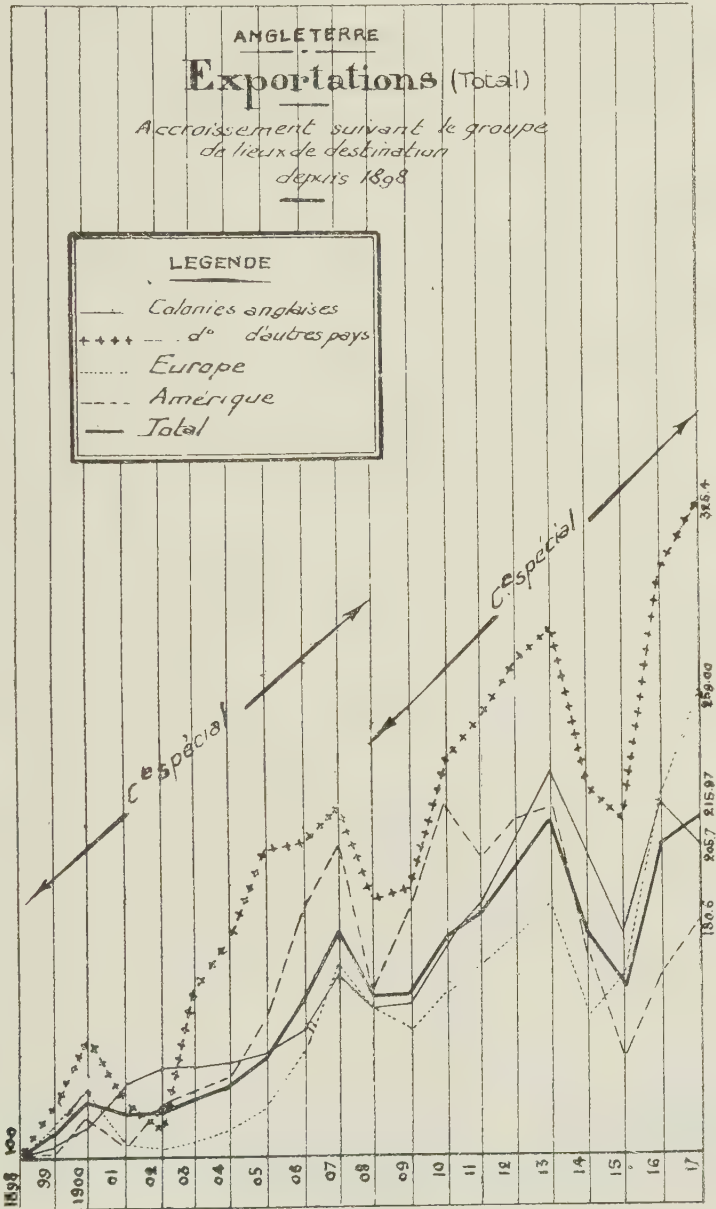


Fig. 8.

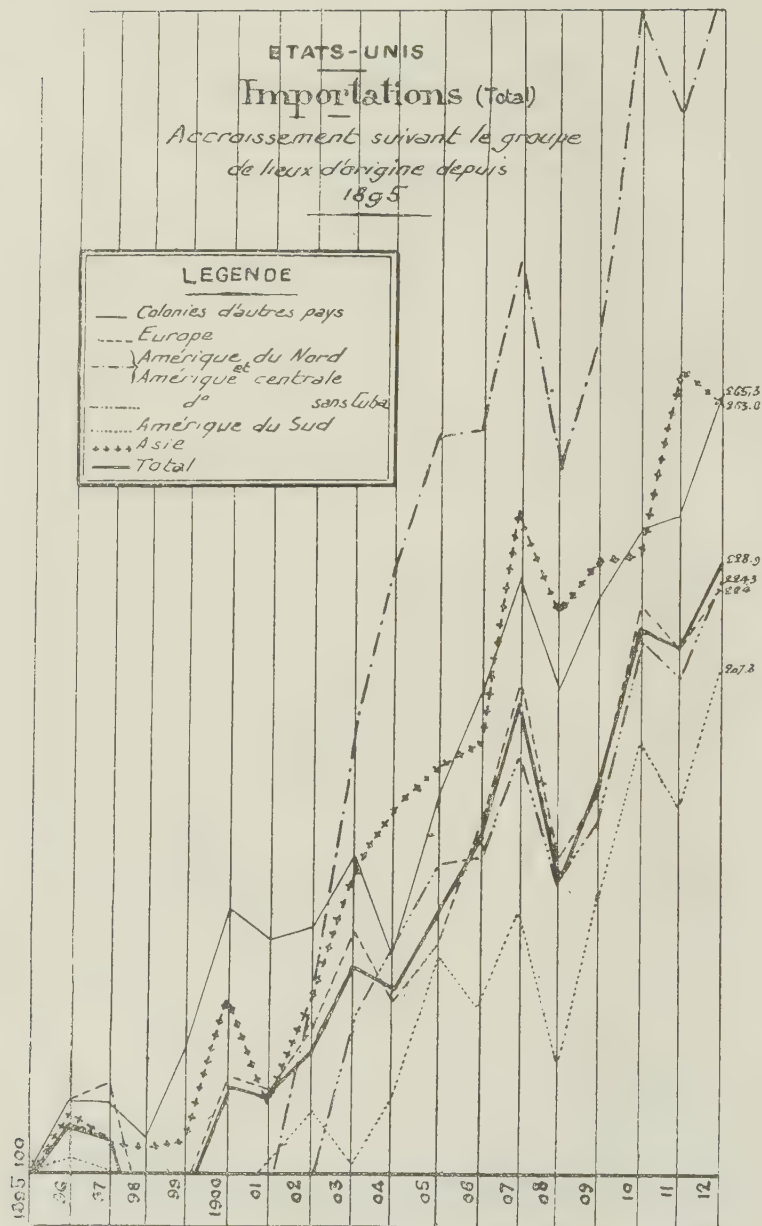


Fig. 9.

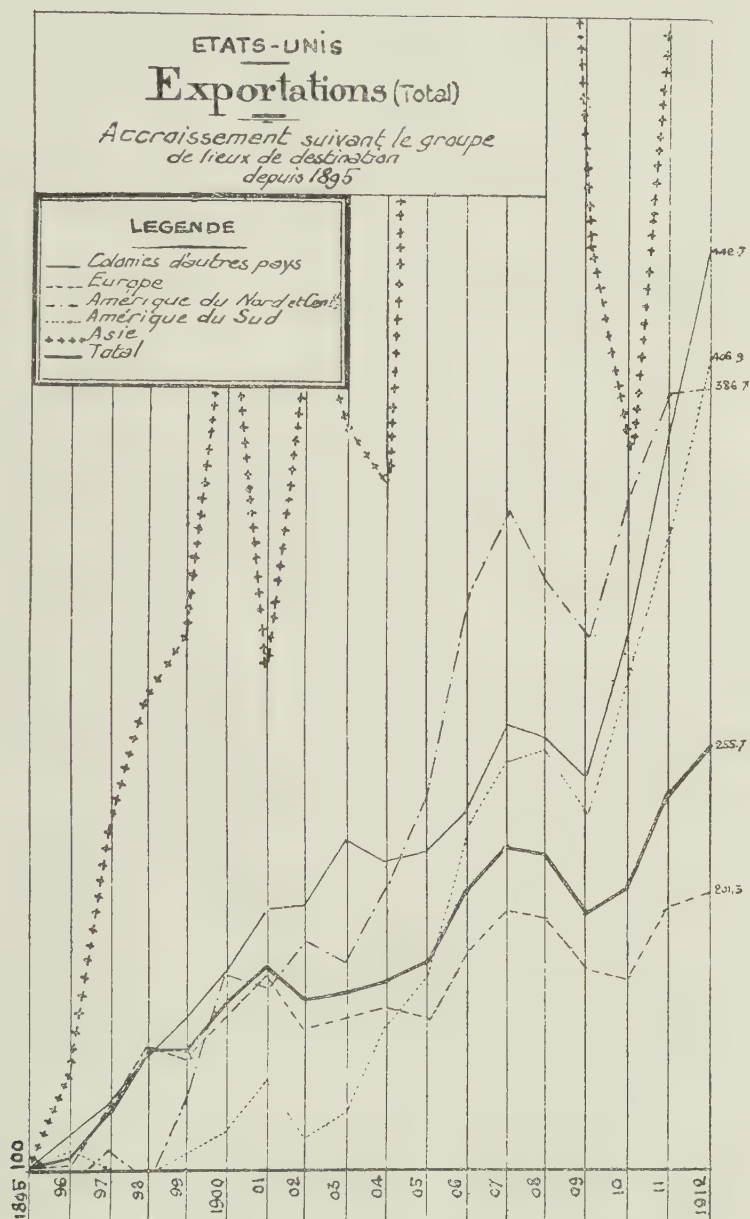


Fig. 10.

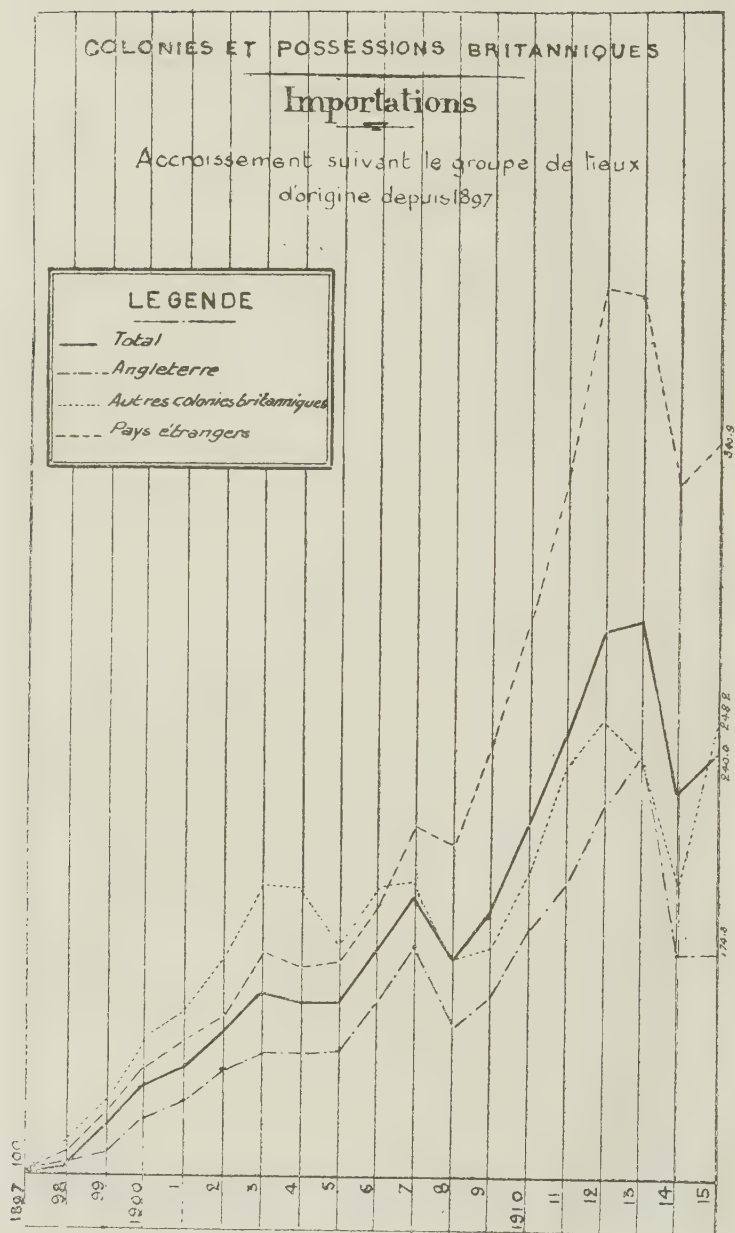


Fig. 11.

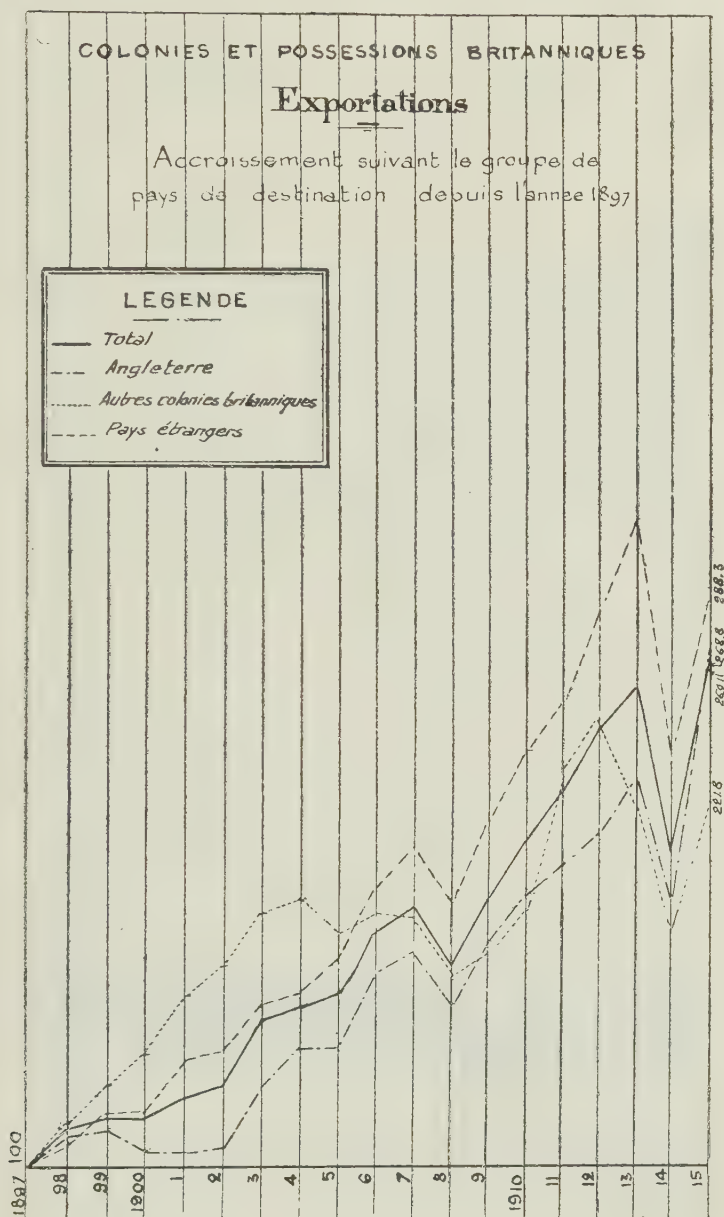


Fig. 12.

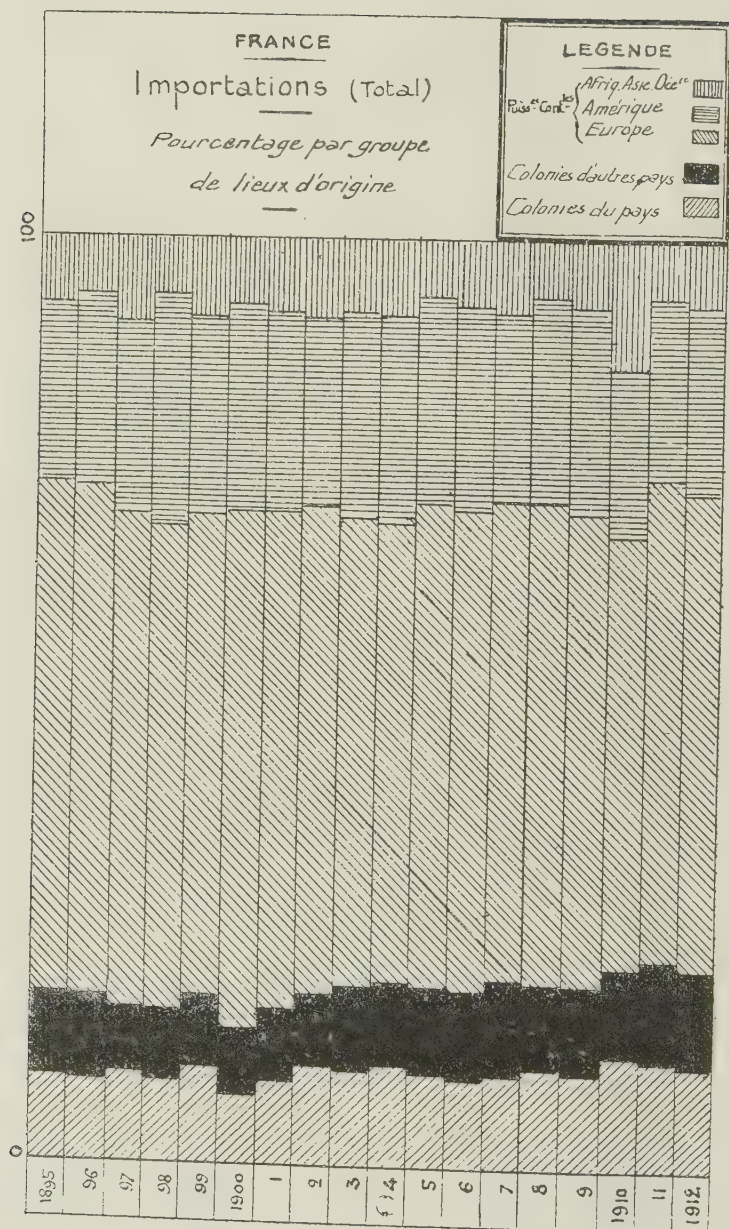


Fig. 13.

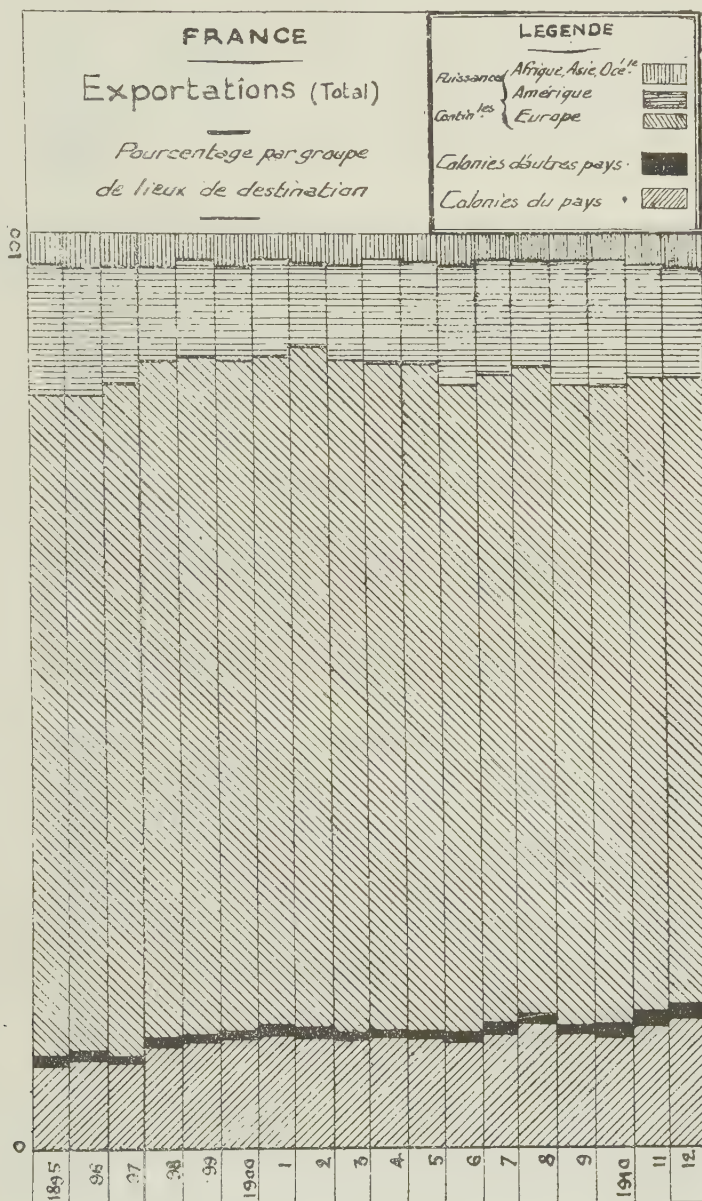


Fig. 14.

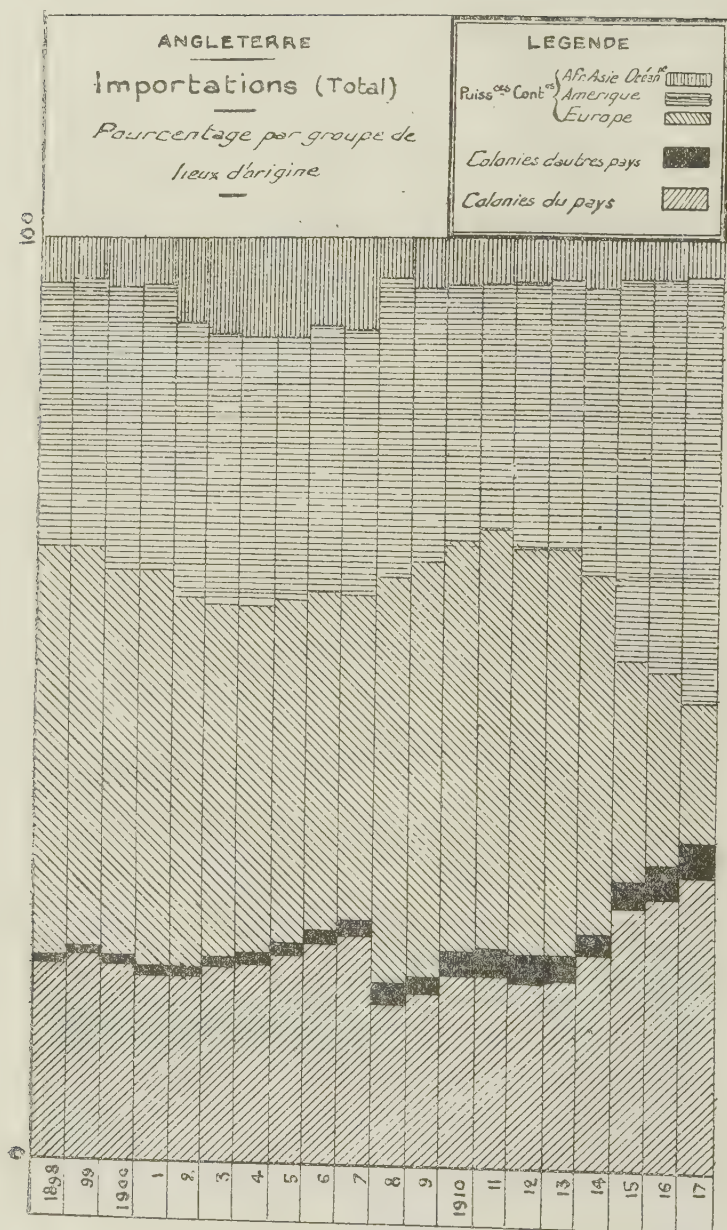


Fig. 15.

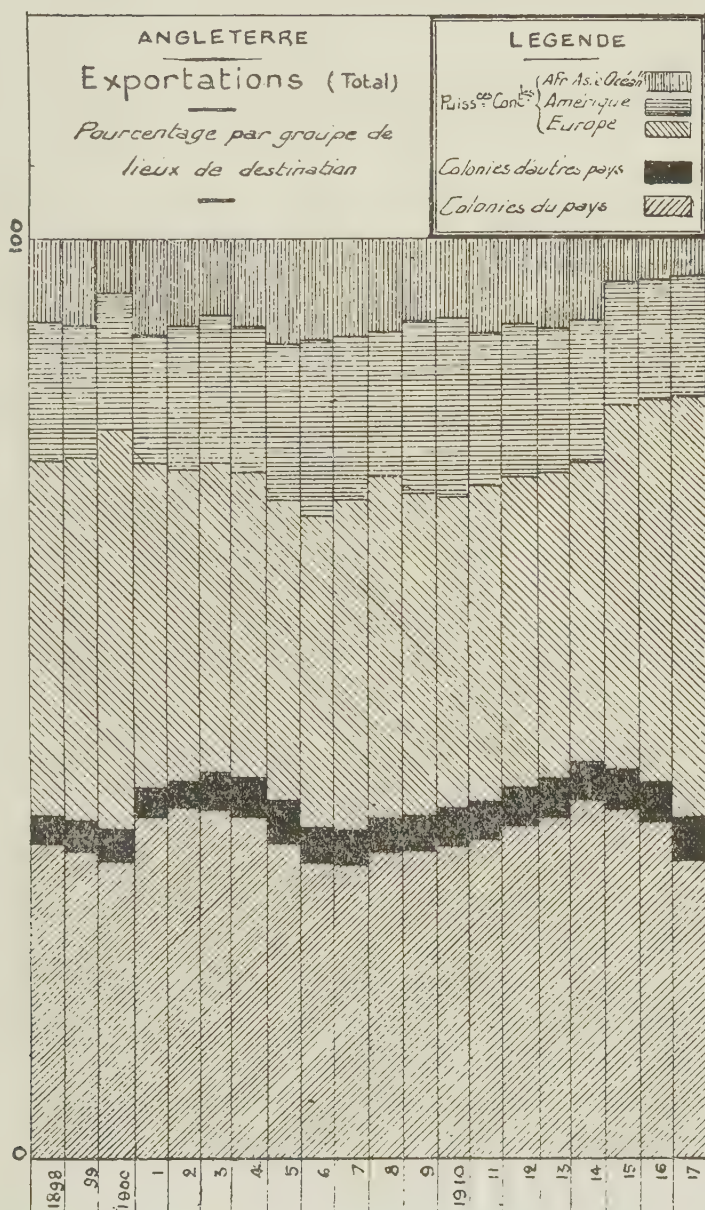


Fig. 16.

Les calculs auxiliaires conduisent aux résultats suivants :

**I. — TAUX D'ACCROISSEMENT, EN 1912,
PAR RAPPORT A L'ANNÉE D'ORIGINE ⁽¹⁾ DE CHAQUE GROUPE
DE TRANSACTIONS.**

A. Importations. — *Colonies du pays* : France, 139,4 pour 100; Angleterre, 29,6 pour 100; Allemagne, 1247 pour 100; États-Unis, 317,0 pour 100.

Colonies d'autres pays : France, 172,5 pour 100; Angleterre, 267,0 pour 100; Allemagne, 260,2 pour 100; Italie, 134,8 pour 100; États-Unis, 165,3 pour 100.

Puissances continentales d'Europe : France, 103,4 pour 100; Angleterre, 33,1 pour 100; Allemagne, 105,2 pour 100; Italie, 178,2 pour 100; Russie, 109,3 pour 100; États-Unis, 124,0 pour 100.

Puissances continentales d'Amérique : France, 126,2 pour 100; Angleterre, 34,0 pour 100; Allemagne, 194,9 pour 100; Italie, 393,4 pour 100; Russie, 62,8 pour 100; États-Unis, 124,3 pour 100 pour l'Amérique du Nord et du Centre, sans Cuba, et 107,3 pour 100 pour l'Amérique du Sud.

B. Exportations. — *Colonies du pays* : France 196,2 pour 100; Angleterre, 110,9 pour 100; Allemagne, 453,3 pour 100; États-Unis, 16615 pour 100.

Colonies d'autres pays : France, 208,4 pour 100; Angleterre, 171,1 pour 100; Allemagne, 246,2 pour 100; Italie, 72,1 pour 100; États-Unis, 342,7 pour 100.

Puissances continentales d'Europe : France, 92,9 pour 100; Angleterre, 78,6 pour 100; Allemagne, 153,3 pour 100; Italie, 81,2 pour 100; Russie, 121,2 pour 100; États-Unis, 101,3 pour 100.

Puissances continentales d'Amérique : France, 89,6 pour 100; Angleterre, 117,5 pour 100; Allemagne, 165,2 pour 100; Italie,

(1) L'année d'origine est l'année 1895 pour la France, l'Allemagne, l'Italie, la Russie et les États-Unis; l'année 1897 pour les colonies françaises et les colonies anglaises; l'année 1898 pour l'Angleterre.

233,1 pour 100; États-Unis, 286,7 pour 100 pour l'Amérique du Nord et du Centre; 306,9 pour 100 pour l'Amérique du Sud.

C. Colonies françaises. — *Importations* de France, 163,5 pour 100.

Exportations en France : 132,4 pour 100.

D. Colonies et possessions britanniques. — *Importations* : Angleterre, 122,3 pour 100; autres colonies britanniques, 150,6 pour 100; pays étrangers, 291,7 pour 100.

Exportations : Angleterre, 111,9 pour 100; autres colonies britanniques, 147,2 pour 100; pays étrangers, 186,7 pour 100.

II. — POURCENTAGE DU COMMERCE COLONIAL PAR RAPPORT AU TOTAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Les chiffres indiqués ci-dessous sont la moyenne de ceux relatifs aux années 1910, 1911 et 1912.

A. *Importations*. — *Colonies du pays* : France, 11,5 pour 100; Angleterre, 20,7 pour 100; Allemagne, 0,4 pour 100.

Colonies d'autres pays : France, 10,4 pour 100; Angleterre, 2,3 pour 100; Allemagne, 13,7 pour 100; Italie, 5,5 pour 100; États-Unis, 14,2 pour 100.

B. *Exportations*. — *Colonies du pays* : France, 13,4 pour 100; Angleterre, 35,1 pour 100; Allemagne, 0,6 pour 100.

Colonies d'autres pays : France, 1,6 pour 100; Angleterre, 3,8 pour 100; Allemagne, 5,3 pour 100; Italie, 2,2 pour 100; États-Unis, 18,6 pour 100.

Avant d'énoncer les résultats les plus généraux fournis par les calculs qui précèdent, donnons quelques précisions sur l'importance des colonies par rapport aux puissances continentales. A la

déclaration de guerre, en 1914, il y avait 119 colonies représentant une surface de 53,7 millions de kilomètres carrés et une population de 538 millions d'habitants; soit, *le tiers de la surface de la terre et le tiers de sa population* (1). L'Angleterre, à elle seule, avait 42 colonies couvrant 30 millions de kilomètres carrés et possédant 379 millions d'habitants. La France venait après l'Angleterre avec 39 colonies (10 millions de kilomètres carrés et 56 millions d'habitants, soit un peu plus du septième de la population des colonies britanniques). Venaient ensuite : le Portugal, 8 colonies; l'Allemagne, 7; les États-Unis, 5; toutes beaucoup moins importantes tant au point de vue de la population que de la superficie.

D'une manière générale, le commerce colonial total tient une place peu importante dans le commerce extérieur des grands pays; aux importations, il atteint 22 pour 100 pour la France et l'Angleterre; 14 pour 100 pour l'Allemagne; aux exportations, 39 pour 100 pour l'Angleterre; 15 pour 100 pour la France; 6 pour 100 seulement pour l'Allemagne. Sauf en ce qui concerne les exportations de l'Angleterre, il est très loin d'atteindre les chiffres sur lesquels on serait en droit de compter, eu égard à l'importance des colonies aux points de vue de l'étendue du territoire et de la population.

Les chiffres concernant les colonies britanniques n'ont rien de bien surprenant. L'Angleterre envoie chaque année à destination de ses colonies un grand nombre d'émigrants : 61 115 en 1900, 321 450 en 1913 (2). Les colonies et possessions britanniques sont anciennes; par le développement de leurs richesses et l'autonomie politique dont elles jouissent, elles sont semblables aux puissances indépendantes d'Europe ou d'Amérique. La présence, dans ces colonies, d'une population très importante d'anglo-saxons, permet de regarder le commerce colonial de l'Angleterre comme n'étant en partie qu'un commerce intérieur empruntant des voies de circulation internationales.

Achats et ventes faits en Angleterre par les colonies et possessions britanniques croissent moins rapidement que les transactions de même nature avec les autres colonies britanniques; ces dernières croissent moins vite que les mêmes opérations faites avec les pays

(1) Voir V. PORRI, *op. cit.*

(2) Voir plus loin p. 71.

étrangers. A cet égard, les figures 11 et 12 sont particulièrement suggestives.

L'ensemble de ces observations permet d'affirmer qu'il n'y a aucune tendance à la création d'un lien de plus en plus étroit entre l'Angleterre et ses colonies; aucun acheminement vers la formation d'une autarchie économique par le groupement composé du Royaume-Uni et de ses possessions d'outre-mer. Pour justifier cette conclusion, il suffit d'ailleurs de reprendre les résultats de nos calculs. De 1898 à 1912, la proportion des transactions des colonies britanniques avec la métropole est remarquablement quasi constante tant aux importations qu'aux exportations. C'est un cas particulier de la stabilité du commerce international déjà constatée en ce qui concerne la composition de ce commerce.

Disons tout de suite que les colonies françaises présentent la même tendance; leur commerce avec les pays étrangers croît plus rapidement que leur commerce avec la France.

Les importations de la France comprennent une proportion sensiblement la même de marchandises provenant des colonies françaises et de marchandises provenant de colonies d'autres pays (11 pour 100). — 13,7 pour 100 des importations de l'Allemagne proviennent des colonies d'autres pays et seulement 0,4 pour 100 des colonies allemandes. — 5,3 pour 100 des exportations de l'Allemagne sont à destination de colonies d'autres pays et 0,6 pour 100 à destination des colonies allemandes. Il existe donc des transactions importantes entre les colonies d'un pays et les Puissances autres que la métropole.

En ce qui concerne la France et l'Angleterre, les achats et les ventes aux colonies du pays croissent moins rapidement que le commerce de même nature avec les colonies d'autres pays. Cela tient, en partie, au fait qu'en 1895 la part du commerce avec les colonies d'autres pays était beaucoup plus faible proportionnellement que le commerce de même nature avec les colonies du pays. A la limite même, si la part revenant au premier de ces commerces avait été nulle en 1895, on trouverait que le taux d'accroissement, en 1912, est infiniment grand; quelle que soit la part revenant, en 1912, au commerce avec les colonies d'autres pays.

Pour la même raison, au cours de la période envisagée, les importations et les exportations anglaises, allemandes et italiennes en

provenance ou à destination des puissances continentales d'Amérique croissent plus rapidement que les opérations de même nature avec les Puissances continentales d'Europe.

Nous sommes conduit ensuite à constater la très grande stabilité, au cours de la période envisagée, des importations et exportations par groupes de lieux d'origine et de destination. Cette stabilité est cependant un peu moins grande que celle déjà constatée au Chapitre II en ce qui concerne la répartition du commerce extérieur par groupes de produits. D'autre part, ce sont les puissances continentales d'Europe qui fournissent et absorbent la presque totalité des marchandises, objet des transactions internationales. Entrons dans quelques détails :

De 1895 à 1912, la proportion du commerce extérieur de la France (importations et exportations) avec les colonies françaises croissait très légèrement; même résultat pour les importations en France de marchandises provenant de colonies d'autres pays.

Au cours de la même période, les marchandises provenant de Puissances continentales d'Europe entraient dans les importations *françaises* pour 50 à 55 pour 100; *anglaises*, 35 à 45 pour 100; *allemandes*, 60 pour 100; *italiennes*, 70 pour 100; *russe*s, 80 pour 100; *américaines* (États-Unis d'Amérique), 50 pour 100. Les marchandises provenant de Puissances continentales du Nouveau-Monde entraient dans les importations *françaises* pour 20 pour 100; *anglaises*, 30 pour 100; *allemandes*, 25 pour 100; *italiennes*, 15 pour 100; *russe*s, 8 pour 100. Aux États-Unis, 50 pour 100 des importations provenaient de puissances continentales européennes; 12 pour 100 des États de l'Amérique du Nord et du Centre (moins Cuba), et 11 pour 100 des États de l'Amérique du Sud; soit, au total, moins de 25 pour 100 pour la part revenant aux États d'Amérique dans les importations des États-Unis; 15 pour 100 des colonies d'autres pays; le reste d'Afrique, d'Asie et d'Océanie.

Les marchandises à destination de puissances continentales d'Europe entraient dans les exportations *françaises* pour 70 pour 100; *anglaises*, 35 à 40 pour 100; *allemandes*, 75 à 80 pour 100; *italiennes*, 70 à 75 pour 100; *russe*s, 98 pour 100; *américaines* (États-Unis d'Amérique), 60 à 75 pour 100. Les

marchandises à destination de puissances continentales du Nouveau-Monde entraient dans les exportations *françaises* pour 10 à 12 pour 100; *anglaises*, 15 à 18 pour 100; *allemandes*, 15 pour 100; *italiennes*, 22 pour 100. Tandis que 60 à 75 pour 100 des exportations des États-Unis sont à destination des Puissances continentales européennes, 8 pour 100 vont vers les Puissances continentales de l'Amérique du Nord et du Centre; 5 pour 100 vers les Puissances continentales de l'Amérique du Sud; soit, au total, 13 pour 100 pour la part revenant aux États d'Amérique dans les exportations des États-Unis; 15 pour 100 vers les colonies d'autres pays; le resté en Afrique, Asie et Océanie.

Les États de l'Amérique du Sud ne fournissant que 11 pour 100 des importations des États-Unis et n'absorbant que 5 pour 100 des exportations de ces États, on est bien loin du prétendu État autarchique qui, selon les pangermanistes, serait réalisé par les États-Unis liés aux États de l'Amérique du Sud.

Les résultats qui viennent d'être énoncés montrent que les vieilles Puissances de l'Ancien Continent sont les meilleures clientes les unes des autres et aussi les véritables fournisseurs et clientes des États-Unis. Une civilisation plus développée avec les besoins qu'elle engendre, une meilleure exploitation économique de ces pays, multipliant les objets échangeables, telles sont les raisons qui expliquent ces résultats.

Dans les premières années de la guerre, les importations en Angleterre de marchandises provenant des pays d'Europe diminuent; cela s'explique par la cessation de tout commerce avec les Puissances ennemies; les importations provenant d'Amérique et des colonies britanniques augmentent. La proportion des exportations de l'Angleterre vers ses colonies et vers l'Amérique diminuent; celles à destination de l'Europe augmentent par suite des fournitures importantes de matériel de guerre et de matières premières aux Puissances de l'Entente.

Tous ces faits montrent combien la conception de l'autarchie économique est éloignée de la réalité.

CHAPITRE IV.

ORIGINE DES MATIÈRES PREMIÈRES. ÉTUDE DES DÉBOUCHÉS.

Jusqu'ici, nous avons vu le commerce extérieur subsistant et se développant même malgré les mesures protectionnistes; puis l'interdépendance économique des États en ce qui a trait à la division classique de ce commerce; enfin, la faible part tenue par le commerce colonial dans le commerce extérieur des grands pays. Il convient maintenant de se demander si, parmi les produits entrant dans le commerce colonial, il n'y a pas aux importations une fraction importante des matières premières achetées par les États; aux exportations, une fraction importante des produits manufacturés vendus par ces mêmes États? Autrement dit, est-ce que les faits justifient l'affirmation des pangermanistes et d'un assez grand nombre d'économistes, que les colonies sont de grands fournisseurs de matières premières et d'excellents acheteurs de produits manufacturés?

La décomposition des importations de matières premières et des exportations de produits manufacturés faite pour les deux plus grandes Puissances coloniales, la France et l'Angleterre, suivant les directives déjà indiquées, permettra de répondre aux questions précédentes. La décomposition des exportations de matières premières et d'objets fabriqués faites par les États-Unis, a été ensuite indiquée.

Les figures 17, 18, 19 et 20 donnent la représentation graphique des résultats du calcul en ce qui concerne la France, l'Angleterre et les États-Unis.

TABLEAUX XXXI ET XXXII. — FRANCE (1).
IMPORTATIONS de matières nécessaires à l'industrie (Commerce spécial).
Valeur en milliers de francs.

Pays de provenance	COLONIES				PUISSANCES CONTINENTALES				TOTAL	
	ANNÉES	FRANÇAISES		AUTRES		EUROPE		AMÉRIQUE		
			Pour 100 du total		Pour 100 du total		Pour 100 du total			Pour 100 du total
1895	94,088	4.4	258,313	12.2	1096,6	52.1	485,6	23.0	2104,486	
1896	76,474	3.5	255,592	11.7	1111,5	51.1	569,7	26.2	2173,582	
1897	84,335	3.6	222,082	9.5	1137,9	49.0	621,5	26.8	2318,930	
1898	89,972	3.8	268,205	11.4	1153,9	49.1	622,3	26.5	2348,528	
1899	116,543	4.1	317,585	11.1	1342,9	47.3	731,3	25.7	2839,611	
1900	107,383	3.5	293,283	9.6	1558,8	51.3	827,2	27.2	3035,251	
1901	130,375	4.6	296,969	10.5	1393,5	49.5	739.2	26.2	2812,890	
1902	127,997	4.5	314,177	11.2	1348,9	48.2	718,4	25.6	2798,612	
1903	136,049	4.4	363,985	11.8	1417,1	46.3	856,0	27.9	3060,193	
1904	146,707	5.0	370,344	12.8	1286,7	44.5	808,2	27,9	2890,848	
1905	150,585	4.8	398,356	12.7	1468,8	46.9	852.1	27,2	3126,200	
1906	195,012	5.4	511,316	13.8	1677,7	45.4	968,6	26.2	3687,126	
1907	204,302	5.0	608,070	15.1	1785,6	44.4	1044,0	26.0	4013,292	
1908	189,440	5.2	479,397	13.3	1621,3	45.1	1049,7	29.2	3589,929	
1909	242,921	5.9	555,328	13.5	1814,7	44.1	1158,6	28.1	4113,045	
1910	287,887	6.6	707,629	16.2	1848,5	42.5	1097,1	25.8	4345,671	
1911	265,314	5.8	695,927	15.3	1979,7	43.7	1179.2	26.0	4525,299	
1912	275,807	5.7	670,706	13.9	2134,1	44.7	1300,9	27.0	4813,196	
1913	278,673	5.6	707,036	14.2	2260,0	45,7	1233,2	24.9	4945,732	

EXPORTATIONS de produits fabriqués (Commerce spécial).
Valeur en milliers de francs.

Pays de destination	COLONIES				PUISSANCES CONTINENTALES				TOTAL	
	ANNÉES	FRANÇAISES		AUTRES		EUROPE		AMÉRIQUE		
			Pour 100 du total		Pour 100 du total		Pour 100 du total			Pour 100 du total
1895	212,933	12.8	24,057	1.4	1076,2	64.9	296,5	17.8	1657,246	
1896	243,630	12.7	22,298	1.1	1230,6	64.3	357,1	18.6	1912,919	
1897	254,285	13.1	22,503	1.1	1290,3	66.7	309,1	15.9	1933,424	
1898	271,402	14.1	24,189	1.2	1291,0	67.4	276,6	14.4	1915,758	
1899	349,024	15.3	31,286	1.3	1517,0	66.9	320,8	14.1	2267,007	
1900	343,376	15.2	29,009	1.2	1504,3	66.5	298,5	13.2	2254,756	
1901	375,801	16.7	29,498	1.3	1478,1	65.7	307,8	13.6	2249,387	
1902	374,367	15.7	38,570	1.6	1613,7	67.9	283,3	11.9	2374,606	
1903	371,447	14.9	32,621	1.3	1661,9	67.0	342,1	13.8	2478,911	
1904	412,036	15.8	43,071	1.6	1699,4	65.3	375,3	14.4	2602,690	
1905	437,877	15.4	47,899	1.6	1858,5	65.6	401,4	14.1	2830,791	
1906	444,225	14.4	48,243	1.5	1952,4	63.4	511,0	16.5	3079,410	
1907	519,191	15.5	55,819	1.6	2039,0	62.8	545,2	16.3	3341,575	
1908	519,467	17.5	44,720	1.5	1883,7	63.5	411,6	13.9	2962,518	
1909	523,393	16.3	47,723	1.5	1997,2	62.4	524,2	16.3	3200,721	
1910	550,556	15.9	87,672	2.5	2127,6	61.7	551,2	16.0	3444,759	
1911	608,775	17.3	88,756	2.5	2155,2	61.4	532,6	15.1	3509,388	
1912	691,386	17.6	88,764	2.2	2377,6	60.6	623,3	15.9	3917,939	
1913	674,591	16.1	98,934	2.4	2614,3	62.5	636,5	15.2	4183,228	

(1) Annuaire statistique.

TABLEAUX XXXIII ET XXXIV. — ANGLETERRE ⁽¹⁾.

IMPORTATIONS de matières nécessaires à l'industrie (Commerce spécial).
Valeur en milliers de livres sterling.

Pays de provenance		COLONIES ET POSSESSIONS		PUISSANCES CONTINENTALES				TOTAL	
ANNÉES	BRITANNIQUES		AUTRES		EUROPE		AMÉRIQUE		
		du total		du total		du total		du total	
1904	48,567 ⁽²⁾	26,6	"	"	*133,317 ⁽²⁾	73,3	"	"	181,884 ⁽²⁾
1905	52,048	27,7	"	"	*135,870	72,3	"	"	187,918
1906	63,428	30,0	"	"	*147,674	69,9	"	"	211,102
1907	71,615	29,6	"	"	*169,633	70,3	"	"	241,248
1908	32,453	20,5	4,913	3,1	44,351	28,0	60,743	38,4	158,144
1909	31,939	19,2	4,566	2,7	46,239	27,9	64,307	38,8	165,747
1910	44,736	22,6	5,579	2,8	52,766	26,6	74,508	37,6	197,865
1911	43,429	23,0	5,663	3,0	50,657	26,9	69,632	37,0	188,201
1912	43,548	20,9	6,765	3,2	58,430	28,0	78,105	37,4	208,381
1913	52,072	23,9	7,962	3,6	62,436	28,6	77,310	35,5	217,784
1914	48,693	26,6	6,788	3,7	48,432	26,5	63,628	34,8	182,673
1915	87,753	37,8	8,407	3,6	51,425	22,1	80,462	34,6	231,981
1916	102,117	35,5	14,129	4,9	63,523	22,0	103,732	36,0	287,655
1917	122,466	35,8	16,581	4,8	60,935	17,8	137,852	40,3	341,424

EXPORTATIONS d'objets fabriqués (Commerce spécial).
Valeur en milliers de livres sterling.

Pays de destination		COLONIES ET POSSESSIONS		PUISSANCES CONTINENTALES				TOTAL	
ANNÉES	BRITANNIQUES		AUTRES		EUROPE		AMÉRIQUE		
		⁰ du total		⁰ du total		⁰ du total		⁰ du total	
1904	98,771	40.5	"	"	*144,565	59.4	"	"	243,336
1905	100,803	37.4	"	"	*168,270	62.5	"	"	269,073
1906	108,024	35.3	"	"	*197,503	64.6	"	"	305,528
1907	123,282	36.0	"	"	*218,742	63.9	"	"	342,025
1908	112,6	37.9	10,262	3.4	92,759	31.2	48,799	16.4	296.6
1909	112,5	37.9	10,764	3.6	87,828	29.5	57,551	19.4	296.8
1910	139,6	38.1	12,076	3.5	97,527	28.4	69,723	20.3	342.8
1911	140,3	38.7	13,869	3.8	105,727	29.2	62,865	17.3	362.2
1912	156,5	40.6	14,781	3.8	111,344	28.9	65,442	17.0	385.0
1913	173,828	42.2	15,611	3.8	111,951	27.2	67,400	16.3	411,368
1914	152,151	44.9	12,627	3.7	90,348	26.6	52,595	15.5	338,633
1915	126,440	43.1	12,132	4.1	100,650	34.3	39,170	13.3	292,926
1916	160,616	40.8	18,061	4.5	139,752	35.5	55,156	14.0	393,397
1917	148,741	35.1	18,507	4.3	176,358	41.6	59,818	14.1	423,614

* Total pour l'ensemble des autres pays.

(1) Annual statement.

(2) Commerce général de 1904 à 1907 inclus.

TABLEAU XXXV. — ÉTATS-UNIS ⁽¹⁾.

EXPORTATIONS de matières nécessaires à l'industrie (Commerce spécial).

Valeur en milliers de dollars. Année finissant le 30 juin.

ANNÉES	Pays de destination										TOTAL	ANNÉES		
	EUROPE		AMÉRIQUE				AFRIQUE		ASIE				OCÉANIE	
			NORD ET CENTRALE		SUD									
			$\frac{o}{100}$ du total	$\frac{o}{100}$	$\frac{o}{100}$ du total	$\frac{o}{100}$								
1895	288,251	88.3	29,489	9.0	3,310	1.0	832	0.2	2,375	0.7	1,957	0.5	326,235	1895
1900	405,687	84.7	45,430	9.4	4,391	0.9	1,415	0.2	16,376	3.4	5,219	1.0	478,519	1900
1902	430,690	85.1	50,456	9.9	4,848	0.9	2,085	0.4	12,936	2.5	4,499	0.8	505,513	1902
1903	468,508	85.3	57,066	10.3	4,670	0.8	3,415	0.6	11,217	2.0	4,232	0.7	549,408	1903
1904	543,066	85.3	68,313	10.7	7,300	1.1	3,630	0.5	7,957	1.2	6,034	0.9	636,301	1904
1905	550,944	80.7	74,957	10.9	7,733	1.1	2,921	0.4	40,676	5.9	4,809	0.7	682,040	1905
1907	708,464	83.0	97,119	11.3	15,228	1.7	3,091	0.3	21,640	2.5	7,044	0.8	832,387	1907
1908	675,247	82.5	94,674	11.5	13,453	1.6	3,336	0.4	22,676	2.7	8,398	1.0	817,787	1908
1909	620,483	82.5	90,904	12.8	13,831	1.8	3,120	0.4	16,281	2.1	7,430	0.9	752,051	1909
1910	676,512	81.1	113,248	13.5	17,206	2.0	3,859	0.4	13,981	1.6	8,895	1.0	833,700	1910
1911	830,336	81.2	133,807	13.0	19,940	1.9	4,330	0.4	22,349	2.1	11,408	1.1	1,022,170	1911
1912	823,408	76.8	154,652	14.4	28,703	2.6	4,799	0.4	47,947	4.4	11,646	1.0	1,071,158	1912

⁽¹⁾ The foreign Commerce and Navigation.

TABLEAU XXXVI. — ÉTATS-UNIS ⁽¹⁾.

EXPORTATIONS d'objets fabriqués (Commerce spécial). Valeur en milliers de dollars. Année finissant le 30 juin.

ANNÉES	Pays de destination										TOTAL	ANNÉES
	EUROPE		AMÉRIQUE		AFRIQUE		ASIE		OCEANIE			
	$\frac{n}{\text{du total}}$	$\frac{n}{\text{du total}}$	NORD ET CENTRALE	SUD	$\frac{n}{\text{du total}}$	$\frac{n}{\text{du total}}$	$\frac{n}{\text{du total}}$	$\frac{n}{\text{du total}}$	$\frac{n}{\text{du total}}$	$\frac{n}{\text{du total}}$		
1895	62,432	43.4	37,187	25.8	18,734	13.0	4,142	2.8	9,801	6.8	143,610	1895
1900	145,859	43.9	84,064	25.3	24,312	7.3	6,860	2.0	30,803	9.2	331,746	1900
1902	131,267	40.7	90,683	28.1	22,936	7.1	9,530	2.9	25,432	7.9	321,947	1902
1903	130,187	39.7	96,307	29.4	26,892	8.2	14,769	4.5	22,764	6.9	327,469	1903
1904	137,331	39.4	105,142	30.1	34,368	9.8	11,434	3.2	23,543	6.7	348,735	1904
1905	135,847	33.7	118,923	29.5	40,921	10.1	10,427	2.5	25,218	6.2	402,030	1905
1907	165,977	34.5	168,035	34.9	56,202	11.6	8,819	1.8	30,786	6.4	480,681	1907
1908	173,451	35.4	150,192	30.6	39,333	12.1	8,163	1.6	34,631	7.0	489,470	1908
1909	160,853	36.5	139,942	31.7	53,077	12.0	8,629	1.9	29,503	6.7	440,272	1909
1910	168,645	33.7	176,905	35.2	64,702	12.9	11,416	2.2	36,386	7.2	499,215	1910
1911	186,129	31.1	219,563	36.6	73,927	12.6	15,413	2.5	48,854	8.1	598,368	1911
1912	206,783	30.7	232,352	37.5	89,817	13.3	15,462	2.2	52,800	7.8	672,268	1912

⁽¹⁾ The foreign Commerce and Navigation.

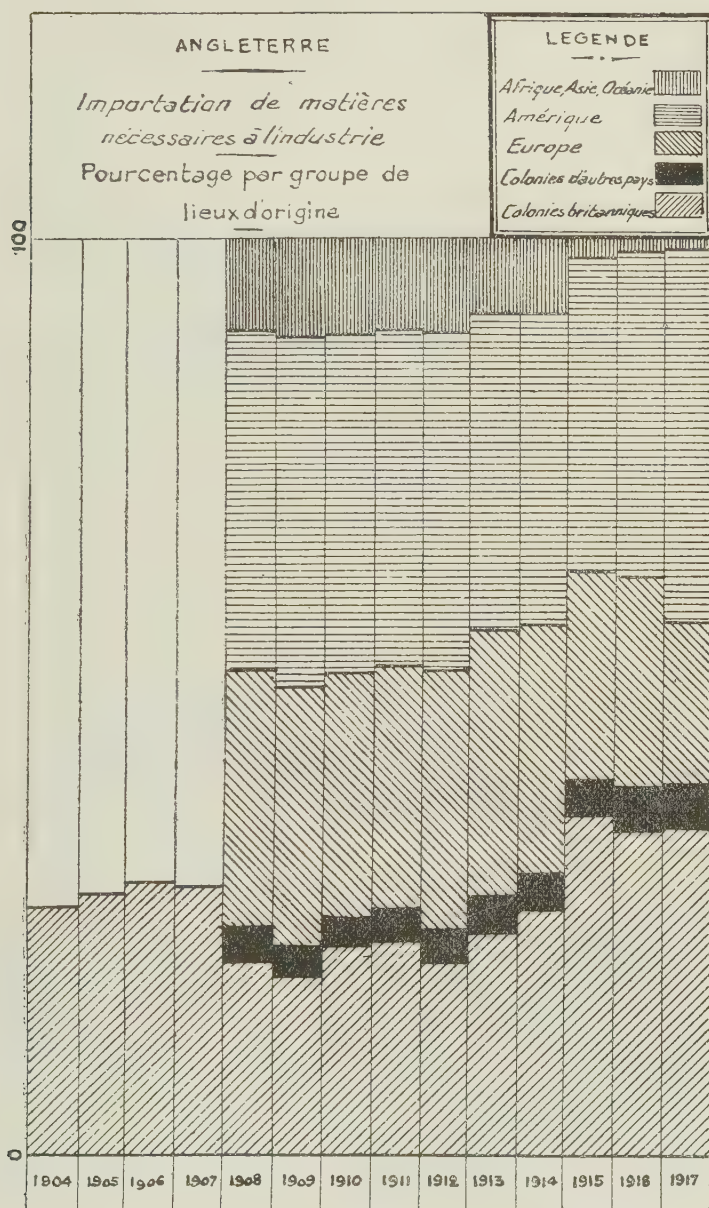


Fig. 17.

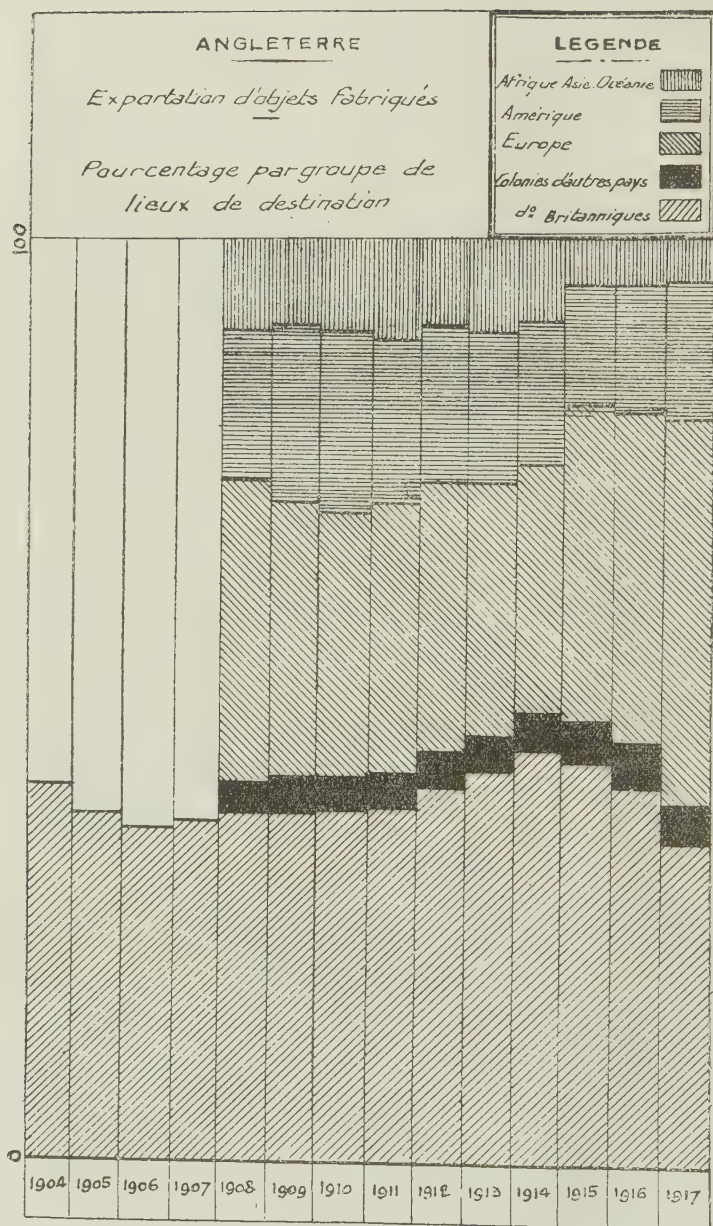


Fig. 18.

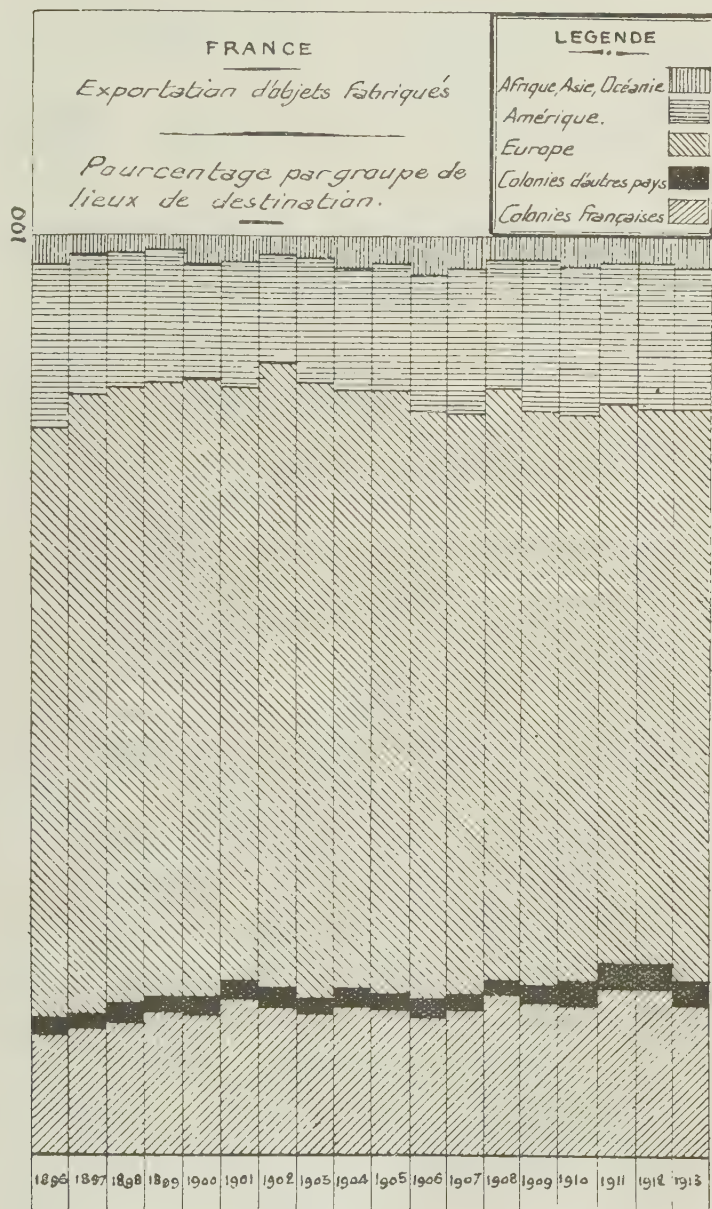


Fig. 19.

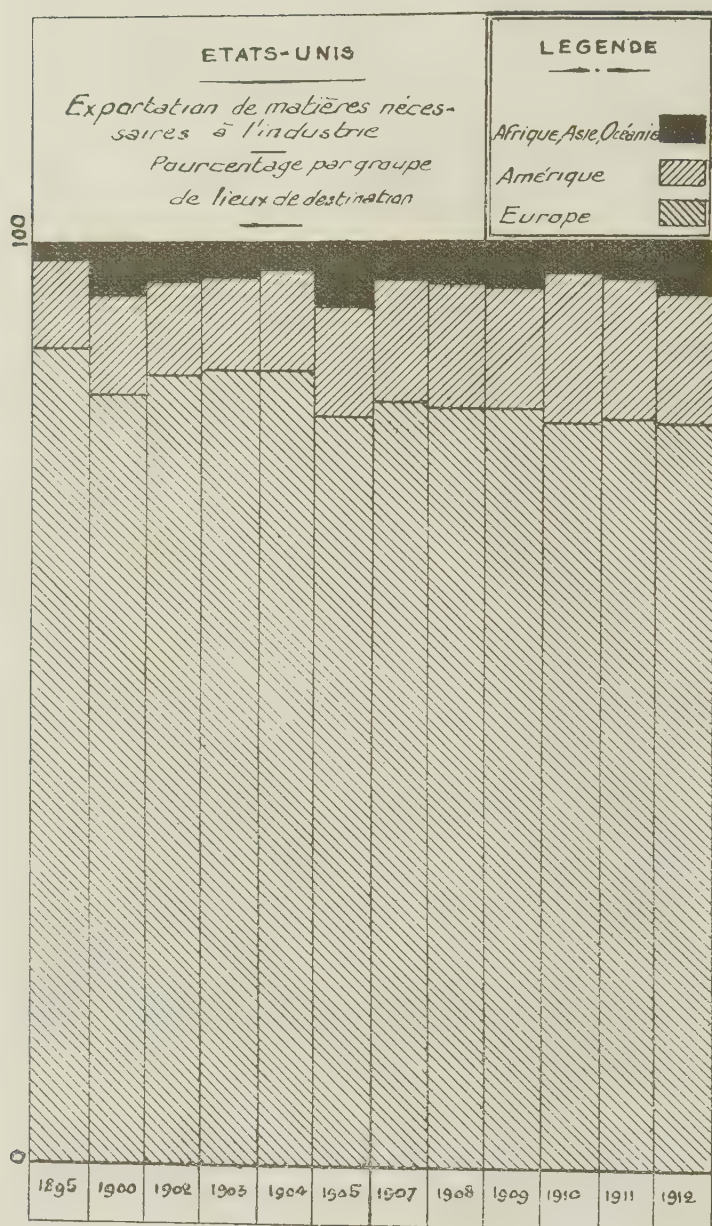


Fig. 20.

Les calculs qui ont été faits conduisent aux résultats suivants :

La France tire plus de matières nécessaires à l'industrie des colonies ou possessions étrangères que de ses propres colonies. Les colonies françaises sont de tout petits clients de la métropole pour les produits manufacturés.

De 1904 à 1909, la part des colonies et possessions britanniques dans les importations de matières nécessaires à l'industrie faites par l'Angleterre a été décroissante. Cette part est beaucoup plus importante en 1914, 1915, 1916 et 1917. Les achats des colonies et possessions britanniques entrent pour une proportion à peu près constante dans le total des exportations d'objets fabriqués faites par l'Angleterre.

L'Europe absorbe plus des trois quarts des exportations de matières nécessaires à l'industrie faites annuellement par les États-Unis; l'Amérique du Nord et du Centre (1) environ 15 pour 100. Depuis 1910, l'Amérique du Nord et du Centre (1) achète aux États-Unis plus d'objets fabriqués que l'Europe. En 1912, l'Amérique (1) a absorbé la moitié des produits manufacturés exportés par les États-Unis; l'Europe, 30 pour 100.

45 pour 100 des importations de matières premières faites chaque année par la France viennent des puissances continentales européennes; un peu plus de 25 pour 100 d'Amérique; à peine 6 pour 100 des colonies françaises et plus de 13 pour 100 des colonies ou possessions de puissances étrangères.

Les exportations françaises de produits manufacturés se répartissent comme suit : plus de 60 pour 100 en Europe; 15 pour 100 en Amérique; 17 pour 100 environ aux colonies françaises et 2 pour 100 aux colonies d'autres pays.

Avant la guerre, les colonies et possessions britanniques ne fournissaient que 23 pour 100 des importations anglaises de matières nécessaires à l'industrie; l'Europe, plus de 28 pour 100; l'Amérique, 37 pour 100. — 38 à 40 pour 100 des produits manufacturés exportés par l'Angleterre allaient aux colonies et possessions britanniques

(1) Y compris les colonies des États-Unis et les colonies d'autres pays. Voir Tableaux numériques XXXV et XXXVI.

(cette proportion était tombée à 35 pour 100 en 1906); 29 pour 100 en Europe; 17 pour 100 en Amérique.

Pendant la guerre, la proportion des matières premières européennes importées par l'Angleterre est tombée à 18 pour 100 en 1917, tandis que cette proportion atteignait 36 pour 100 pour les matières premières provenant des colonies anglaises et 40 pour 100 pour les matières premières en provenance des Puissances indépendantes d'Amérique. — Aux exportations de produits manufacturés, les colonies anglaises ne figuraient que pour 35 pour 100 en 1917 et l'Amérique pour 14 pour 100. En revanche, l'Europe achetait cette année-là 41 pour 100 des exportations anglaises de produits manufacturés, et pourtant, l'exportation à destination des Puissances ennemies était nulle.

A aucun moment, ni la France, ni l'Angleterre n'ont pu se contenter de leurs colonies comme fournisseurs de matières premières ou comme débouchés pour les produits manufacturés. Les vieilles nations industrielles d'Europe et d'Amérique sont les meilleurs fournisseurs et clientes les unes des autres.

Au point de vue de leur régime douanier, les colonies françaises jouissent, à quelques exceptions près, de l'assimilation avec la métropole ⁽¹⁾, depuis la loi du 11 janvier 1892. Cependant, depuis 1895, elles n'ont jamais acheté plus de 17 pour 100 des exportations françaises de produits manufacturés. Et encore, dans cette proportion, figurent les marchandises expédiées à destination des administrateurs coloniaux, des troupes, etc. qui ne sont, en réalité, que du commerce intérieur détourné vers les colonies par suite des nécessités de l'occupation.

Les colonies et possessions britanniques n'achetaient, avant la guerre, qu'environ 40 pour 100 des produits manufacturés exportés par l'Angleterre. L'Angleterre, cependant, a des possessions riches et anciennes, surtout des colonies de peuplement habitées par une population anglo-saxonne aussi industrielle, aussi active, aussi commerçante que celle de la mère-patrie. Pourtant, elles constituent un marché tout à fait insuffisant pour la production anglaise.

Un État même possédant des colonies importantes et variées ne saurait jouir de l'indépendance économique. Il ne suffit pas, en

(1) C. PERREAU, *op. cit.*, p. 153.

effet, qu'il existe quelque part dans le monde des matières premières en abondance pour qu'elles soient immédiatement exploitées; encore faut-il qu'elles se trouvent dans un pays parvenu à un degré suffisamment avancé de développement économique, où les capitaux et la force de travail sont abondants et judicieusement utilisés; où la rapidité et la commodité des moyens de communication facilitent la formation de grands courants commerciaux. La richesse des colonies n'est qu'une richesse en puissance.

La politique coloniale ne saurait donc trouver son fondement dans le mythe autarchique; elle ne peut se justifier que par des raisons de politique générale, non de politique économique. Ni les colonies de la France, ni les colonies de l'Angleterre n'ont été fondées parce qu'il était avant tout nécessaire d'assurer à ces Puissances des matières premières pour leur industrie et des débouchés pour leurs objets fabriqués. Elles ont été créées pour étendre le rôle politique de ces pays, pour fournir un champ d'activité nouveau à leurs nationaux.

Les divers résultats, constatés par les Statistiques, sont-ils dus à des causes accidentelles, à des raisons de politique économique, à des circonstances que l'on peut aisément modifier? Au contraire, la concordance des résultats obtenus pour les divers pays montre l'importance primordiale de deux causes bien naturelles qui sont : la *proximité des divers pays* et la *richesse de ces pays*. Ces deux raisons, facilité de communication et degré de développement de la richesse, déterminent le mouvement habituel des courants commerciaux. La prépondérance de ces causes naturelles explique la grande stabilité des échanges internationaux.

APPENDICE I.

ORIGINE DES PRODUITS ALIMENTAIRES.

L'État autarchique, nous le savons, doit assurer par ses propres moyens la nourriture de ses habitants. Il est donc nécessaire, pour être complet, de chercher à savoir d'où viennent les produits alimentaires importés par les deux plus grandes puissances coloniales,

l'Angleterre et la France, s'ils viennent des colonies du pays ou de nations étrangères.

France (1).

IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES.

Commerce *spécial*. — Valeur en milliers de francs.

Années.	Colonies françaises.	Pour 100 du total.	Total.
1908	412,974	44,1	934,717
1909	416,810	43,7	952,329
1910	619,793	43,8	1413,031
1911	618,971	30,6	2020,036
1912	593,106	32,9	1803,437
1913	501,911	27,6	1817,579

Au cours de la période envisagée, 1908-1913, la proportion de produits alimentaires venant des colonies françaises, par rapport au total des importations de ces mêmes produits, n'a cessé de décroître. Pour la fraction la plus importante de cette nature d'importations, la France dépendait donc de l'étranger : 56 pour 100 en 1908; 72 pour 100 en 1913.

Angleterre (2).

IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES.

Commerce *spécial*. — Valeur en milliers de livres sterling.

Années.	Colonies et possessions britanniques.	Pour 100 du total.	Total.
1908	47,448	20,3	233,254
1909	59,477	24,5	242,319
1910	66,333	27,0	244,807
1911	68,336	27,3	249,646
1912	74,840	28,1	263,494
1913	70,435	25,6	274,259
1914	76,999	27,5	279,527
1915	102,428	28,5	358,475
1916	118,557	29,7	398,089
1917	148,629	33,2	447,271

Avant la guerre, les colonies et possessions britanniques four-

(1) *Annuaire statistique*.

(2) *Annual statement*.

nissaient à la métropole environ 25 pour 100 des produits alimentaires importés; 75 pour 100 venaient de nations étrangères; ces chiffres avaient une assez grande stabilité. En ce qui concerne cette nature de produits, l'Angleterre et ses colonies ne jouissaient donc nullement de l'autarchie économique. Pendant la guerre, ces chiffres se sont un peu modifiés. En 1917, les colonies anglaises entraient pour 33 pour 100 dans le total des importations de produits alimentaires faites par l'Angleterre; les nations étrangères continuaient à avoir la prépondérance avec 66 pour 100.

APPENDICE II.

IMPORTANCE DES COLONIES COMME DÉBOUCHÉS POUR LES ÉMIGRANTS DE LA MÉTROPÔLE (1).

Dans la seconde moitié du xix^e siècle, l'Angleterre a eu environ 9 millions d'émigrants; l'Allemagne de 6 à 7 millions. De 1869 à 1900, l'Italie en a eu plus de 6 millions. Au xx^e siècle, jusqu'à la déclaration de guerre, le nombre d'émigrants des Puissances européennes a dépassé 15 millions. Voici, de 1908 à 1913, le nombre annuel d'émigrants de quelques Puissances :

ÉMIGRATION (1908-1913).

Années.	Angleterre.	Allemagne.	Italie.	Russie.
1908	263.199	19.883	486.674	530.730
1909	288.761	24.921	625.637	571.988
1910	397.848	25.531	651.475	719.600
1911	454.527	22.690	533.844	787.775
1912	467.666	18.545	711.446	884.700
1913	469.640	25.843	872.598	950.000

De 1885 à 1898, la France comptait chaque année de 5 à 8000 émigrants; à partir de 1898, les chiffres n'ont plus été publiés.

Les milliers d'émigrants qui annuellement quittent l'Europe sont-ils attirés par les colonies de leur pays natal, par les colonies

(1) Cf. V. PORRI, *op. cit.*

d'autres pays ou par des États indépendants? La question ainsi posée fait partie de l'étude de l'autarchie économique.

De 1902 à 1912, voici comment se répartissait, en moyenne, l'émigration allemande :

		Pour 100 du total.		
États-Unis.....	24.334	89,6	} 97,5	Australie... 170
Autres États d'Amérique...	2.167	7,9		Afrique ... 89
Europe.....	407			Asie..... 5

Au cours de cette période, 90 pour 100 des émigrants allemands partaient à destination des États-Unis; 7,5 pour 100 à destination des autres États d'Amérique.

Pour l'Italie, voici la répartition de l'émigration en 1913 :

		Pour 100 du total.	
États-Unis.....	376.776	43,1	} 98,8
Autres États d'Amérique.....	179.549	20,5	
Europe.....	307.627	35,2	
Égypte, Algérie et Tunisie.....	8.120		} 1,1
Autres pays d'Afrique.....	1.421		
Asie.....	423		
Australie.....	1.682		
Total.....	872.598		

En 1913, 98,8 pour 100 des émigrants italiens se sont fixés dans les Puissances indépendantes d'Europe et d'Amérique.

On vérifierait de même que 86 pour 100 des émigrants danois vont aux États-Unis; 93 pour 100 des émigrants portugais, au Brésil et aux États-Unis; 77 pour 100 des émigrants espagnols, en Amérique; 98 pour 100 des émigrants belges, en Europe. De ces Puissances, les émigrants qui vont se fixer aux colonies de leur pays ou aux colonies d'autres pays sont en proportion infime. Les États-Unis absorbent une grande partie de l'émigration européenne.

Les émigrants anglais, au contraire, sont attirés en majeure partie par les colonies et possessions britanniques.

ÉMIGRATION ANGLAISE.

Années.	A destination des colonies et possessions britanniques.		Pour 100 du total.
1908	151.894		57,7
1909	163.594		56,6
1910	249.449		62,7
1911	315.748		69,4
1912	331.063		70,7
1913	321.450		68,4

Ainsi, la proportion d'émigrants anglais à destination des colonies et possessions britanniques était de 57 pour 100 en 1908; en 1912, elle a dépassé 70 pour 100. C'est là incontestablement un des facteurs de la prospérité des colonies et possessions britanniques.



CHAPITRE V.

DES ÉTATS RÉPUTÉS AUTARCHIQUES.

Avant et pendant la guerre, les écrivains pangermanistes comp-
taient trois États autarchiques : l'Angleterre, les États-Unis et la
Russie. Déjà, en 1900, l'économiste allemand Dietzel démontrait
que cette affirmation est dépourvue de tout fondement histo-
rique ⁽¹⁾. Pour ces trois Puissances, il est très facile, en effet, de
démontrer qu'elles ne jouissent nullement de l'indépendance éco-
nomique.

Un mode de démonstration très simple consisterait à chercher ce
que représente le commerce extérieur par rapport à la production
totale de l'un de ces pays. On pourrait ainsi mesurer l'importance
des liens qui unissent un de ces pays et sa production aux pays
étrangers. Malheureusement, les statistiques relatives à la produc-
tion sont très rares; seuls les États-Unis en établissent réguliè-
rement. Toutefois, il paraît possible de donner cette démonstration
en se servant des résultats obtenus plus haut à l'aide des Statis-
tiques du commerce extérieur publiées par les différentes Pui-
ssances.

Les colonies et possessions britanniques fournissent 20,7 pour 100
des importations de l'Angleterre et reçoivent 35,1 pour 100 de ses
exportations. Ces chiffres, nous l'avons vu, présentent une grande
stabilité. Avant la guerre, les colonies et possessions britanniques
fournissaient à l'Angleterre 25 pour 100 de ses importations en
produits alimentaires; 23 pour 100 de ses importations en matières
nécessaires à l'industrie. En sens opposé, elles recevaient de 38 à
40 pour 100 des exportations anglaises de produits manufacturés.

(1) DIETZEL, *Die Theorie von den drei Weltreichen*.

Ces chiffres sont importants, sans nul doute, par comparaison avec la place tenue par les colonies de la France ou de l'Allemagne dans le commerce extérieur de ces deux pays; toutefois, ni leur importance, ni surtout leur stabilité, ne montrent la tendance à la formation d'une autarchie économique entre l'Angleterre et ses colonies. Le grand rôle joué par les colonies et possessions britanniques dans le commerce extérieur de l'Angleterre s'explique par l'ancienneté, la richesse et le développement économique exceptionnel de certaines colonies comme l'Inde, le Canada, l'Australie.... A tout prendre même, l'ancienneté et l'autonomie politique des colonies et possessions britanniques les rend assimilables à de véritables Puissances indépendantes. États réels à richesse développée depuis assez longtemps, noyau important d'Anglo-Saxons grossissant chaque année par l'arrivée d'un nombre considérable d'émigrants, ces raisons expliquent l'intensité des relations commerciales entre l'Angleterre et ses colonies. Nous avons vu aussi que les transactions des colonies et possessions britanniques avec l'étranger présentent une tendance très nette à croître beaucoup plus rapidement que les transactions de même nature avec la métropole.

Si l'on passait en revue les principales denrées et matières premières, on verrait que le blé et la farine importés en Angleterre viennent principalement des États-Unis, de Russie, de la République Argentine; le pétrole et une fraction importante du coton, des États-Unis; le café et le caoutchouc, du Brésil; les minerais de fer, d'Espagne et des Pays-Scandinaves. Il n'y a qu'un tout petit nombre de produits tels que le jute et la laine, le zinc, le nickel et l'étain qui soient fournis à l'Angleterre uniquement par ses colonies ou possessions.

L'Angleterre reçoit des Puissances étrangères les trois quarts de ses importations de produits alimentaires ou de matières nécessaires à l'industrie; elle leur vend les trois cinquièmes de ses exportations d'objets fabriqués. Il n'y a aucune trace d'une tendance à une fermeture de l'Angleterre aux produits étrangers; aucun indice d'une cohésion plus grande entre le Royaume-Uni et ses colonies, d'un avenir prochain où les différents éléments de l'Empire britannique pourraient se suffire à eux-mêmes.

L'allure du développement des importations des États-Unis est la

suivante : parallélisme entre l'Europe et l'Amérique du Nord et du Centre, au cours de la période 1895-1912, si, comme cela paraît justifié, on considère l'île de Cuba comme une colonie américaine et non comme une Puissance indépendante; moins grand pour l'Amérique du Sud que pour l'Europe. Les exportations des États-Unis, tant vers l'Amérique du Nord et du Centre que vers l'Amérique du Sud, croissent environ deux fois plus vite que les exportations vers l'Europe ⁽¹⁾. Toutefois, nous avons constaté que, en 1912, l'Amérique n'a absorbé que 17 pour 100 des matières premières exportées par les États-Unis et 50 pour 100 des objets fabriqués exportés par ces mêmes États ⁽²⁾. Quelles que soient les tendances du commerce extérieur des États-Unis, c'est l'Europe qui y tient, et de beaucoup, la première place. L'Europe fournit aux États-Unis 50 pour 100 de leurs importations; elle reçoit plus de 63 pour 100 de leurs exportations.

La place de plus en plus importante prise sur le marché américain par les États-Unis s'explique par une simple raison de proximité, décisive souvent en matière de commerce extérieur. Un marché peut être assuré à tel pays, à l'exclusion des autres, par le seul fait d'une inégalité dans le coût des transports, sans qu'il soit besoin de chercher d'autre explication ni dans le perfectionnement de l'outillage, ni dans l'infériorité du prix de la main-d'œuvre ou des capitaux.

Avant la guerre, deux raisons empêchaient les États-Unis et l'Amérique du Sud de s'unir pour se constituer en État économique fermé. Tout d'abord, en dehors des États-Unis, l'Amérique du Sud se compose d'États essentiellement agricoles n'ayant, par suite, nullement besoin ni des produits alimentaires, ni surtout des matières premières qui tiennent une place si importante dans les exportations des États-Unis. D'autre part, les États de l'Amérique du Sud, tout comme les États-Unis, ont reçu des avances très importantes des États européens; ils sont débiteurs de l'Europe pour des sommes considérables et ils doivent en payer annuellement les intérêts. Seules les exportations leur permettent d'acquitter les arrérages de leurs dettes. La guerre, en permettant aux Puissances

(1) Voir Tableaux XXV et XXVI et fig. 9 et 10.

(2) Voir Tableaux XXXV et XXXVI.

américaines de racheter sur le marché financier les titres de leurs dettes détenus par les capitalistes européens pourrait avoir pour conséquence de modifier quelque peu la situation économique de naguère. L'Allemagne serait directement et seule responsable d'un rapprochement plus étroit des deux parties du Nouveau-Monde.

Les États-Unis ne paraissent pas s'acheminer vers la situation d'un État économique fermé. On le voit assez à la proportion importante de leurs importations en provenance d'Europe. Au cours de la période 1895-1912, elle est restée sensiblement constante et égale à 50 pour 100. De plus, les États-Unis sont voisins d'un autre Continent, l'Asie, dont les possibilités commerciales sont des plus considérables. Les États-Unis ont une tendance très marquée à nouer des relations commerciales de plus en plus nombreuses avec la Chine et le Japon. De 1895 à 1912, les États-Unis ont eu constamment avec l'Asie une balance défavorable, alors que dans l'ensemble de leur commerce extérieur cette balance était toujours favorable (1). Baignés par l'Atlantique et le Pacifique, possédant une flotte de guerre puissante sur les deux Océans, les États-Unis n'ont nullement besoin de se replier sur l'Amérique du Sud. Ils peuvent se préparer un avenir non pas de plus en plus rétréci, mais un avenir où la multiplicité des liens commerciaux et leur importance iront sans cesse grandissant.

Depuis 1897, la Russie n'a cessé d'accroître soit ses exportations de produits alimentaires, soit ses importations de produits manufacturés. Le régime bolcheviste qui règne présentement dans ce pays démontre mieux que toute discussion de documents statistiques l'état de misère auquel est réduite une Russie isolée économiquement.

En résumé, les États réputés autarchiques ne le sont nullement.

(1) Voir Tableaux XXV et XXVI; I et II.

APPENDICE.

IMPOSSIBILITÉ POUR LE « MITTELEUROPA » DE RÉALISER
UNE AUTARCHIE ÉCONOMIQUE.

Dans son fameux écrit sur l'Europe centrale, Naumann disait :

« Le territoire économique allemand-austro-hongrois n'est pas suffisant pour constituer une province de l'économie mondiale; c'est un territoire trop dépendant de ses importations de denrées alimentaires et de matières premières et déjà tourné d'une manière beaucoup trop exclusive vers l'exportation industrielle, pour pouvoir se suffire par ses propres moyens.... Une Europe centrale a besoin, pour se suffire, de territoires agraires limitrophes et elle doit leur rendre l'entrée dans son alliance possible et désirable; il lui faut étendre, si possible, ses côtes maritimes au Nord et au Sud; en outre, elle doit avoir sa part du domaine colonial d'outre-mer.... Sur les 132 millions de kilomètres carrés représentant la surface habitée de la Terre, y compris les déserts, mais sans les régions polaires, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'occupent ensemble que 1,2 million; par conséquent, pas même 1 pour 100 ! Si l'on ajoute à ce chiffre les pays d'Europe limitrophes de l'Allemagne et de l'Autriche, la Turquie d'Europe et d'Asie, une partie de l'Arabie, les colonies de l'Empire allemand et la superficie des possessions d'outre-mer de certains États non encore annexés, il est possible d'arriver à environ 13 millions de kilomètres carrés. La Grande-Bretagne exerce un contrôle sur une superficie de 32,4 millions de kilomètres carrés; la Russie sur 23,7 millions; la France sur 11,4 millions; les États-Unis seuls, en dehors des autres États américains, sur 9,4 millions.... En ce qui concerné le nombre d'habitants, l'Europe centrale, telle qu'elle vient d'être définie, en comprendrait 200 millions, soit le huitième du total de la population du monde entier; dans ce chiffre, les habitants de l'Allemagne et de l'Autriche entreraient pour 116 millions. Comme point de comparaison, on peut constater que la Grande-Bretagne a une population de 425 millions d'âmes; la Chine de 330; la Russie de 170; les États-Unis de 107; la France et ses colonies de 95.... La disproportion entre les chiffres qui viennent d'être indiqués ne doit pas avoir pour conséquence de faire abandonner l'idée d'une Europe centrale; elle

constitue une raison de plus pour inciter à créer ce corps promptement et à l'établir solidement; autrement les grandes Puissances qui continuent à travailler et à poursuivre la loi de leur évolution entraîneront dans leur sphère d'action économique les peuples voisins de l'Allemagne et de l'Autriche, avec leurs colonies » (1).

Dès 1917, un revirement se produit dans les esprits quant à la possibilité pour le *Mittleuropa* de réaliser une autarchie économique. La *Börsenzeitung* du 30 juillet 1917 affirmait que l'idée d'indépendance économique était une utopie dangereuse, que chaque jour de la guerre apportait une multitude de faits montrant combien l'Allemagne était étroitement liée à l'économie mondiale. Dans l'*Europäische Staats-und Wirtschaftszeitung* d'avril 1916, se trouve le Tableau numérique suivant; il montre combien, en 1913, était faible la quote-part du *Mittleuropa* dans les importations allemandes de certaines matières premières.

IMPORTATIONS.

	Total en millions de marks.	En provenance du <i>Mittleuropa</i> .	
		Millions de marks.	Pour 100 par rapport au total.
Coton.....	607,1	2,1	0,03
Laine.....	412,7	3,4	0,08
Cuivre.....	333,3	—	—
Peaux.....	321,7	17,6	5,46
Soie.....	154,7	3,5	2,25
Minerais de fer....	227,1	1,9	0,86
Pelleteries.....	121,9	6,4	5,27
Caoutchouc.....	123,9	—	—
Pétrole.....	69,9	11,9	17,12

De même, classons dans une catégorie A les États qui, de 1914 à 1918, ont rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne, en y ajoutant les États neutres et les colonies dont le commerce, pendant la guerre, était placé sous le contrôle des Alliés et Associés; dans une catégorie B, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie d'Europe et d'Asie; dans une catégorie C, la Belgique, la Serbie, la

(1) F. NAUMANN, *op. cit.*, p. 183, 187, 188 et 196.

Roumanie et la Russie et enfin dans une catégorie D, la Hollande, le Danemark, la Suisse, la Suède et la Norvège; on trouve ainsi, qu'en 1912, les importations allemandes de matières premières et de produits alimentaires se répartissaient comme suit :

IMPORTATIONS ALLEMANDES EN 1912 ⁽¹⁾.

	Matières premières		Produits alimentaires	
	en millions de marks.	Pour 100 du total.	en millions de marks.	Pour 100 du total.
A.....	3.473	72,9	1.560	48,7
B.....	362	7,6	293	9,2
C.....	678	14,2	901	28,2
D.....	248	5,2	442	13,8

73 pour 100 des matières premières et 49 pour 100 des produits alimentaires importés par l'Allemagne, en 1912, provenaient de centres de production qui ont été placés sous le contrôle des Alliés et Associés pendant la guerre. Ces chiffres suffisent à montrer combien est illusoire le projet de création d'une Europe centrale pour parvenir à l'indépendance économique.

(¹) C. BRESCIANI TURRONI, *op. cit.*

CONCLUSION.

S'il n'existe pas présentement de grands États autarchiques, nous pouvons remarquer que les villas romaines dans l'Antiquité, les communautés au Moyen Age se suffisaient à elles-mêmes ; mais elles impliquaient l'esclavage ou le servage. On ne peut considérer que ces types économiques étaient véritablement progressifs.

Aujourd'hui, l'autarchie économique existe chez les Esquimaux qui se nourrissent et s'habillent avec les produits de la chasse et de la pêche. Les Esquimaux ne sauraient passer pour un des peuples les plus avancés au point de vue économique.

En supposant même l'existence d'un État autarchique, on ne comprend pas très bien quelle utilité il retirerait de cette situation. Affirmant que l'État autarchique serait indépendant des autres États, les partisans de ce système sous-entendent par là même que tout État non autarchique est tributaire des diverses Puissances en ce qui concerne la satisfaction d'une partie plus ou moins importante de ses besoins. Seulement, il faut bien remarquer que la dépendance est réciproque puisque tout État exporte en même temps qu'il importe et que, par ses exportations, il met d'autres États sous sa dépendance. La dépendance apparaît dès l'instant qu'on examine seulement une moitié de l'opération.

L'autarchie économique exclut la division du travail et l'échange entre les nations, ces deux grands moyens sociaux qui seuls peuvent assurer le développement des richesses. L'État fermé économiquement se priverait de tout stimulant, de toute émulation venant de la concurrence internationale. La suppression des échanges rendrait ses capitaux et sa force de travail moins productifs. En effet : 1° en s'imposant l'obligation de fabriquer lui-même des produits dont le

prix de revient serait supérieur au prix de vente sur le marché international, il détournerait une fraction des capitaux et de la force de travail des emplois où ils auraient une productivité maximum ou tout au moins plus grande eu égard aux aptitudes de ses habitants, à son climat, etc. ; 2° en s'interdisant l'exportation des capitaux, de la portion de l'épargne qui ne trouve pas immédiatement à s'employer sur son territoire, il se priverait des produits que d'autres États seraient dans l'obligation de lui donner pour acquitter les intérêts de leurs dettes et ainsi il diminuerait la masse totale des biens à répartir entre ses habitants. — De même, l'État autarchique ne pourrait utiliser l'excédent de ses matières premières. Sans doute, les partisans de l'autarchie économique admettent la possibilité d'exporter sans importer. Mais cette conception n'est qu'une contradiction. Que pourrait recevoir un État autarchique en échange de ses exportations ? Pas d'autres produits, puisque tous ses besoins seraient satisfaits à l'aide des richesses qui se trouvent sur son territoire. Pas de monnaie non plus puisque, en réalité, comme l'a dit J.-B. Say : *les produits s'échangent contre les produits*. Thésaurisant, il accaparerait rapidement la totalité des métaux précieux existant dans le monde. Réduit en fait à l'impossibilité d'exporter, l'État autarchique se priverait de l'assurance contre les crises que constituent les débouchés extérieurs.

Le caractère autarchique n'est donc nullement compatible avec la supériorité économique.

Mais, lorsqu'on parle d'autarchie, on se place en même temps sur le terrain *politique* et l'on se demande si elle n'est pas pour un pays le moyen d'assurer son indépendance politique. Un État abondamment pourvu de produits de toutes sortes, n'ayant nul besoin de recourir aux richesses des autres Puissances, n'aurait aucun intérêt économique à déclencher une guerre offensive ; il ne pourrait être conduit à prendre les armes que pour se défendre. Il s'agit de savoir si l'indépendance économique lui assurerait infailliblement le succès. Nous posons ainsi incidemment la question de savoir si un État doit, même au prix d'un appauvrissement réel, organiser sa vie économique uniquement en vue de l'éventualité d'une guerre ou si, au contraire, la défense nationale doit être telle qu'elle permette au pays, même en temps de guerre, de suppléer par l'échange à ses

insuffisances économiques. Tout comme la situation géographique, la constitution d'un pays et les possibilités de son organisation économique sont une chose donnée; en grande partie, l'évolution en échappe à la volonté plus ou moins consciente d'une collectivité. La défense doit s'adapter aussi bien à une situation géographique qu'à une constitution économique donnée. La guerre de 1914-18 montre que l'Allemagne suffisamment pourvue de produits alimentaires et de matières premières n'a pu résister à la coalition dressée contre elle. Ce n'est pas le manque ou l'insuffisance de tel ou tel produit qui l'a fait succomber. Rationnée, elle a pu vivre et pouvait encore durer. Par contre, l'Angleterre était tributaire de l'étranger en ce qui concerne la nourriture de ses habitants; la France était insuffisamment dotée d'industries chimiques, de houille, ... ces pays ont triomphé. Le succès est assuré par la valeur de l'armée; l'intelligence des chefs; le moral et l'organisation de l'arrière; les alliances ou amitiés avec d'autres Puissances, beaucoup plus que par l'indépendance économique.

Voyant leurs arguments réfutés, les partisans de l'autarchie économique reprochent alors à leurs adversaires d'édifier le raisonnement dans le cadre de l'organisation économique actuelle. Or, disent-ils, l'autarchie, par sa définition même, implique de très grands États, beaucoup plus grands que ceux au développement desquels on assiste aujourd'hui. L'autarchie suppose un très grand territoire qui fournit amplement et largement matières premières et ressources naturelles de toutes sortes, si bien que l'État autarchique n'a nul besoin d'acheter son indépendance économique au prix d'un appauvrissement. De même, des États autarchiques et vastes seraient politiquement indépendants grâce à leur étendue. D'où, la situation actuelle des États étant connue, l'autarchie économique ne peut se réaliser que par la *conquête*. Un État ne saurait prétendre à l'indépendance économique tant qu'il n'aura pas incorporé à son territoire toutes les richesses naturelles dont il peut avoir besoin, tant qu'il n'aura pas en quantité abondante le blé, la houille, le fer, le cuivre, le caoutchouc, le pétrole, le radium, ..., toutes les matières premières que, du jour au lendemain, les découvertes scientifiques rendent indispensables. Dans ces conditions, une seule forme d'autarchie est possible : une autarchie comprenant le monde

entier. L'idée de l'autarchie économique pousse à la guerre; sa réalisation exige des conquêtes et des conquêtes indéfinies.

L'argumentation des partisans de l'autarchie économique pourrait se résumer dans le raisonnement suivant : L'autarchie économique est désirable parce qu'elle seule peut rendre un pays indépendant politiquement et économiquement. Elle est irréalisable en dehors d'un vaste territoire abondamment pourvu de denrées alimentaires et de matières premières de toutes sortes. Donc, pour la réaliser, la conquête militaire est indispensable. En fait, les raisons économiques invoquées servent simplement de masque aux visées militaires.

Le Système mercantile aussi engageait dans la voie des guerres. La richesse d'un État étant exclusive de la richesse d'autres États, une même maxime se retrouve chez tous les publicistes appartenant à cette École : « Il faut ruiner la Hollande ». Au XVIII^e siècle, Le Trosne, un des premiers physiocrates, écrivait : « Nous voyons l'Europe en feu, la guerre portée aux extrémités du monde, et les nations acharnées à s'épuiser, et à se déchirer pour les intérêts du commerce paisible, qui ne demande que le repos, la liberté et la sûreté » (1).

Frédéric List considérait que la réalisation de la nation complète, de la nation normale, était tellement nécessaire et désirable qu'elle pouvait parfois justifier la guerre; mais il ne poussait nullement à la conquête indéfinie comme les partisans de l'autarchie économique. Le Système National d'Économie politique était simplement une économie en prévision de la guerre.

Non seulement l'autarchie économique paraît insuffisante pour assurer véritablement l'indépendance d'un État, non seulement cette idée est éminemment dangereuse pour le maintien de la paix du monde, mais elle est, en fait, impossible à réaliser.

La conception de l'autarchie économique ne tend à rien moins qu'à se débarrasser des conditions réelles de la vie économique internationale. La politique des États en matière de commerce extérieur peut constituer une gêne partielle, permanente ou momentanée, au commerce d'autres États. Les partisans de l'autarchie économique

(1) LE TROSNE, *De l'ordre social*, Paris, 1777, Discours X, p. 399.

cherchent à se débarrasser de ces contingences. La répartition très inégale des matières premières dans le monde; les aptitudes différentes des hommes appartenant aux diverses nationalités; la multiplicité des climats rendent indispensable aux nations de recourir aux richesses les unes des autres.

La plupart des peuples cultivés et laborieux se trouvent privés d'un grand nombre de produits essentiels pour leur existence et pour leur industrie. Dans la présente étude, nous n'avons considéré que des chiffres globaux pour les importations et les exportations de quelques pays. Il suffirait d'examiner la liste des produits qui concourent à former le total du commerce extérieur pour constater le fait annoncé plus haut. L'Angleterre, par exemple, ne trouve ni chez elle, ni dans ses colonies, le coton, le caoutchouc, le pétrole, l'aluminium, le cuivre, la soie, le sucre, le riz et le vin, dont elle a un si pressant besoin tant pour son industrie que pour sa consommation. La France achète à l'étranger la houille, les peaux, la laine, la soie, le lin, le coton, le caoutchouc, le cuivre, le pétrole.

Un examen sommaire de la production mondiale de certaines matières premières et de la production spéciale à quelques États montre la très grande inégalité de répartition entre les nations, des matières nécessaires à l'industrie.

Houille ⁽¹⁾.

ANNÉE 1911. — *Production mondiale : 1060 millions de tonnes.*

Pour 100 du total.

États-Unis ⁽²⁾	450	42,4	} 83,4
Angleterre.....	276	26,0	
Allemagne.....	160	15,0	
France.....	39 (houille et lignite)		
Russie.....	26		
Belgique.....	23		
Japon.....	17		

83,4 pour 100 de la production mondiale en houille sont fournis par trois puissances : les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne.

(¹) Les chiffres qui suivent sont tirés de : *Annuaire statistique* 1916-18.

(²) Les pays sont classés dans l'ordre d'importance décroissante; nous ferons de même dans la suite.

Coton.

ANNÉE 1913. — *Production en milliers de quintaux métriques.*

États-Unis.....	30,720
Inde anglaise.....	9,190
Égypte.....	3,443
Russie d'Asie.....	1,375

Les États-Unis produisent 2,5 fois plus de coton que les colonies britanniques.

Pétrole.

ANNÉE 1913. — *Production mondiale : 51,550 milliers de tonnes métriques.*

Pour 100 du total.

États-Unis.....	33,426	64,2	} 87,5
Russie.....	8,573	16,6	
Mexique.....	3,457	6,7	
Roumanie.....	1,885		
Indes néerlandaises....	1,542		

Les États-Unis, la Russie et le Mexique fournissent 87,5 pour 100 de la production mondiale de pétrole.

Bauxite.

ANNÉE 1913. — *Production en milliers de tonnes métriques.*

France.....	309,0
États-Unis.....	213,6
Italie.....	6,9
Angleterre.....	6,0

La France et les États-Unis détiennent la presque totalité de la bauxite.

Cuivre.

ANNÉE 1912. — *Production mondiale : 1031 milliers de tonnes métriques.*

Pour 100 du total.

États-Unis.....	563,9	54,6
Mexique.....	72,0	
Angleterre.....	63,5	
Japon.....	62,4	
Espagne.....	58,0	
Allemagne.....	43,5	

Un assez grand nombre d'États produisent du cuivre; les États-Unis à eux seuls en fournissent plus que tous les autres États.

Nickel.

ANNÉE 1911. — *Production mondiale : 30 milliers de tonnes métriques.*

		Pour 100 du total.
Canada	15,5	51,6
Angleterre	4,5	15,0
Allemagne.....	4,5	15,0
France.....	1,9	

81,6

Le Canada fournit plus de la moitié de la production mondiale de nickel.

Quelques Puissances ont un véritable monopole de la production de certaines matières premières absolument indispensables à toutes les nations industrielles.

Des pays essentiellement agricoles comme la Russie ne peuvent assurer l'exploitation et le développement de leurs richesses naturelles si d'autres pays ne leur fournissent les machines indispensables. L'industrie de la Belgique ou de la Suisse n'est alimentée que pour $\frac{1}{8}$ ou $\frac{1}{10}$ par les matières premières nationales. Les chutes d'eau de la Norvège et de la Suisse ne sauraient être exploitées sans cuivre et aluminium indispensables aux industries électriques. L'autarchie économique est irréalisable par cela seul qu'elle suppose entre les divers pays une répartition des biens ne répondant aucunement à la réalité.

Si, au lieu de s'en tenir aux agents naturels et aux matières premières, l'on considère les capitaux, on constate immédiatement l'impossibilité de tout progrès économique si les pays de vieille civilisation ne consentent à exporter l'excédent de leurs capitaux vers les nations jeunes.

Les principes de l'Économie politique ne sont jamais complets, ni absolus. Cependant, il est permis d'affirmer que l'idée de l'autarchie économique comme principe d'action et comme but à atteindre est contradictoire, dangereuse, inutile et irréalisable.

FIN.

CATALOGUE DES SOURCES.

Annales du Commerce extérieur (1894 à 1917):

Tableaux du Commerce et de la Navigation de la France
(1895-1916).

Statistique générale de la France. Annuaire statistique
(1894-1918).

*Annual Statement of the trade of the United Kingdom with
foreign countries and british possessions* (1897-1917).

*Statistical abstract for the Several british self governing
dominions, crown colonies, and protectorates* (1896-1915).

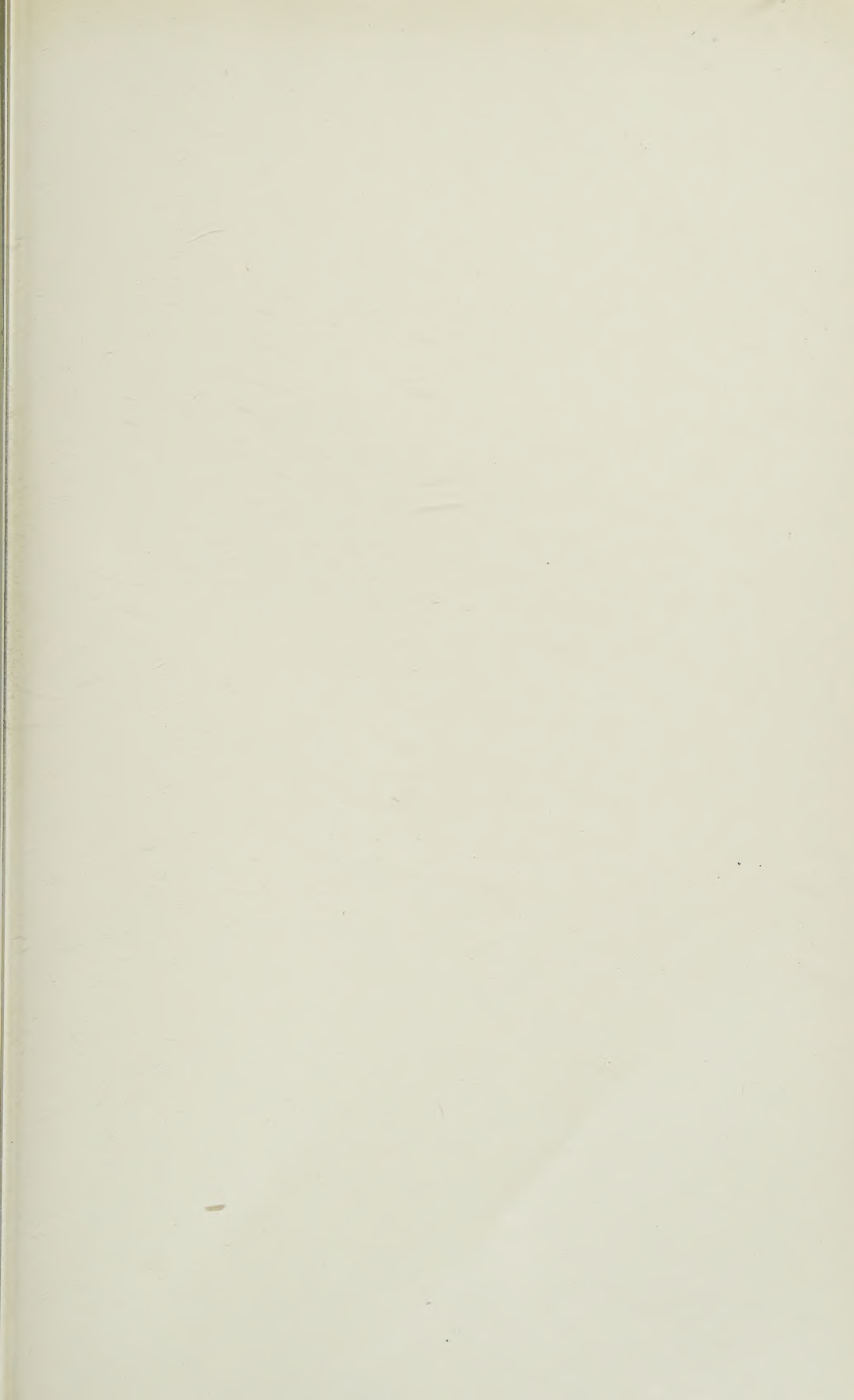
Statistisches jahrbuch für das deutsche Reich (1894-1913).

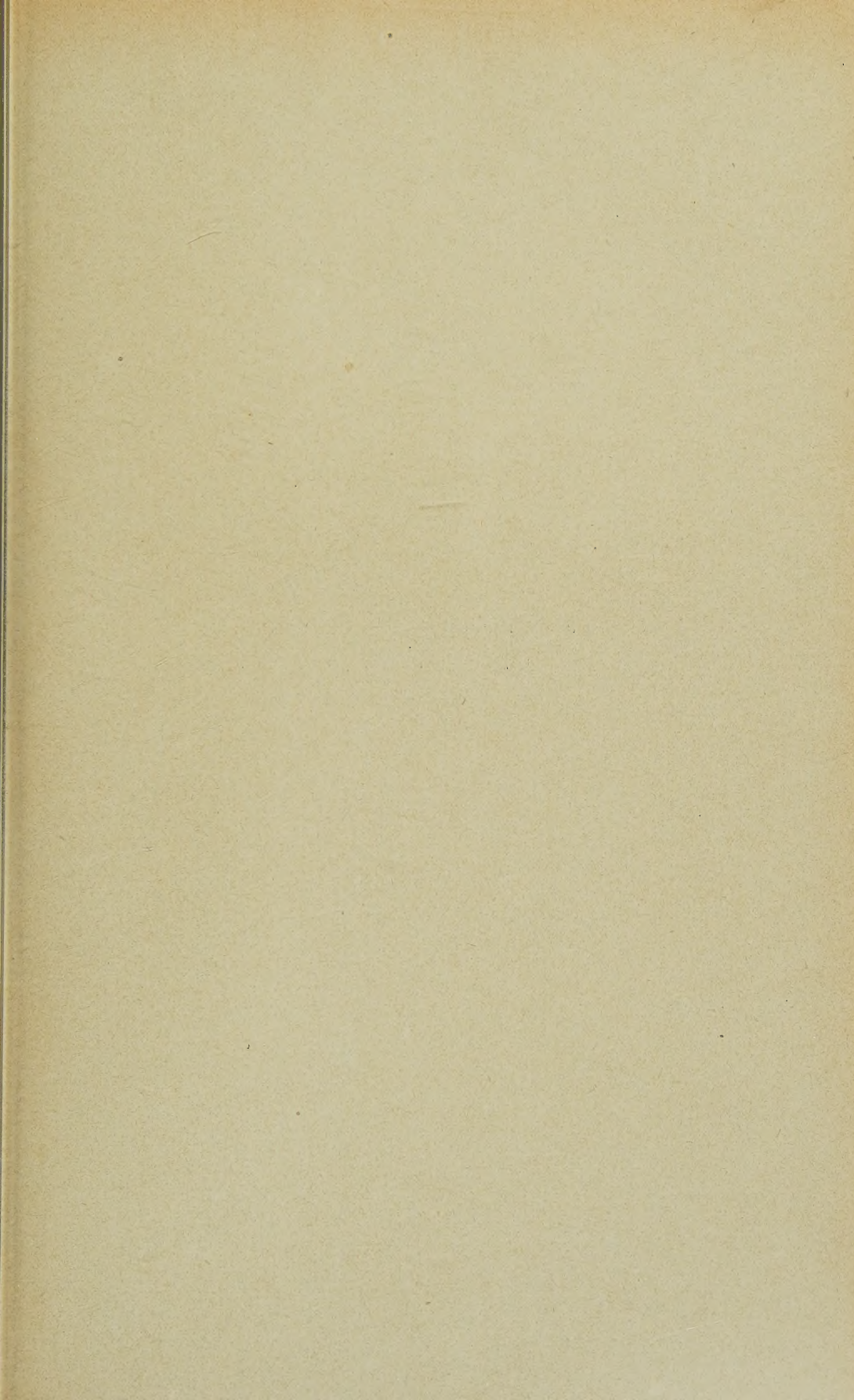
*The foreign Commerce and Navigation of the United States
for the year ending june 30* (1894-1913).

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
INTRODUCTION.....	V
I. L'idée de l'autarchie économique	VII
II. L'idée de l'autarchie économique et le « Système mercantile »	XVIII
III. L'idée de l'autarchie économique et le « Système national d'Économie politique ».....	XXI
IV. But et plan de la présente étude.....	XXII
CHAPITRE I. — <i>Développement comparatif du commerce extérieur des principales puissances depuis l'année 1895</i>	1
Tableaux I et II; fig. 1, 2, 3 et 4.	
CHAPITRE II. — <i>Valeur et proportion des importations et exportations de produits alimentaires; matières nécessaires à l'industrie et objets fabriqués</i>	13
Tableaux III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV; fig. 5 et 6.	
CHAPITRE III. — <i>Parts respectives du commerce colonial et du commerce continental dans le commerce extérieur des principales puissances</i>	17
Tableaux XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXI, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVI, XXVII, XXVIII, XXIX et XXX; fig. 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16.	
CHAPITRE IV. — <i>Origine des matières premières. Étude des débouchés</i> ...	58
Tableaux XXXI, XXXII, XXXIII, XXXIV, XXXV et XXXVI; fig. 17, 18, 19 et 20.	

	Pages.
<i>Appendice I.</i> — Origine des produits alimentaires.....	69
<i>Appendice II.</i> — Importance des colonies comme débouchés pour les émigrants de la métropole.....	71
CHAPITRE V. — <i>Des États réputés autarchiques</i>	74
<i>Appendice.</i> — Impossibilité pour le <i>Mittleuropa</i> de réaliser une autarchie économique.....	78
CONCLUSION.....	81
CATALOGUE DES SOURCES.....	89





PARIS. — IMPRIMERIE GAUTHIER-VILLARS ET C^{ie}

64178-21. Quai des Grands-Augustins, 55.
